

RÉPUBLIQUE GABONAISE

# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

N° 45 – JUIN 2015



**SITUATION 2014**  
**PERSPECTIVES 2015 - 2016**



**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE  
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

Ministère de l'Économie, de la Promotion des Investissements  
et de la Prospective



# **TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**



**SITUATION 2014**

**PERSPECTIVES 2015-2016**

**Ministre de l'Économie, de la Promotion des Investissements  
et de la Prospective**

M. Régis IMMONGAULT

**Ministre déléguée**

Mme. Marie Julie BILOGHE-BI-NZENDONG

**Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale**

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

**Directeur Général Adjoint**

Mme. Aurélie KASSAT

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977.

Missions :

- ✓ concevoir la politique économique et sociale de l'Etat ;
- ✓ analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- ✓ contribuer à créer les conditions d'un environnement économique attractif et compétitif à partir des textes législatifs en la matière ;
- ✓ collecter toutes les informations conjoncturelles à caractère économique et social ;
- ✓ élaborer des prévisions économiques à court terme;
- ✓ mener des études d'impact économique et social à court terme ;
- ✓ faire appliquer la réglementation de change et d'analyser les flux financiers avec l'extérieur ;
- ✓ assurer la veille stratégique.

La DGEPF est organisée en six (6) directions :

### **Direction des Institutions Financières (DIF)**

Missions :

- ✓ suivre et d'analyser les activités du secteur financier ;
- ✓ étudier les principaux indicateurs monétaires et financiers ;
- ✓ analyser la conjoncture financière internationale ;
- ✓ mettre en œuvre la Réglementation de change.

### **Direction des Programmes Sectoriels (DPS)**

Missions :

- ✓ suivre la conjoncture économique du secteur réel ;
- ✓ suivre l'évolution des cours des matières premières ;
- ✓ participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles.

## **Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)**

Missions :

- ✓ concevoir la politique économique de la nation conformément à la vision des plus hautes autorités ;
- ✓ procéder au suivi et à l'évaluation des politiques économiques ;
- ✓ étudier les principales grandeurs macroéconomiques ;
- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat ;
- ✓ élaborer les prévisions économiques ;
- ✓ assurer la veille économique.

## **Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)**

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques, sociales, environnementales et démographiques;
- ✓ mener des études et de proposer des mesures de politiques économiques et sociales;
- ✓ assurer la promotion de l'économie gabonaise ;
- ✓ assurer la diffusion des publications de la DGEPF.

## **Direction de la Politique Fiscale (DPF)**

Missions :

- ✓ concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- ✓ participer à l'élaboration de la législation fiscale;
- ✓ mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

## **Direction du Personnel et des Moyens (DPM)**

Missions :

- ✓ assurer la gestion administrative des personnels ;
- ✓ gérer les carrières des agents en relation avec la Fonction Publique ;
- ✓ tenir des tableaux d'avancement des personnels ;
- ✓ élaborer le budget, exécuter et assurer le suivi des crédits alloués à la DGEPF.

# Sommaire

<b>RESUME EXECUTIF.....</b>	<b>11</b>
<b>PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>15</b>
<b>I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2014 .....</b>	<b>15</b>
<b>I.1.1 L'activité .....</b>	<b>15</b>
<b>I.1.2 L'inflation .....</b>	<b>18</b>
<b>I.1.3.L'emploi .....</b>	<b>19</b>
<b>I.1.4 Le commerce extérieur .....</b>	<b>19</b>
<b>I.1.5 Les finances publiques .....</b>	<b>20</b>
<b>I.1.6 Les taux d'intérêt .....</b>	<b>21</b>
<b>I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE .....</b>	<b>21</b>
<b>I.2.1 Le pétrole .....</b>	<b>21</b>
<b>I.2.2 Le sucre .....</b>	<b>22</b>
<b>I.2.3 Le cacao .....</b>	<b>23</b>
<b>I.2.4.Le café.....</b>	<b>23</b>
<b>I.2.5 L'huile de palme.....</b>	<b>24</b>
<b>I.2.6 Le caoutchouc naturel.....</b>	<b>25</b>
<b>I.2.7 Le minerai de manganèse .....</b>	<b>25</b>
<b>I.2.8 Le minerai de fer .....</b>	<b>26</b>
<b>I.2.9 L'or .....</b>	<b>27</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE .....</b>	<b>31</b>
<b>II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2014.....</b>	<b>31</b>
<b>II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION.....</b>	<b>33</b>
<b>II.1.1 Le pétrole.....</b>	<b>33</b>
<b>II.1.2 Le manganèse .....</b>	<b>34</b>
<b>II.1.3 L'or.....</b>	<b>36</b>
<b>II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE.....</b>	<b>37</b>
<b>II.2.1 L'agriculture .....</b>	<b>37</b>
<b>II.2.2 L'élevage.....</b>	<b>40</b>
<b>II.2.3 La pêche.....</b>	<b>40</b>
<b>II.3 LES INDUSTRIES .....</b>	<b>41</b>
<b>II.3.1. Les Agro-industries .....</b>	<b>41</b>
<b>II.3.2 Les Industries du Bois .....</b>	<b>45</b>
<b>II.3.3 Le raffinage .....</b>	<b>48</b>

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité .....	49
II.3.5 Les Autres Industries de Transformation .....	50
II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse.....	54
II.4 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS .....	55
II.5 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT ..	56
II.5.1 Le transport terrestre.....	56
II.5.2.Le transport ferroviaire .....	56
II.5.3 le transport aérien.....	58
II.5.4 Le transport maritime et fluvial.....	59
II.6 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS .....	62
II.7 LE COMMERCE .....	64
II.7.1 Le commerce général structuré.....	64
II.7.2 Le commerce des véhicules .....	65
II.7.3 Le commerce des produits pétroliers.....	65
II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques.....	66
II.7.5.La distribution des ouvrages et périodiques .....	66
II.8 LES AUTRES SERVICES .....	66
II.8.1 Les services rendus aux particuliers .....	67
II.8.2 Les services immobiliers.....	68
II.8.3 Les services rendus aux entreprises .....	68
II.8.4 Les services de mécanique générale .....	69
II.8.5 Les services parapétroliers.....	69
II.9 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME ....	70
II.9.1 L'hôtellerie .....	70
II.9.2 La restauration.....	72
II.9.3 Le tourisme et les loisirs .....	72
II.10 Les institutions financières.....	73
II.10.1 Les banques commerciales et de développement.....	73
II.10.2 Les établissements de microfinance .....	76
II.10.3 Les compagnies d'assurance.....	78
II.10.4 Les établissements financiers.....	83
LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES .....	87
III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT .....	88
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité .....	88
III.1.2 Le PIB par la demande .....	91
III.2 LE BUDGET DE L'ETAT .....	91

III.2.1 L'équilibre budgétaire .....	91
III.2.1.1 Les ressources .....	92
III.2.1.2 Les emplois.....	93
III.2.2 L'exécution du budget .....	93
III.2.2.1 Les recettes budgétaires.....	94
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières .....	94
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole .....	95
III.2.2.2 Les dépenses publiques.....	95
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement.....	96
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement .....	96
III.2.3.La dette publique.....	97
<b>III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT .....</b>	<b>99</b>
III.3.1Les ressources du système monétaire.....	100
III.3.1.1 La masse monétaire (M2).....	100
III.3.1.2Les ressources extra-monnaïres.....	101
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire .....	101
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets .....	101
III.3.2.2Le crédit intérieur .....	101
III.3.2.3 Le financement de l'économie.....	102
<b>III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS .....</b>	<b>103</b>
III.4.1 La balance des transactions courantes.....	103
III.4.1.1 La balance commerciale .....	103
<b>Evolution de la balance commerciale.....</b>	<b>104</b>
III.4.1.2 La balance des services .....	104
III.4.2.La balance des revenus .....	104
III.4.3 La balance des capitaux.....	104
<b>III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX .....</b>	<b>105</b>
III.5.1 L'emploi .....	105
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public .....	106
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés.....	107
III.5.2 Les salaires.....	107
III.5.2.1 La masse salariale du secteur public.....	108
III.5.2.2 La masse salariale des sociétés.....	109
III.5.3 Les prix.....	109
<b>QUATRIEME PARTIE: LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2014.....</b>	<b>113</b>
IV.1 La politique budgétaire.....	113
IV.1.1 Recettes.....	114
IV.1.2 Dépenses .....	114

IV.1.3 Nouvelles sources de financement.....	114
IV.2 Les politiques sectorielles.....	115
IV.3 La politique sociale.....	119
IV.4 La politique monétaire.....	120
<b>CINQUIEME PARTIE : LES PERSPECTIVES 2015-2016.....</b>	<b>125</b>
V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2015 et 2016.....	125
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés.....	125
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement.....	126
V.1.4 L'évolution des produits de base.....	126
V.2 LE CONTEXTE NATIONAL.....	128
V.2.1 L'activité sectorielle.....	128
V.2.1.1 Le pétrole.....	128
V.2.1.2 Les mines.....	128
V.2.1.3 La filière bois.....	129
V.2.1.4 Les cultures de rente.....	129
V.2.1.5 Les Agro-industries.....	129
V.2.1.6 Les autres industries.....	129
V.2.1.7Le raffinage.....	129
V.2.1.8 L'énergie.....	130
V.2.1.9 Les BTP.....	130
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport.....	130
V.2.1.11 Les télécommunications.....	130
V.2.1.12 Le commerce.....	130
V.2.1.13 L'hôtellerie.....	131
V.2.1.14 Les autres services.....	131
V.2.2 Le secteur financier.....	131
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2015.....	131
V.2.3.1 Les principales hypothèses.....	131
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2015 et 2016.....	132
V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2015 et 2016.....	132
V.2.3.4 Les prévisions du budget.....	135
V.2.2.4.1 Les recettes.....	135
V.2.2.4.2 Les dépenses publiques.....	136
V.2.2.4.3 La dette publique.....	136
V.2.2.5. La balance des paiements prévisionnelle.....	137
V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes.....	137
V.2.2.5.2.La balance commerciale.....	137
V.2.2.5.3.La balance des services.....	138
V.2.2.5.4 La balance des capitaux.....	138

V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix .....	138
<b>V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2015-2016.....</b>	<b>139</b>
V.3.1 Les politiques sectorielles .....	139
V.3.1.1 Secteur productif.....	139
V.3.1.2 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires.....	140
V.3.1.3 Secteur des infrastructures .....	141
V.3.1.4Infrastructures énergétiques.....	141
V.3.2 Le secteur social .....	142
V.3.2.1 Education .....	142
V.3.2.2 Santé .....	143
V.3.3.La politique budgétaire .....	143
CONCLUSION .....	147
<b>Tableau 1 : Tableau des Indicateurs clés de l'Economie Gabonaise 2011-2016 .....</b>	<b>151</b>
<b>Tableau 2 : PIB ressources à prix constant 2011-2016.....</b>	<b>153</b>
<b>Tableau 3 : Evolution du taux de croissance du PIB en volume 2011-2016 .....</b>	<b>155</b>
<b>Tableau 4 : PIB emploi à prix constant 2011-2016.....</b>	<b>156</b>
<b>Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB Emplois de 2011-2016 .....</b>	<b>157</b>

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 45<sup>ième</sup> Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en janvier 2015, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

## RESUME EXECUTIF

L'**activité économique mondiale** s'est affermie en 2014, en raison de la faiblesse des cours du pétrole et des autres produits de base, ainsi que du maintien de politiques monétaires accommodantes dans certaines grandes économies. Ce, en dépit de la persistance de risques baissiers, notamment la poursuite de tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers dans les pays émergents et la détérioration du secteur extérieur dans de nombreux pays pétroliers. Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé de 3,4% comme en 2013.

Les **économies avancées** ont conforté leur expansion qui est passée de 1,4% en 2013 à 1,8% en 2014. En effet, tirant profit de la baisse du prix de pétrole et du soutien d'une politique monétaire accommodante, l'économie américaine a progressé de 2,4% contre 2,2% un an plus tôt. Parallèlement, le Royaume-Uni a maintenu la bonne orientation de son économie, soutenue par d'importants investissements productifs et la hausse de la consommation des ménages. Ainsi, son PIB a progressé de 2,6% en 2014 contre 1,7% en 2013. En revanche, la reprise a été faible dans la zone euro (0,9% contre -0,5% en 2013). On a noté dans le même temps une croissance négative au Japon (-0,1% contre 1,6% en 2013).

A l'opposé des pays avancés, la croissance au sein des **pays émergents et en développement** a été moins forte à 4,6% contre 5% en 2013, en raison du ralentissement de l'économie chinoise (+7,4% contre +7,8% l'année précédente), qui a pâti de la baisse de ses investissements et de la progression modérée de la consommation. La croissance de ces pays a également été plombée par la faiblesse de la demande extérieure et le recul des perspectives économiques de la Russie et des pays exportateurs de produits de base.

Dans le même temps, la croissance dans les pays de l'**Afrique subsaharienne**, a fléchi de 0,2 point en 2014 pour s'établir à 5%, reflétant ainsi le recul de plusieurs grandes économies de la région, notamment le Nigeria et l'Afrique du Sud. Cette évolution est essentiellement due à la baisse des prix du pétrole et des produits de base. Tandis que la croissance dans la zone CEMAC a progressé de 4,4% contre 1,6% un an plus tôt.

Face à la reprise modérée de l'activité des pays avancés et au recul économique dans les pays émergents, accentués par la baisse tendancielle de la production de pétrole et des cours du baril, l'**activité économique nationale** a décéléré de 1,3

point, avec un taux de croissance de 4,3% en 2014. Toutefois, bien que l'activité de l'ensemble des trois secteurs ait contribué à la croissance, celle du secteur primaire a été amoindrie par le repli des activités des branches pétrolière et minière. Quant à la demande intérieure, elle a progressé malgré une baisse importante des investissements publics.

Par conséquent, la chute des exportations des principales matières premières, notamment les exportations pétrolières, a entraîné une détérioration de la situation budgétaire et la de position extérieure. Le solde global base caisse s'est dégradé, affichant un déficit de 50,6 milliards de FCFA en 2014 contre un excédent de 20,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Toutefois, le solde primaire des finances publiques est demeuré excédentaire, en hausse de 11,3%, du fait de la forte contraction des dépenses d'investissement.

Quant au niveau général de l'emploi, il a progressé de 4,9% du fait de la hausse combinée des effectifs des secteurs public (5,5%) et privé (4,2%). En outre, on a assisté à un regain des tensions inflationnistes, atteignant 4,7%, bien au delà de la norme communautaire ( $\leq 3\%$ ).

Dans ce contexte, la situation monétaire large du Gabon a été marquée au 31 décembre 2014 par une baisse de la masse monétaire (-0,8%) et des avoirs extérieurs (-8,2%), ainsi qu'une consolidation du crédit intérieur (+6,1%) par rapport à 2013.

**PREMIERE PARTIE**

# **L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**



## PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2014

L'économie mondiale s'est consolidée en 2014, en dépit d'un contexte caractérisé par la présence de risques baissiers, notamment la poursuite de tensions géopolitiques dans le monde, la volatilité des marchés financiers dans les pays émergents et la détérioration du secteur extérieur dans de nombreux pays pétroliers.

La consolidation de l'économie mondiale a été favorisée par la baisse du prix du pétrole (du fait notamment d'une augmentation de l'offre) au cours de la deuxième moitié de l'année. Cette baisse des prix a permis de réduire la facture énergétique dans de nombreux pays avancés et a occasionné un recul des prix à la consommation dans plusieurs pays émergents et en développement.

Ces différents facteurs ont induit une amélioration des perspectives économiques dans de nombreux pays. Ainsi, aux Etats-Unis, l'activité économique a été plus vigoureuse que prévu, de même qu'une embellie s'est progressivement installée dans la zone euro.

Toutefois, l'évolution de l'économie s'est opérée de façon inégale entre les pays ou ensembles économiques. Aussi, si la reprise de l'économie américaine a été plus forte, les résultats en Chine, au Japon, en Russie et dans la zone euro ont-ils été inférieurs aux prévisions.

Dans ce contexte, l'expansion économique mondiale a atteint 3,4% en 2014, soit le même niveau qu'un an plus tôt.

#### I.1.1 L'activité

Dans les pays avancés, la reprise s'est accélérée. Ainsi, la croissance a été plus forte aux Etats-Unis, tandis que l'activité a poursuivi son redressement dans la zone euro. Dans l'ensemble, les pays avancés ont enregistré une expansion de 1,8% contre 1,4% l'année précédente.

L'économie américaine a évolué dans un contexte favorable marqué par un recul du chômage et de faibles tensions inflationnistes. Par ailleurs, la demande intérieure a profité de la baisse du prix du pétrole, d'un ajustement modéré des finances publiques et d'un soutien de la politique monétaire. Dans ce contexte, et en dépit de l'appréciation du dollar, la croissance a été de 2,4% contre 2,2% un an plus tôt.

L'économie japonaise a décéléré à 0,1% en 2014 contre 1,6% l'année précédente. Cette modeste performance résulte de la combinaison de plusieurs facteurs, notamment l'atonie de la consommation des ménages, l'effondrement de l'investissement immobilier et la baisse des exportations, principal moteur de cette économie.

Dans la zone euro, l'activité a été soutenue par une augmentation des exportations, une réduction du frein budgétaire, une politique monétaire accommodante et une amélioration des conditions de crédit, dans un contexte de baisse du prix du pétrole. Toutefois, bien qu'en nette amélioration, la croissance est demeurée atone, à cause principalement de la faiblesse de l'investissement et des anticipations inflationnistes. Ainsi, le PIB de la zone euro s'est situé à 0,9% en 2014 contre -0,5% une année auparavant. Au sein de cet ensemble, l'évolution du PIB a été de 1,6% en Allemagne, 1,4% en Espagne, 0,4% en France et -0,4% en Italie.

Hors Zone, la Grande-Bretagne a confirmé la bonne orientation de son économie tirée par des investissements productifs importants et des dépenses de ménages en hausse. Ainsi, son PIB a progressé de 2,6% en 2014 contre 1,7% en 2013.

L'activité économique des pays émergents et en développement s'est contractée en 2014, en liaison avec un ralentissement de l'économie chinoise et une détérioration sensible des perspectives économiques en Russie et dans les pays exportateurs de produits de base. L'évolution de la production de l'ensemble des pays émergents et en développement est estimée à 4,6% contre 5% en 2013.

Dans les pays émergents et en développement d'Europe, l'amélioration des conditions financières extérieures et le renforcement de la demande ont permis une croissance stable évaluée à 2,8%. La Communauté des Etats Indépendants a pâti des conséquences de la crise ukrainienne. Ainsi, l'activité économique a généré une faible croissance de 1% contre 2,2% un an plus tôt.

Dans ce bloc, l'économie russe a été largement pénalisée par la baisse des cours du pétrole et par la faiblesse des investissements et les sanctions économiques. Ainsi, le produit intérieur brut a progressé de 0,6% en 2014 contre 1,3% un an auparavant. L'activité économique a fortement reculé en Ukraine (-6,5%) en

raison de la situation macroéconomique difficile et de la désorganisation de la production, suite au conflit en cours.

Les pays émergents et en développement d'Asie ont maintenu le cap de la croissance et du développement (6,8%), en dépit de la contraction de l'économie chinoise, première puissance économique régionale. En effet, l'économie chinoise s'est repliée au quatrième trimestre, du fait d'une baisse de l'investissement et d'une progression modérée de la consommation. La croissance annuelle de la Chine a reculé pour se situer à 7,4% contre 7,8% un an plus tôt.

En Amérique latine, le secteur extérieur a influé sur l'expansion. Les exportations ont été inférieures aux prévisions et les termes de l'échange se sont détériorés dans certains pays. Au plan interne, l'incertitude relative à la politique économique a pesé sur la confiance des entreprises et sur l'investissement. Le PIB de la zone a ralenti à 1,3% contre 2,9% précédemment. Dans ce contexte relativement défavorable, le Brésil et le Mexique ont obtenu des taux de croissance respectifs de 0,1% et 2,1%.

En dépit d'une diminution des recettes pétrolières dans les pays du Moyen-Orient, les fondamentaux économiques de ces pays restent solides. En effet, la présence d'amortisseurs budgétaires a permis d'éviter de fortes compressions de dépenses dans plusieurs pays. La croissance estimée à 2,6% en 2014 est en amélioration comparativement à l'année précédente.

La baisse des prix du pétrole et des produits de base a entraîné une révision des perspectives économiques de l'Afrique Subsaharienne. Ainsi, l'activité économique s'est repliée, occasionnant une croissance à 5% sur l'ensemble de l'année 2014, contre 5,2% un an auparavant. Les deux plus grandes économies du continent africain, le Nigéria et l'Afrique du sud ont enregistré des taux de 6,3% et 1,5% contre 5,4% et 2,2% en 2013 respectivement.

Dans la zone CEMAC, la croissance économique s'est située à 4,4% en 2014 contre 1,6% en 2013. Cette progression découle de l'évolution conjointe des secteurs pétrole (2,3% après une contraction de 7,4% en 2013) et du hors pétrole (5,2% contre 5,6%).

Par pays, les évolutions suivantes ont été observées: Tchad (6,3% contre 4,8% en 2013) ; Gabon (4,3% contre 5,6% en 2013), Cameroun (5% en 2014 contre 5,4% en 2013) ; Guinée-Équatoriale (0% en 2014 contre -8%) ; République Centrafricaine (1,6% contre -37,8% en 2013) ; Congo (5,2% contre 3,3% en 2013).

### I.1.2 L'inflation

L'inflation est restée inférieure aux objectifs fixés par les banques centrales dans les pays avancés en raison du sous-emploi persistant des capacités de production. L'indice moyen des prix à la consommation pour l'ensemble de ces pays s'établit à +1,6% en 2014. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a reculé (+5,5% en 2014 contre +5,9% en 2013) en lien avec le repli des prix des produits de base alimentaires.

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation s'est situé à +1,7%, suite à la chute des prix des produits énergétiques. Dans la zone euro, une politique monétaire accommodante et un contexte de baisse des prix de l'énergie ont permis un recul de l'inflation à 0,5% en 2014. La France et l'Allemagne ont enregistré respectivement une inflation de 0,5% et 0,9%. En dehors de la zone euro, la Grande-Bretagne a connu une hausse de 2,4% de l'indice des prix à la consommation.

L'inflation sous-jacente excluant les effets du relèvement de la TVA a augmenté au Japon. Ainsi, les prix à la consommation se sont fixés à 2,7%. En Chine et en Inde, les prix à la consommation ont reculé pour se situer respectivement à 2,3% et 7,8%.

Les sorties de capitaux en Russie se sont intensifiées et ont fait baisser le taux de change. Ceci, a entraîné une hausse de l'inflation qui a conduit la banque centrale à relever plusieurs fois son taux directeur. En effet, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 11,4% en 2014.

L'inflation a légèrement reculé dans la zone Moyen-Orient -Afrique du Nord (7,5%), du fait de la détente des prix des produits alimentaires mondiaux et de la fixité des taux de change. Toutefois, elle est restée élevée dans certains pays (Iran, Soudan, Egypte) en raison de la perturbation de la production et d'autres causes spécifiques aux différents pays.

Les tensions inflationnistes se sont accrues en 2014, dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Ainsi, l'indice des prix à la consommation s'est fixé en moyenne annuelle à 3,3% contre 2,0% en 2013. Il s'est ainsi établi au-dessus de la norme communautaire de 3%. Par pays, l'inflation en moyenne annuelle s'est orientée comme suit : 1,9% au Cameroun, 17,8% en République centrafricaine, 0,9% au Congo, 4,7% au Gabon, 4,3% en Guinée-équatoriale et +1,7% au Tchad.

### I.1.3.L'emploi

Le raffermissement de l'économie mondiale a permis une amélioration du niveau de l'emploi dans de nombreux pays. Cependant, la problématique du chômage des jeunes est demeurée d'actualité.

La bonne orientation de l'activité économique aux Etats-Unis a eu un impact sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage a baissé à 5,6% en 2014 contre 7,4% en 2013, soit, le plus bas niveau depuis 2008.

Au Japon, l'embellie du marché de l'emploi, observée en 2013, s'est confirmée en 2014. En effet, malgré le fléchissement de l'économie, le taux de chômage a continué de s'améliorer pour se situer à 3,4%, en liaison avec le rebond de l'industrie.

Dans la zone euro, bien qu'en retrait, le taux de chômage est resté à un niveau relativement élevé (11,4% en 2014 contre 12,1% l'année précédente). La reprise économique atone n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois et donc de faire reculer significativement le chômage, en l'occurrence celui des jeunes qui est resté à un niveau élevé (22,9%).

Les taux de chômage se sont situés à 10,2% en France et 5% en Allemagne. Les taux les plus élevés ont été enregistrés en Espagne et en Grèce soit respectivement : 23,7% et 26%. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est situé à 5,5% de la population active.

### I.1.4 Le commerce extérieur

Le commerce mondial des marchandises a progressé de 3,8% en 2014. Cette évolution s'est opérée dans un contexte de reprise économique dans la zone euro et de dynamisme économique aux Etats-Unis. Par ailleurs, la baisse des prix du pétrole a également constitué un facteur accélérateur.

Sous l'effet d'importations record de biens de consommation, le déficit commercial américain s'est à nouveau creusé de 6%, pour s'établir à 505 milliards de dollars. Malgré une relative embellie, le commerce extérieur japonais a enregistré un déficit commercial de 12781 milliards de yens, en hausse de 11,4%.

Dans la zone euro, l'amélioration de la balance commerciale, liée à l'effondrement des cours de pétrole, a influencé les échanges extérieurs de plusieurs pays membres. En effet, l'excédent commercial s'est situé à 194,8 milliards d'euros après un excédent de 152,3 milliards un an auparavant.

Les exportations allemandes ont progressé de 3,7% en 2014, pour s'établir à 1314 milliards d'euros. La balance commerciale a affiché un excédent de 217 milliards d'euros, profitant de la croissance sur les marchés américains et anglais.

Le commerce extérieur français a bénéficié des effets liés à la baisse des prix du pétrole. En conséquence, le pays a réduit son déficit commercial à 53,8 milliards d'euros contre 69,9 milliards d'euros en 2013, soit une diminution de 11,5%.

La Chine a réalisé un excédent commercial de 382,46 milliards de dollars sur l'année 2014. Ce résultat s'explique par la hausse de 6,1% des exportations à 2 340 milliards de dollars et par la progression marginale des importations de 0,4% à 1 960 milliards de dollars.

### 1.1.5 Les finances publiques

En 2014, la dégradation des finances publiques s'est poursuivie dans de nombreux pays industrialisés, malgré une conjoncture favorable.

Aux Etats-Unis, le déficit budgétaire a atteint son plus bas niveau en six ans, en raison d'une augmentation des recettes due à la reprise économique. Le déficit des finances de l'Etat fédéral s'est établi à 483 milliards de dollars, en baisse de 29% par rapport à 2013 où il s'était établi à 680 milliards de dollars.

Au Japon, les finances publiques n'ont cessé de se dégrader. En effet, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a avoisiné les 245% sur l'année. Pour la deuxième année consécutive, la zone euro a atteint son objectif de contenir le déficit budgétaire en dessous de la norme communautaire. En conséquence, le déficit a été de 2,6% après 3% en 2014.

L'Allemagne a atteint l'équilibre budgétaire en 2014, en raison notamment de la bonne tenue des rentrées fiscales et de la faiblesse des taux d'intérêt. A contrario, le déficit de l'Italie s'est élevé à 3% du PIB en 2014 contre 2,9% l'année précédente. En Espagne, le déficit a atteint 5,7% du PIB. En Grèce, la dette a augmenté à environ 320 milliards d'euros à la fin de l'année 2014. Elle était de 195 milliards dix ans plus tôt, soit un bond de 62%.

En 2014, la gestion des finances publiques dans la zone CEMAC s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons équivalent à 0,7 % du PIB, en nette réduction par rapport à celui enregistré en 2013 (1,8 % du PIB).

Par pays, le solde budgétaire global, en pourcentage du PIB, a évolué comme suit : Cameroun, -2,4 % en 2014 contre -2,8 % en 2013 ; République Centrafricaine, -12,8 % contre -9,3 % l'année précédente ; Congo +3,4 % contre +5,7 % un an plus tôt ; Gabon +4,5 % contre +1,6 % un an plus tôt ; Guinée Equatoriale -4,1 % contre -7,0 % en 2013, et Tchad -2,2 % contre -4,2 % en 2013.

### I.1.6 Les taux d'intérêt

En 2014, en rapport avec la fragilité de certains pays, la gestion des taux d'intérêt par les banques centrales visait à soutenir la relance économique à travers la consommation et l'investissement.

C'est dans ce contexte que la Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu son principal taux directeur à 0,25% depuis décembre 2012. Lui emboitant le pas, la banque centrale européenne (BCE) a remanié son principal taux directeur en septembre 2014, pour le ramener à 0,05%. Au Japon, le taux directeur de la banque centrale est resté inchangé (proche de 0).

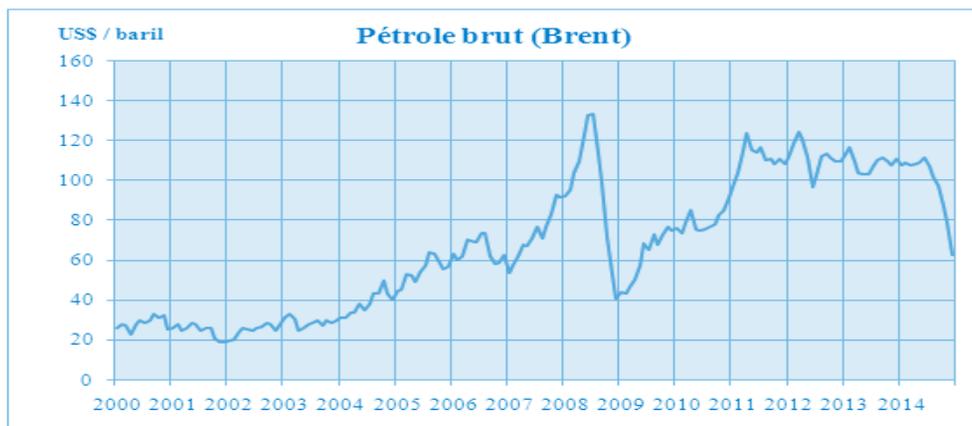
## I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 2014 a été marquée par l'effondrement des cours du pétrole. Les prix des autres matières premières, notamment, les métaux et les denrées alimentaires de base, à l'exception du café et du cacao, ont également baissé. Le ralentissement de l'économie chinoise, la crise de la zone euro et la surabondance de l'offre sont à l'origine de cette situation.

### I.2.1 Le pétrole

En 2014, la chute du prix du baril (Brent) amorcée après son pic atteint mi-juin à 115 dollars le baril, s'est accélérée au fil des mois pour tomber à moins de 60 dollars le baril mi-décembre, soit une baisse de 44%, atteignant son plus bas niveau depuis début 2009.

Tandis que la demande a accusé une diminution de près d'un million de barils par jour, conséquence directe d'une économie chinoise en très net ralentissement, l'offre a été en augmentation. La production toujours plus importante de pétrole de schiste aux Etats-Unis et le refus de baisse des quotas de production par les pays membres de l'OPEP expliquent cette évolution.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

### I.2.2 Le sucre

Pour la quatrième année consécutive, le marché du sucre a terminé l'année en déclin, en raison d'une offre excédentaire. Les cours du sucre roux et du sucre blanc ont respectivement chuté de 11,5% et de 12,9% en 2014, en dépit du rebond constaté en milieu d'année suite au ralentissement de la récolte de canne à sucre au Brésil. Le surplus de l'offre a été estimé à 3,991 millions de tonnes pour des stocks mondiaux évalués à 78 millions de tonnes, soit plus de 43% d'une année de consommation mondiale.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

### I.2.3 Le cacao

Le cours mondial du cacao en 2014 a atteint 3 005,8 dollars la tonne, son niveau le plus élevé depuis presque trois ans. Il a progressé de 13,1% sur le marché de Londres et 25,1% à New-York. Cette évolution a été favorisée par le déficit de l'offre accentué par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Porté par la Côte-d'Ivoire, l'Afrique a conservé son rang de premier producteur mondial, avec 3,185 millions de tonnes de fèves de cacao produites lors de la campagne 2013-2014, soit 73% de la production mondiale (4,365 millions de tonnes).

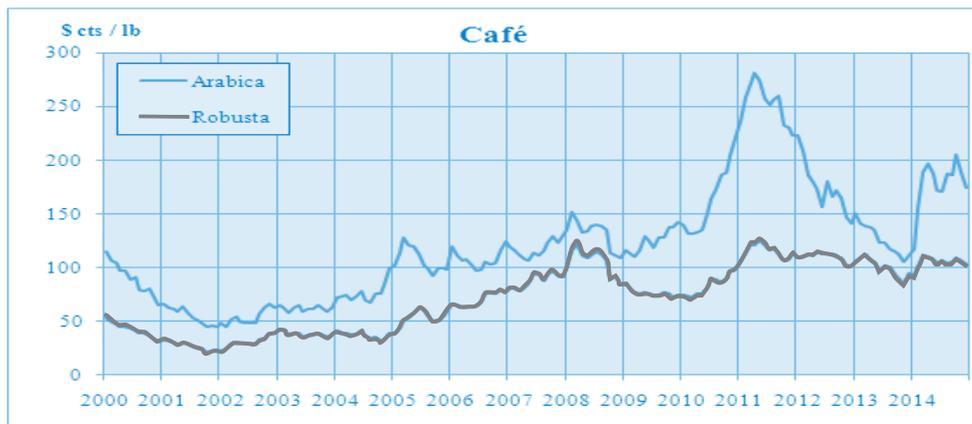


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

### I.2.4. Le café

Les prix l'Arabica ont progressé de 40,9% à 177,42 cts/lb en raison de la sécheresse qui a touché le Brésil, premier producteur mondial. De même, soutenus par une demande vigoureuse, les prix du Robusta ont augmenté de 16%.

La production a été estimée à 145,2 millions de sacs, soit une progression de 2,7% par rapport à la campagne 2012/2013. Parallèlement, la consommation mondiale de café a atteint 148,9 millions de sacs contre 144,5 millions de sacs en 2012/2013 (+3%).

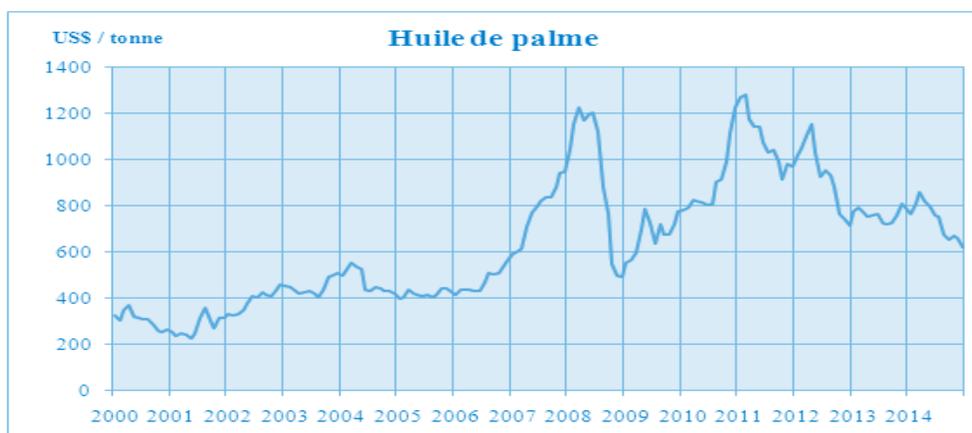


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

### 1.2.5 L'huile de palme

L'huile de palme a perdu près de 3% de sa valeur en 2014, s'échangeant à 739,4 dollars la tonne en moyenne annuelle. La hausse de la production mondiale d'huile de palme (50,7 millions de tonnes pour la campagne 2013/2014) et les stocks ont pesé sur les cours.

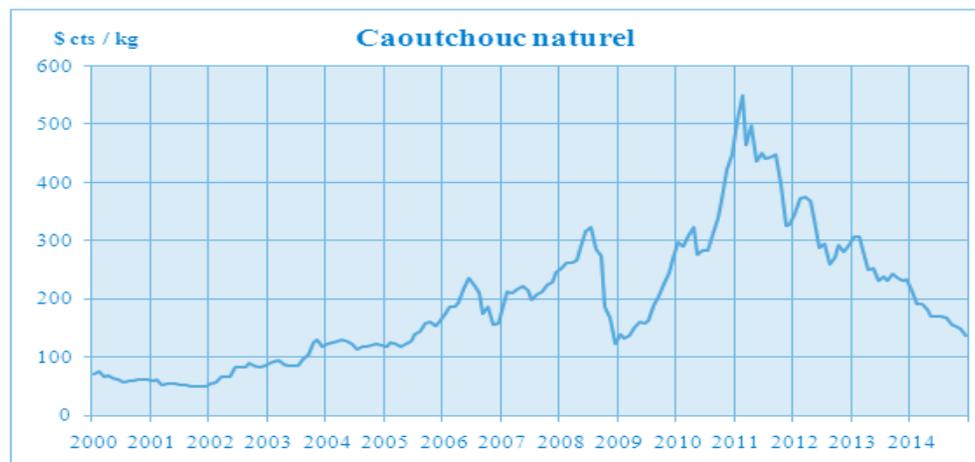
En effet, parallèlement à la forte croissance de la production mondiale impulsée par la Malaisie et l'Indonésie, deux principaux pays producteurs, suite aux conditions climatiques favorables, on a observé un tassement de la demande, notamment de la part de la Chine. Par ailleurs, le climat de défiance qui plane sur l'huile de palme dans certaines zones géographiques a affecté la demande.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

## I.2.6 Le caoutchouc naturel

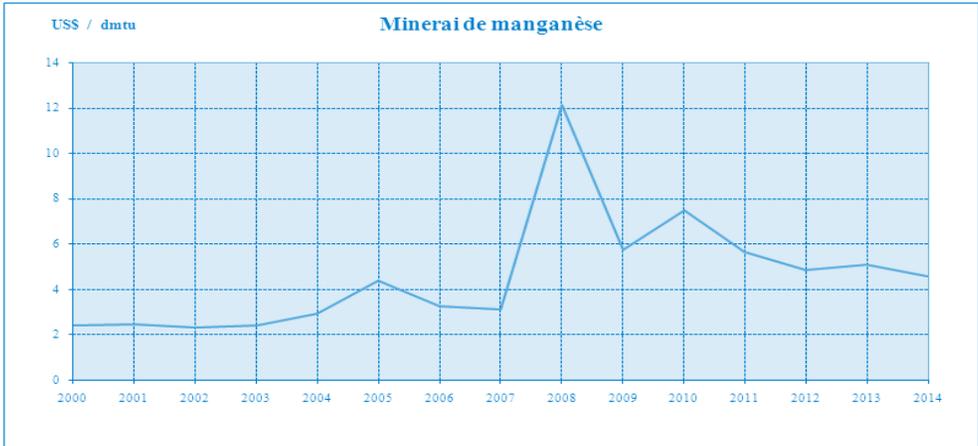
En 2014, les cours du caoutchouc naturel ont chuté de 32%, pour se situer à 310,55 US cents/kg. Ces prix ont pâti de la faiblesse de la demande, notamment celle de la Chine. L'abondance de l'offre, l'importance des stocks en Chine et au Japon, ainsi que la sécheresse et les troubles sociaux en Thaïlande ont constitué les autres facteurs défavorables.



Source : marché tropicaux et méditerranéens

## I.2.7 Le minerai de manganèse

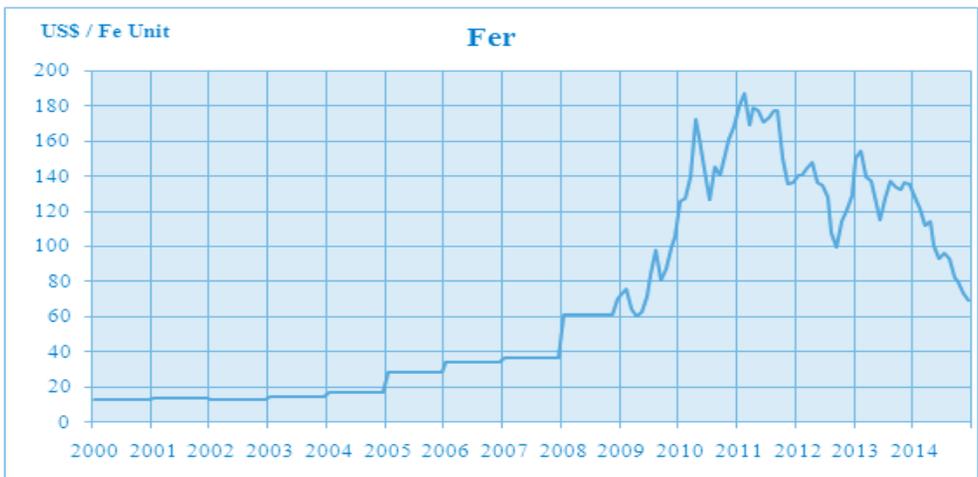
Les prix du minerai de manganèse à haute teneur ont baissé de 16% en moyenne en 2014 par rapport à 2013, terminant l'année à environ 4,56 USD/dmtu. Ce niveau des prix est consécutif à des stocks légèrement excédentaires dans les ports chinois et chez les producteurs d'alliages, ainsi qu'à l'arrivée de nouveaux producteurs sud-africains.



Source: U.S Geological Survey (USGS)

### I.2.8 Le minerai de fer

Les prix du minerai de fer ont diminué de 47% à 4,62 USD/dmtu en moyenne par rapport à la même période de 2013. Plusieurs raisons majeures expliquent cette tendance: l'ouverture de nombreuses mines, l'accroissement des quantités produites par les géants du secteur (Vale, Rio Tinto, BHP Billiton, Fortescue) et la baisse de la demande des pays consommateurs.



Source : FFA d'après EUROSTAT, LME

## 1.2.9 L'or

Le marché aurifère a terminé l'année 2014 à 1 265,79US dollars l'once, soit une baisse de 10,3%. La fermeté du dollar et la hausse des indices d'actions ont constitué les principaux facteurs baissiers.



Source : marché tropicaux et méditerranéens



DEUXIEME PARTIE

L'ACTIVITE  
NATIONALE



## DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE

## II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2014

SECTEURS	2014
<b>Secteur primaire</b>	
<b>Pétrole</b>	↘
<b>Mines</b>	
<i>Manganèse</i>	↘
<i>Or</i>	↘
<b>Agriculture et élevage</b>	
<i>Culture maraichère</i>	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↘
<b>Secteur secondaire</b>	
<b>Industries agro-alimentaires, boissons</b>	
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Raffinerie de sucre</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
<b>Industries de transformation du bois</b>	
<i>Sciages</i>	↗
<i>Placages</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↘
<b>Autres industries de transformation</b>	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<b>Raffinage</b>	↘
<b>Electricité et eau</b>	↗
<b>BTP</b>	↘

Secteur tertiaire	
<b>Transports et auxiliaires de transports</b>	
<i>Terrestre</i>	↗
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↘
<i>Fluvial et lagunaire</i>	↗
<i>Maritime</i>	↗
<i>Auxiliaires de transport</i>	↘
<b>Télécommunications</b>	
<b>Commerce</b>	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules neufs</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
<i>Ouvrages et périodiques</i>	↗
<b>Services</b>	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
<i>Parapétroliers</i>	↗
<b>Hôtellerie, Restauration et Tourisme</b>	
<i>Hôtellerie</i>	↘
<i>Restauration</i>	↗

Source : DGEPF

## II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

### II.1.1 Le pétrole

La production nationale de pétrole brut a été de 10,980 millions de tonnes, en légère baisse de 0,3% par rapport à 2013 (11,014 millions de tonnes). Ce repli est principalement imputable au déclin naturel des champs, à la grève de l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole (ONEP) et aux incidents techniques enregistrés par certains opérateurs. Cependant, le déclin de la production a été atténué par les résultats enregistrés par Perenco et Maurel & Prom, suite aux travaux d'amélioration des rendements réalisés sur certains champs.

#### Evolution de la production et des exportations

(en millions de tonnes)	2012	2013	2014	14/13
Production	11,628	11,014	10,980	-0,3%
Exportations	11,070	10,112	9,936	-1,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

#### Les exportations

En régression de 1,7% par rapport à 2013, les exportations de brut se sont chiffrées à 9,936 millions de tonnes. Les qualités les plus sollicitées sont le Rabi Blend (28,9%), le Rabi light (24,2%), le Mandji (21,7%) et l'Oguendjo (12,5%). L'Asie reste la principale destination avec 59%, suivie de l'Europe (19%), l'Amérique latine et les Caraïbes (15%). Par contre, on note une chute de 47,5% de la demande en provenance de l'Amérique du nord.

#### Les prix

En 2014, le marché mondial s'est caractérisé par une chute des cours du pétrole consécutive à l'abondance de l'offre et une faible croissance de la demande. Dans ce contexte, le prix moyen du baril du Brent s'est situé à 98,99 dollars et celui du brut gabonais à 95,58 dollars, ce qui représente des baisses respectives de 8,9% et 10,3% par rapport aux prix moyens enregistrés en 2013.

### Evolution des prix et du taux de change

	2012	2013	2014	14/13
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	111,6	108,66	98,99	-8,9%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	110,8	106,6	95,58	-10,3%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	510,565	494,083	494,434	0,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures(DGH)

En revanche, le taux de change du dollar par rapport au FCFA s'est stabilisé à 494,434 FCFA en 2014.

### II.1.2 Le manganèse

Le Gabon demeure le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur. Actuellement, trois sociétés exploitent les gisements de manganèse, à savoir la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) à Moanda, la société chinoise Huanzhou Industrial and Commercial Mining Company (CICMHZ) localisée à Ndjolé et Gabon Mining installée à Franceville, dont les activités de production ont démarré en 2014.

Par ailleurs, l'année a été marquée par le démarrage à titre expérimental du Complexe Métallurgique de Moanda (C2M), constitué d'une usine de silicomanganèse (65 000 tonnes/an) et d'une usine de manganèse métal (20 000 tonnes/an). Le Gabon devient ainsi à travers ce projet l'un des deux pays africains, avec l'Afrique du Sud, à développer ce type de transformation.

### La production

L'industrie sidérurgique mondiale s'est caractérisée par la baisse des prix du minerai de manganèse, en raison des stocks légèrement excédentaires dans les ports chinois et chez les producteurs d'alliages, ainsi qu'à l'arrivée de nouveaux producteurs sud-africains.

Dans ce contexte, la production nationale du minerai et d'agglomérés de manganèse s'est située à 3,9 millions de tonnes, soit une baisse de 3,7% par rapport à 2013, en liaison avec la contraction de la production de Comilog, pénalisée par les opérations de maintenance et les incidents techniques survenus sur la voie ferroviaire en début d'année.

## Les exportations et les ventes

Les livraisons externes de minerai de manganèse et ses dérivés ont fléchi de 3,6% comparativement à 2013 (3 930 millions de tonnes). Pâtissant de la baisse des volumes vendus et des prix (-16%), le chiffre d'affaires s'est replié de 14,8% pour s'établir à 354,2 milliards de FCFA.

### Evolution de l'activité minière

	2012	2013	2014	14/13
Production (milliers de tonnes)	3 132	4 011,00	3 863,00	-3,7%
Exportations (milliers de tonnes)	3 038	3 928,00	3 791,00	-3,5%
Ventes (milliers de tonnes)	3 035	3 930,00	3 789,00	-3,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	313 786	415 607	354 188	-14,8%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	103 389	105 752	93 478	-11,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	163 677	178 554	166 248	-6,9%
Investissements (millions de FCFA)	88 705	87 119	59 298	-31,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	25 781	28 188	31 935	13,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 563	1 612	2 594	60,9%

Source: Comilog, CICMHZ, Direction Sud des Mines du Haut-Ogooué

## Les investissements

En baisse de 31,9%, du fait de l'arrivée à terme des travaux de C2M, les investissements réalisés se sont élevés à 59,3 milliards de FCFA. Ils ont été orientés essentiellement vers l'optimisation de l'opérationnalisation des usines, les équipements d'évacuation du minerai, ainsi que la poursuite des projets miniers.

## Les effectifs et la masse salariale

Au cours de cette année, les effectifs consolidés de la branche manganèse sont passés de 1 612 agents permanents à 2 594 agents, soit une augmentation de 60,9%, suite au lancement des activités de la mine de Franceville et aux recrutements pour les besoins du Complexe C2M.

### II.1.3 L'or

Au terme de l'année 2014, le marché de l'or a été affecté par la contraction de la demande et des prix sur le marché international. Dans ce contexte, l'activité aurifère sur le plan national a enregistré des résultats en baisse, imputable principalement aux difficultés techniques de l'outil de transformation et aux éboulements de terrain sur le site d'exploitation.

Ainsi, la production de l'or de la mine de Bakoudou a atteint 1 058,4 kg, soit un repli de 11,1% par rapport à 2013. De même, le chiffre d'affaires a chuté de 22,9%, pour se situer à 19,2 milliards de FCFA contre 24,9 milliards de FCFA en 2013.

#### Evolution de l'activité de l'or

	2012	2013	2014	14/13
Production (KG)	683,1	1191,1	1058,4	-11,1%
Lingots (nombre)	100,0	179,0	196,0	9,5%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	17,0	24,9	19,2	-22,9%
Effectifs (nombre d'agents)	116,0	198,0	263,0	32,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	776,9	818,1	1393,0	70,3%
Investissements (en millions de dollars US)	3,149	2,935	4,171	42,1%

Source : Direction de la subdivision des mines du Haut-Ogooué

Les effectifs ont connu une hausse de 32,8%, suite au recrutement de 65 agents, notamment des sous-traitants intervenant au niveau du gardiennage, de la restauration et autres services, pour une masse salariale annuelle de 1,4 milliard de FCFA.

En 2014, l'investissement s'est élevé à près de 4,2 millions de dollars et a concerné principalement la poursuite de la recherche, l'achat de véhicules de service et les travaux d'aménagement des voies d'accès aussi bien à la mine d'extraction qu'à l'usine de transformation.

## II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

### II.2.1 L'agriculture

#### II.2.1.1. Les cultures maraichères

La principale entreprise structurée exerçant dans le secteur agricole, notamment dans les cultures maraichères, est Agritropic qui exploite une superficie totale de 17 hectares à Port- Gentil. Elle produit des légumes à cycle court revendus principalement par les grandes surfaces commerciales.

En 2014, malgré le ralentissement de l'activité observé durant les trois premiers mois de l'année suite aux retards de livraison des intrants importés, consécutifs à la grève des douanes, la culture des produits maraichers a enregistré de bons résultats agronomiques et commerciaux. Ainsi, la production a augmenté de 7% par rapport à 2013.

#### Evolution de l'activité des cultures maraichères

Principales productions	Unité	2012	2013	2014	14/13
Aubergine Violette	Kg	13 035	13 947	14 493	3,9%
Concombre	Kg	14 382	15 389	32 517	111,3%
Fruit de la passion	Kg	6 385	6 832	4 941	-27,7%
Gombo	Kg	4 021	4 302	2 204	-48,8%
Melon	Kg	5 435	5 815	9 087	56,3%
Oignon frais	Bottes	9 728	10 409	6 273	-39,7%
Piment	Kg	8 893	9 516	16 452	72,9%
Poireau	Bottes	7 746	8 288	2 171	-73,8%
Poivron	Kg	38 173	40 845	36 780	-10,0%
Salade tête	PC	32 665	34 952	33 483	-4,2%
Tomate	Kg	105 430	112 810	143 494	27,2%

Source : Agritropic

Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est accru de 59,9%, suite à la signature d'un gros contrat de livraison avec les prestataires de la restauration collective.

#### Evolution de l'activité des cultures maraichères

	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	500,3	800	59,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	122	144	18,0%
Effectifs (permanents)	50	54	8,0%

Source : Agritropic

La société a augmenté ses effectifs qui passent de 50 employés en 2013 à 54 employés en 2014, pour une masse salariale de 144 millions de FCFA.

## II.2.1.2 Les Cultures de rente

### II.2.1.2.1. La cacao-culture

L'activité de la cacao-culture a été marquée par une hausse de 1,3% du volume des achats qui s'est situé à 123 tonnes, en 2014. Cette situation s'explique par le bon rendement des plantations des provinces de l'Ogooué-Lolo et de la Ngounié dont les tonnages ont plus que quintuplé. Parallèlement, les exportations de cacao ont doublé pour atteindre 200 tonnes, pour un prix moyen de 800 FCFA/kg.

#### Evolution des achats de cacao par province

(en tonnes)	2011/2012	2012/2013	2013/2014	14/13
Woleu-Ntem	66,4	110,2	73,5	-33,3%
Ogooué-Ivindo	1,7	4,8	6,4	33,3%
Ogooué-Lolo	25	3,7	25,0	575,7%
Moyen-Ogooué	0,8	0,6	2,5	316,7%
Ngounié	1,8	1,8	15,0	733,3%
<b>Total</b>	<b>95,7</b>	<b>121,2</b>	<b>123,0</b>	<b>1,5%</b>

Source : Caistab

#### Evolution de l'activité de la cacao-culture

	2011/2012	2012/2013	2013/2014	14/13
Achats (en tonnes)	95,7	121,2	123,0	1,5%
Exportations (en tonnes)	100,0	100,5	200,0	99,0%
Prix d'achat moyen au planteur - Grade 1&2 (FCFA/kg)	825	825	800	-3,0%

Source : Caistab

### II.2.1.2.2. La caféiculture

En 2014, les achats de café ont enregistré un repli de 17,2% pour se situer à 84,9 tonnes, malgré le bon comportement des plantations de l'Ogooué-Ivindo et la Ngounié. Cette situation s'explique par la baisse de la subvention allouée à la Caistab par l'Etat.

Cependant, suite à la fermeté des cours sur le marché international, 60 tonnes de café ont été exportées en 2014 au prix moyen de 700 FCFA le kilo.

*Evolution des achats de café par province*

(en tonnes)	2011/2012	2013/2013	2013/2014	14/13
Haut-Ogooué	75,1	75,0	50,5	-32,7%
Woleu-Ntem	0,75	0,8	0,4	-50,0%
Ogooué-Ivindo	7,5	9,6	12,5	30,2%
Ogooué-Lolo	0,4	0,4	1,5	275,0%
Ngounié	16,7	16,7	20,0	19,8%
<b>Total</b>	<b>100,45</b>	<b>102,5</b>	<b>84,9</b>	<b>-17,2%</b>

Source : Caistab

*II.2.1.2.3. L'hévéaculture*

La production de caoutchouc naturel a été morose en 2014, notamment en raison du vieillissement des plantations, des attaques d'insectes et de l'environnement international défavorable. Ainsi, la production de caoutchouc en fonds de tasse s'est établie à 36 881 tonnes, soit une baisse de 7,1%. Parallèlement, l'usinage du caoutchouc humide en granulés a enregistré une diminution de 14,9%.

Dans ce contexte de baisse concomitante des quantités exportées et des cours mondiaux de caoutchouc, le chiffre d'affaires a chuté de 35,8% pour se situer à 14,9 milliards de FCFA.

*Evolution de l'activité de caoutchouc*

	2012	2013	2014	14/13
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	40 834	39 679	36 881	-7,1%
Caoutchouc usiné	19 720	20 049	17 066	-14,9%
Exports caoutchouc usiné	19 676	19 420	17 153	-11,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	31 076	24 244	14 871	-38,7%
Investissements (millions de FCFA)		7 648	3 661	-52,1%
Effectifs	163	179	180	0,6%
Masse salariale (en millions)	990	1 156	1 200	3,8%

Source : SIAT

Les investissements réalisés, en baisse de 52,1%, ont atteint 3,7 milliards de FCFA et ont été destinés aux extensions des plantations de Mitzic, Bitam, Kango et Nsilé (où l'entreprise procède au remplacement des palmiers par les hévéas), ainsi qu'à la construction en cours d'une usine de cogénération (production d'électricité à partir des restes de bois) à Mitzic.

Les effectifs sont restés quasi-stables à 180 agents et la masse salariale s'est accrue de 3,8% pour un montant de 1,2 milliard de FCFA.

### II.2.2 L'élevage

A fin décembre 2014, le ranch Nyanga de SIAT Gabon a connu une diminution de son cheptel, soit 4 761 bêtes contre 5097 par rapport à la même période en 2013, imputable au décès des quelques animaux, conjugué aux prélèvements destinés à la commercialisation.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 105,7 tonnes de viande au cours de l'année, générant un chiffre d'affaires de 453 millions de FCFA.

#### Evolution de l'activité d'élevage

	2012	2013	2014	14/13
Effectif du cheptel	4 853	5 097	4 761	-6,6%
Vente de viande (en kg)	-	-	105 713	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	-	-	453	-
Effectif	25	24	21	-12,5%
Masse salariale	119	137	126	-8,1%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

### II.2.3 La pêche

#### II.2.3.1. La conserverie et produits de pêche

La société Gabon Seafood, spécialisée dans la conservation et la transformation des produits halieutiques a lancé partiellement ses activités en 2014; la production des boîtes de conserves n'étant pas encore effective en raison de la faiblesse des approvisionnements en poissons. La société a acquis deux bateaux, mais leurs licences sont en cours de régularisation.

En 2014, la production des produits halieutiques, notamment les poissons frais, salés et fumés, a atteint 133 tonnes, représentant un chiffre d'affaires de 322 millions. Concernant les investissements, Gabon Seafood a consenti 1,5 milliard de FCFA pour les bâtiments, les équipements divers et le matériel roulant. Les effectifs sont composés de 4 agents permanents et 33 temporaires en 2014, pour une masse salariale se situant à 791 millions de FCFA.

## II.3 LES INDUSTRIES

### II.3.1. Les Agro-industries

#### II.3.1.1 La production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole, en 2014, a enregistré des résultats globalement positifs. En effet, en dépit du léger repli de la production de farine et des issues (-2,5 et -8.1% respectivement) les Aliments pour bétail et les œufs connaissent des progressions respectives de 6,6% et 4,2%, induisant un chiffre d'affaires en hausse de 2,9% à 35,4 milliards de francs CFA. La croissance des exports des Aliments pour bétail vers le Maroc particulièrement et l'augmentation sensible des pontes au niveau de la ferme de Nkoltang expliquent ces résultats.

#### Evolution de l'activité meunière et avicole

	2012	2013	2014	14/13
Productions				
Farine (en tonnes)	70 093	74 900	73 000	-2,5%
Issues (en tonnes)	18 433	20 670	19 000	-8,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	24 517	26 748	28 500	6,6%
Œufs (en milliers d'unités)	37 935	39 160	40 813	4,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	32 141	34 360	35 360	2,9%
Investissements		1 161	1 121	-3,4%
Effectifs (nombre d'agents)	224	226	213	-5,8%
Masse salariale (en million de FCFA)	2 951	3 076	3 325	8,1%

Source : Smag

Les investissements, en baisse de 3,4%, d'un montant de 1,1 milliard de FCFA, ont concerné le renouvellement des équipements de la minoterie et les installations de la ferme de Nkoltang.

S'agissant des emplois, l'externalisation du service camionnage a induit un repli des effectifs de 5,8% et une augmentation de 8,1% de la masse salariale en rapport avec le paiement des droits de ces derniers.

### II.3.1.2. Les huiles et corps gras

En 2014, la branche des huiles et corps gras a enregistré des résultats appréciables. En effet, les productions d'huile brute rouge et d'oléine ont augmenté respectivement de 23,6% à 6 457 tonnes et 8,8% (6 169,6 tonnes). En revanche, la production de savon a connu une régression de 30,3%, imputable à la présence massive sur le marché des produits importés. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 11,3% pour se situer à 8,2 milliards de FCFA.

Dans ces conditions, les effectifs ont enregistré une diminution de 8,9% à 174 agents permanents correspondant à une masse salariale de 1,2 milliard de FCFA.

#### Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2012	2013	2014	14/13
Production (en tonnes)				
Huile rouge	5 248	5 232	6 466	23,6%
Huile raffinée (oléine)	4 417	5 672	6 170	8,8%
Savons	1 925	3 373	2 350	-30,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 642	9 293	8 241	-11,3%
Investissements	5 912		6 749	-
Effectifs	214	191	174	-8,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 289	1 282	1 169	-8,8%

Source : SIAT

En matière d'investissements, la société a consacré 6,7 milliards de FCFA pour les travaux de finition de l'usine de bio-méthanisation de Makouké (transformation de déchets organiques en gaz) et la maintenance de l'usine de Lambaréné.

### II.3.1.3 La production sucrière

Nonobstant les contre-performances sur le plan agronomique avec un repli de 1,7% de la production de sucre en granulé de 50 kg due aux aléas climatiques, la transformation du sucre a fortement progressé (+60%), tirée en grande partie par les productions de granulé et dosettes, suite au lancement du conditionnement Doypack de 750g et le sachet granulé de 500g.

Au regard de la demande sans cesse croissante du marché domestique et afin de se prémunir contre les risques de rupture, la société a importé du sucre du Brésil en début d'année pour un volume de 6 392 tonnes. Toutefois, le chiffre d'affaires a connu une baisse de 4,8% et s'est situé à 19,9 milliards de FCFA.

**Evolution de l'activité sucrière**

	2012	2013	2014	14/13
Production (en tonnes)	24 194	24 300	23 880	-1,7%
Total sucre transformé	8 162	11 220	17 956	60,0%
Sucre (en morceaux)	8 162	8 352	10 170	21,8%
Autres (dose, granulé 1kg)	0	2 868	7 786	171,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 560	20 930	19 930	-4,8%
Investissements (en millions de FCFA)		3 000	1 638	-45,4%
Effectifs (nombre d'agents)	420	419	399	-4,8%
Masse salariale (en million de FCFA)	3 786	4 431	4 107	-7,3%

Source : Sucaf

Bien qu'en forte réduction (-45,4%), les investissements ont été consacrés au réaménagement des surfaces cultivables (4 700 ha). Les effectifs ont baissé de 4,8% pour une masse salariale en recul de 7,3%.

**II.3.1.4 Les boissons et le tabac****II.3.1.4.1. Les bières et les boissons gazeuses**

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a été bien orientée en 2014, avec une production de 2,9 millions d'hectolitres (+17,2%). Cette amélioration provient de la bonne tenue des bières (+23,5%), à la suite des travaux de réhabilitation et de modernisation de l'outil de brassage. Les boissons gazeuses ont enregistré durant la même période une hausse de 10,9% de la production, du fait de la fermeté de la demande locale. A l'inverse, les productions des vins et des boissons diverses se sont repliées respectivement de 15,3% et 0,3%. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 157,4 milliards de FCFA, en hausse de 2,2% par rapport à 2013.

**Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées**

	2012	2013	2014	14/13
Productions (en hectolitres)	2 386 936	2 501 703	2 932 164	17,2%
Bières	1 278 976	1 371 383	1 694 114	23,5%
Boissons gazeuses	1 011 960	1 041 936	1 155 380	10,9%
Vins	36 000	36 425	30 859	-15,3%
Divers	60 000	51 959	51 811	-0,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	136 699	154 091	157 447	2,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	11 007	11 631	12 174	4,7%
Effectifs (nombre d'agents)	857	926	961	3,8%

Sources : Sobraga, Sovingab.

Afin de faire face au surcroît d'activité, la société a procédé au recrutement d'une trentaine d'agents permanents, conduisant les effectifs à 961 personnes, pour une masse salariale de 12,2 milliards de FCFA.

### II.3.1.4.2 L'eau minérale

La production d'eau minérale a progressé de 22% pour atteindre 569 922 hectolitres, du fait de la mise en fonctionnement d'une nouvelle ligne de production et de la forte demande du marché. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a augmenté de 22,5%, à 12 milliards de FCFA.

#### Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2012	2013	2014	14/13
Production d'eau (en hectolitres)	401 496	466 969	569 922	22,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 328	9 830	12 041	22,5%
Effectifs (agents permanents)	38	46	48	4,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	456	574	569	-0,9%

Source : Soboléco

### II.3.1.4.3. L'industrie du tabac

La morosité de l'activité de l'industrie du tabac, amorcée depuis les années précédentes, s'est poursuivie en 2014. En effet, les productions de scaferlati et de cigarettes ont chuté respectivement de 97,8% et 41,4%, en raison des problèmes d'approvisionnement en intrants. Par ailleurs, l'unité de saucissonnage du tabac feuille a été arrêtée du fait de la faiblesse de la consommation locale. Ainsi, le chiffre d'affaires, plombé également par l'arrêt des exportations de cigarettes vers les pays de la sous-région, a régressé de 65,8% pour s'établir à 2,9 milliards de francs CFA.

#### Evolution de l'activité de Tabac

	2012	2013	2014	14/13
<b>Production</b>				
Scaferlati (en tonnes)	1502	1 008	23	-97,7
Cigarettes (en milliers de paquets)	510	16 714	196	-41,5
Tabac en feuilles (caisses)	693	376	0	-
Chiffres d'affaires (en millions de francs CFA)	16 830	8 500	2 900	-65,5
Investissements (en millions de francs CFA)		80	171	113,8%
Effectifs	80	72	41	-43,1
Masse salariale (en millions de francs CFA)	1051	1074	749	-30,3

Source : SOCIGA

En dépit de ces difficultés, un effort d'investissement a néanmoins été fait en 2014 en équipements et véhicules pour une valeur globale de 171 millions de francs CFA. Par ailleurs, l'entreprise a procédé au licenciement d'une trentaine d'employés pour les raisons sus-évoquées, réduisant les effectifs de 43% et la masse salariale de 30,3%.

### II.3.2 Les Industries du Bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2014 avec la création de quatre (4) nouvelles unités de transformation tous segments confondus. Les industries du bois comprennent trois niveaux de transformation, à savoir :

- 1<sup>er</sup> niveau : sciage et déroulage ;
- 2<sup>ème</sup> niveau : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3<sup>ème</sup> niveau : menuiserie et ébénisterie.

En 2014, les industries de transformation du bois ont enregistré de bonnes performances industrielles et commerciales. Ainsi, la production consolidée de tous les segments a progressé de 11,1%, pour atteindre un volume de 720 654 m<sup>3</sup>, attribuable, entre autres, au meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes et à la montée en puissance des usines nouvellement installées.

#### *Evolution de l'activité industrielle*

en mètres cubes	2012	2013	2014	14/13
Production	706 758	648 739	720 654	11,1%
Ventes locales	270 874	204 128	214 135	4,9%
Exportations	373 420	374 316	448 869	19,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	-	103 553	125 491	21,2%
Effectifs (agents permanents)	-	7 063	7 000	-0,9%

Source : Enquête TBE

Sur le plan commercial, les exportations ont augmenté de 19,9% à 448 869 m<sup>3</sup>, en liaison avec la fermeté des commandes extérieures. De même, les ventes locales ont poursuivi leur tendance haussière (+ 4,9%).

Ainsi, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 21,2% pour atteindre 125,5 milliards de FCFA. Cependant, les emplois ont baissé de 0,9%, en raison de la fermeture d'une unité de production.

## Les unités de sciage

Ce segment représente plus de 80% des unités de transformation de la filière, avec 111 usines de sciage en 2014 contre 110 en 2013. Ces unités sont disséminées à travers tout le pays, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent principalement les bois débités, à savoir les lattes, les chevrons et les planches.

Le segment sciage s'est raffermi en 2014 suite à une hausse de 14,5% de sa production qui s'est établie à 458 871 m<sup>3</sup>. Cette progression est liée au rythme soutenu des approvisionnements ainsi qu'à l'installation de nouvelles unités et lignes de production.

### Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2012	2013	2014	14/13
Production	438 795	400 846	458 871	14,5%
Ventes locales	55 653	38 354	39 343	2,6%
Exportations	334 237	330 849	407 588	23,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	-	54 100	70 239	29,8%
Effectifs (agents permanents)	-	5 615	5 650	0,6%

Source : Enquête TBE

Sur le plan commercial, les exportations ont progressé de 23,2% tirées par les commandes soutenues des clients asiatiques, notamment chinois. Les ventes locales ont augmenté de 2,6% pour atteindre 39 343 m<sup>3</sup>. Ainsi, le chiffre d'affaires a évolué de 29,8% à 70,2 milliards de FCFA. Les effectifs ont enregistré une quasi-stabilité à 5 650 agents permanents.

## Les unités de déroulage

L'activité de déroulage comprend dix-sept (17) unités de transformation qui fabriquent essentiellement des placages (onze unités) et des contreplaqués (six) à base d'okoumé. Le renforcement des capacités de production amorcé entre 2012 et 2013 justifie les résultats appréciables de ce segment. Cependant, le contreplaqué a connu une baisse de son activité en raison de la concurrence du marché européen.

### • Le placage

En 2014, la production de placage s'est affermie de 9%, favorisée par un meilleur approvisionnement en grumes. Les exportations ont augmenté de 5% pour s'établir à 161 843 m<sup>3</sup>, en raison des commandes soutenues des principaux clients asiatiques et européens.

**Evolution de l'activité des industries de Placage**

en mètres cubes	2012	2013	2014	14/13
Production	211 520	184 695	201 308	9,0%
Exportations	203 723	154 193	161 843	5,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	-	33 506	38 119	13,8%
Effectifs (agents permanents)	-	1 448	1 350	-6,8%

Source: Enquête TBE

Ainsi, le chiffre d'affaires est en progression de 13,8% pour atteindre 38,1 milliards de FCFA.

- **Le contreplaqué**

L'activité de fabrication de contreplaqué a baissé de 4,3% en 2014, pâtissant des contre-performances de la plupart des entreprises de ce segment. Parallèlement, les exportations ont régressé de 5% pour s'établir à 41 281 m<sup>3</sup>. En effet, le carnet des commandes du contreplaqué a diminué sous l'effet de la crise dans les économies de la zone euro.

**Evolution de l'activité des unités de contreplaqué**

en mètres cubes	2012	2013	2014	14/13
Production	56 443	63 198	60 475	-4,3%
Ventes locales	11 498	11 581	12 949	11,8%
Exportations	39 183	43 467	41 281	-5,0%
Chiffre d'affaires (EN millions de FCFA)	-	15 947	17 133	7,4%

Source: Enquête TBE

Par contre, les ventes locales ont progressé de 11,8% pour atteindre 12 949m<sup>3</sup>, en liaison avec la vitalité de la demande des ménages et des sociétés de construction des bâtiments.

**Les unités de menuiserie et d'ébénisterie**

En 2014, on a relevé l'installation de la première usine dans ce segment. En effet, Rain Forest Management (RFM), spécialisée dans la fabrication des portes et fenêtres, est ainsi devenue le précurseur dans la troisième transformation du bois. Implantée à Mbamao (Lopé), la société est implantée sur une superficie de 107 hectares (ha). Elle a débuté la production avec une capacité d'environ 50 000 mètres cubes de produits finis.

### II.3.3 Le raffinage

En 2014, la Société Gabonaise de Raffinerie (Sogara) a enregistré des résultats négatifs, au regard des indicateurs industriels et commerciaux.

#### *Le brut traité*

Sur le plan industriel, l'activité a connu un recul induit par des arrêts techniques (instrumentation, électricité, etc.) et la grève générale de l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole qui a paralysé la société durant tout le mois de décembre. De fait, le brut traité a reculé de 2,9% à 781 820 tonnes métriques contre 805 430 tonnes métriques en 2013. Les importations se sont contractées de 6,4% pour se situer à 388 811 tonnes métriques.

#### *Evolution de l'activité de production de Sogara*

en tonnes métriques	2012	2013	2014	14/13
Total brut traité	749 059	805 430	781 820	-2,9%
Total Importations	341 761	415 437	388 811	-6,4%

Source : Sogara

#### *La commercialisation*

Les ventes de butane et de supercarburant se sont améliorées respectivement de 1,8% et 2,3%, tandis que les quantités vendues des autres produits se sont détériorées sur le marché local et à l'extérieur. Ainsi, elles se sont tassées respectivement de 4,2% à 719 354 tonnes métriques et 3,5% à 430 714 tonnes métriques, consécutivement à la contraction de la demande des principaux secteurs consommateurs (mines et BTP). En conséquence, le chiffre d'affaires global a reculé de 5,3% à 495,4 milliards de FCFA.

#### *Evolution des ventes de Sogara*

(en tonnes métriques)	2012	2013	2014	14/13
<b>Marché intérieur</b>	<b>681 504</b>	<b>750 581</b>	<b>719 354</b>	<b>-4,2%</b>
Butane	32 781	35 351	35 973	1,8%
Super	73 624	78 132	79 897	2,3%
Pétrole lampant	39 002	31 209	26 244	-15,9%
Turbine fuel 1	50 990	53 475	45 427	-15,1%
Gas-oil moteur	497 862	552 414	531 813	-3,7%
<b>Marché export</b>	<b>394 183</b>	<b>446 262</b>	<b>430 714</b>	<b>-3,5%</b>
Super	5 230	11 214	9 431	-15,9%
Turbine fuel 1	-	4 992	4 959	-0,7%
Résidu atmosphérique (RAT)	388 953	430 056	416 324	-3,2%
<b>Chiffre d'affaires (millions de FCFA)</b>	<b>520 016</b>	<b>523 255</b>	<b>495 434</b>	<b>-5,3%</b>
Ventes locales	365 643	377 380	362 916	-3,8%
Exportations	154 373	145 875	132 518	-9,2%

Source : Sogara

## Les investissements et les effectifs

Une enveloppe de 3 milliards de FCFA a été allouée pour les travaux de réhabilitation de l'outil de production, notamment la poursuite des travaux liés à l'augmentation des capacités de production. La société a fonctionné avec un effectif de 289 agents permanents, contre 283 agents en 2013, soit une hausse de 2,1%.

### II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

En 2014, grâce aux investissements consentis pour le renforcement des réseaux de distribution et la maintenance de l'outil de production, le secteur énergie a confirmé les performances observées ces dernières années. Le nombre d'abonnés s'est accru de 3,4% en 2014, avec 280 639 clients en électricité et 164 567 clients en eau.

#### Evolution de l'activité du secteur énergie

	2012	2013	2014	14/13
Abonnements (nombre)				
Electricité	258 539	271 399	280 639	3,4%
Eau	151 447	159 114	164 567	3,4%
Production en volume				
Electricité (en millions de kWh)	1 966	2 075	2 171	4,6%
Production SEEG	1 966	1 891	1 789	-5,4%
Achats d'électricité (Télémenia)	NC	184	382	107,6%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	86	89	99	11,2%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kWh)	1 535	1 564	1 650	5,5%
<i>Moyenne tension</i>	574	586	613	4,7%
<i>Basse tension</i>	961	978	1 037	6,0%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	63	65	70	7,7%
Chiffre d'affaires total (milliards de FCFA)	172	182	195	6,7%
<i>Electricité</i>	144	153	164	7,0%
<i>Eau</i>	23	24	24	2,5%
<i>Prestations</i>	5	5	6	16,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	63,0	63,0	64,7	2,6%
Investissements (en milliards de FCFA)	27,3	22,0	13,0	-40,9%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	23,0	27,5	24,5	-10,7%
Effectifs (agents permanents)	1 767	1 774	1 834	3,4%

Source : Seeg

### **II.3.4.1 L'électricité**

La production nette d'électricité s'est accrue de 4,6%, à la faveur de la production additionnelle de la centrale thermique d'Alenakiri et de la mise en exploitation du barrage de POUBARA qui ont compensé la baisse de la production de la SEEG (-5,4%). Ainsi, la production consolidée a atteint 2 170 GWh en 2014 contre 2 075 GWh en 2013.

Parallèlement, les volumes facturés ont progressé de 5,5%, s'établissant à 1 650Gwh, en raison de la demande sans cesse croissante des ménages et des clients industriels, notamment les industries de bois et les mines.

### **II.3.4.2 L'eau**

Dans cette branche, on relève une amélioration de 11,3% à 98,6 millions de m<sup>3</sup> de la production. Cette évolution a été favorisée par l'amélioration de la desserte en eau, suite à la mise en service de la nouvelle conduite entre Ntoum et Libreville.

### **II.3.4.3 Les résultats consolidés**

Le chiffre d'affaires global de l'énergie a augmenté de 6,7% par rapport à l'exercice précédent, passant à 195 milliards de FCFA en 2014. La valeur ajoutée a également enregistré une augmentation de 2,6% à 64,702 milliards de FCFA, en raison de la maîtrise des coûts de production.

A contrario, les investissements de la société ont chuté de 40,9% pour un montant de 13 milliards de FCFA et ont été destinés à la réhabilitation des installations, à l'extension du réseau de desserte, à l'installation de nouveaux compteurs et au renforcement des capacités de production.

Les effectifs ont été de 1 834 agents, soit une progression de 3,4%, pour une masse salariale de 24,5 milliards de FCFA (-10,7%).

## **II.3.5 Les Autres Industries de Transformation**

Les autres industries de transformation, qui intègrent la chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux, se sont globalement caractérisées par une évolution baissière, due au ralentissement de l'activité des BTP et à la concurrence des produits importés.

### II.3.5.1 La chimie

La chimie est composée des branches de fabrication des peintures, des gaz industriels et des lubrifiants, auxquels s'ajoutent divers produits chimiques tels que des matelas, des papiers à base de ouate de cellulose et des désinfectants. L'activité de la chimie a été morose, notamment au niveau des lubrifiants, des gaz industriels et des peintures. Ainsi, le chiffre d'affaires a reculé de 9,5% pour s'établir à 30,1 milliards de FCFA en 2014.

Les effectifs ont augmenté de 2,5%, induisant une masse salariale de 3,2 milliards de FCFA. Les investissements ont atteint 526 millions de FCFA en 2014 et ont porté sur l'amélioration des normes de sécurité (HSE).

#### Evolution de l'activité des industries chimiques

	2012	2013	2014	14/13
Productions				
- Peintures (tonnes)	5 983	5 746	5 978	4,0%
- Gaz industriels (m <sup>3</sup> )	651 000	751 877	680 072	-9,6%
- Lubrifiants (tonnes)	6 413	6 272	5 215	-16,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	27 133	33 226	30 077	-9,5%
Investissements (millions de FCFA)	843	236	526	122,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 210	3 153	3 232	2,5%
Effectifs (nombre d'agents)	353	363	372	2,5%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Sgi, Industrap, Air Liquide Gabon, Sogagi, Pizolub, Satoga, Mousse Industrie, Chimiotechnic

#### Les peintures

La production des peintures est en hausse de 4,0%, en raison de la fermeté des commandes de peinture marine par les opérateurs du secteur pétrolier et ce, malgré le tassement de la demande des entreprises du BTP. Elle s'est située à 5 977,6 tonnes en 2014.

#### Les gaz industriels

L'activité de production de gaz industriels a enregistré une contre-performance en 2014, en raison de la contraction des consommations de l'oxygène, de l'azote liquide et de l'acétylène par les principaux clients, notamment les structures hospitalières, les entreprises pétrolières et parapétrolières. Ainsi, la production a baissé globalement de 9,6% à 680 072 m<sup>3</sup>.

## Les lubrifiants

L'activité de fabrication des lubrifiants a été pénalisée, par les importants stocks constitués en début d'année, la perte d'un contrat dans la sous-région et la concurrence des huiles importées. Ainsi, la production s'est établie à 5 215 tonnes contre 6 272 tonnes en 2013.

### II.3.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction intègrent le ciment, les agrégats et l'extraction de sable. En mars 2014, les actions détenues par le groupe Norvégien Heidelberg au sein de Cimgabon ont été cédées au groupe marocain Ciments d'Afrique (CIMAF) qui dispose d'une autre unité en cours d'installation. A terme, la société Cimaf disposerait d'une capacité de production de 900 000 tonnes par an, dont 400 000 tonnes actuellement disponibles avec l'usine d'Owendo.

La branche de la production des matériaux de construction s'est caractérisée par des contre-performances, tant sur le plan industriel que commercial. En effet, suite à la fermeture de l'usine de Ntoun, la production de clinker a chuté de 63,8% pour se situer à 50 237 tonnes.

Dans le même temps, la production de ciment a fléchi de 16% pour se situer à 161 347 tonnes, pendant que les agrégats ont vu leur production chuter de 20,5%, passant à 398 817 tonnes en 2014, en raison de la concurrence des ciments importés et du ralentissement des chantiers routiers.

#### Evolution des matériaux de construction

	2012	2013	2014	14/13
Production (tonnes)				
Clinker	113 119	138 665	50 237	-63,8%
Ciment	190 239	192 088	161 347	-16,0%
Agrégats	370 731	501 938	398 817	-20,5%
Sable (m <sup>3</sup> )	850 000	1 100 000	1 100 000	0,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	27 025	29 767	26 343	-11,5%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	3 224	1 267	2 762	118,0%
Investissements (millions de FCFA)	1 852	1 159	432	-62,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 754	4 812	4 700	-2,3%
Effectifs (nombre d'agents)	264	234	186	-20,5%

Sources : Cimgabon, Sablière d'Owendo

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 11,5% pour s'établir à 26,3 milliards de FCFA en 2014. Les effectifs ont été réduits à 186 employés, consécutivement à l'arrêt de l'usine de fabrication de clinker de Ntoum dans le cadre de la restructuration de l'entreprise. La masse salariale, d'une valeur de 4,7 milliards de FCFA, a diminué de 2,3%. Les investissements, de l'ordre de 432 millions de FCFA, ont servi au renouvellement des équipements à Owendo et à l'installation d'une ligne électrique à Ntoum.

### ***II.3.5.3. La seconde transformation des métaux***

La seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la construction de charpente métallique et la construction navale, ainsi que de la fabrication des tôles en aluminium. Depuis 2014, on y a intégré l'activité de recyclage des métaux et de fonderie en vue de la production des fers à béton, des lingots d'aluminium et des granulés de plastique dans la Zone Economique Spéciale de Nkok.

#### **Evolution de la seconde transformation des métaux**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>14/13</b>
<b>Production (tonne)</b>				
Tôles	2 529,0	2 272,0	2 726,0	20,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	42 354,0	57 596,0	54 936,0	-4,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	7 167,0	6 687,0	6 692,0	0,1%
Investissements (millions de FCFA)	1 550,0	1 085,0	2 670,0	146,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 145,0	2 659,0	3 926,0	47,6%

Sources : Sotralga, Sogi, Comnet, Friedlander

La quantité d'aluminium transformée en tôles a été en hausse de 20% en 2014, en lien avec la fermeté de la demande des tôles minces par les ménages et les entreprises de construction.

Parallèlement, le recyclage des métaux lancé au cours de l'année 2014 a enregistré une production de 1 986 tonnes de fer à béton, 50 tonnes de lingots de plomb, 600 tonnes de lingots d'aluminium et 140 tonnes de granulés de plastique.

Cependant, le chiffre d'affaires est en recul de 4,6% à 54,9 milliards de FCFA, en raison de la baisse d'activité enregistrée dans la chaudronnerie et la construction navale. En matière d'investissements, la branche a consacré une enveloppe de 2,7 milliards de FCFA pour l'aménagement des bâtiments et l'achat des machines et matériels industriels.

## II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

### II.3.6.1 L'imprimerie

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie, évalué à 11,7 milliards de FCFA en 2014, a diminué de 15,4% suite à la baisse des commandes du marché des étiquettes et des ouvrages scolaires. Dans le même temps, la valeur ajoutée a chuté de 21,1% pour se fixer à 6,2 milliards de FCFA en 2014, en raison de l'alourdissement des charges d'exploitation.

#### Evolution de l'activité de l'imprimerie

	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	12 193	13 885	11 745	-15,4%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	1 603	7 813	6 164	-21,1%
Investissements (millions de FCFA)	3 424	2 324	3 542	52,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	959	2 925	2 897	-0,9%
Effectifs (nombre d'agents)	119	201	214	6,5%

Sources : MPG, Sgit, Dfi, Saint-Joseph

Les imprimeries ont fonctionné avec un effectif de 214 personnes, en hausse de 6,5% par rapport à 2013. Cependant, le léger retrait de la masse salariale (-0,9%) s'explique par le remplacement de certains employés par de nouveaux.

Les investissements consentis, pour l'acquisition des équipements, ont atteint 3,5 milliards de FCFA (+52,4%).

### II.3.6.2.L'édition et la presse

L'activité de la Société Nationale de Presse, membre du groupe EDIPRINT, a ralenti de 10% du fait du tassement des ventes du journal et des petites annonces. Ce facteur est conjugué à la perte d'une partie importante du réseau d'affichages, suite à la réorganisation dudit réseau par l'Etat. Le chiffre d'affaires s'est établi à 4,5 milliards de FCFA en 2014.

L'acquisition de 30% du capital du distributeur SOGAPRESSE, en vue d'améliorer les ventes par un positionnement sur des sites départementaux, a constitué le principal investissement réalisé en 2014.

## II.4 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) regroupe trois types d'opérateurs : les filiales de multinationales, les entreprises moyennes à capitaux privés nationaux ou étrangers et les petites entreprises individuelles.

L'activité se déploie dans les domaines de la construction et de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que du génie civil. Ce secteur demeure fortement dépendant du niveau d'investissements publics qui représentent près de 95% de son chiffre d'affaires.

### Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Production vendue	368 142	396 183	292 030	-26,3%
- Bâtiment-génie-civil	326 641	360 046	255 366	-29,1%
- Lignes eau, électricité, téléphone	41 501	36 137	36 664	1,5%
Valeur ajoutée	85 320	74 538	65 695	-11,9%
Investissements	85 000	27 815	15 117	-45,7%
Masse salariale	37 787	44 538	37 461	-15,9%
Effectifs permanents	7 715	6 715	4 350	-35,2%

Sources : Colas Gabon, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Sericom, Faco Construction, SocobaEdtpl, Bouygues Energies et Services, Cgpr, Soco BTP, LBTPG, Soba Gabon, Gtab, Sinohydro.

L'activité du secteur BTP a décéléré en 2014, influencée en grande partie par la déprogrammation des nouveaux projets d'investissements publics, l'arrêt ou le ralentissement de certains projets en cours. Dans ce contexte, la production vendue a chuté de 26,3% pour un chiffre d'affaires consolidé de 292 milliards de FCFA contre 396 milliards l'année précédente.

Cette atonie se retrouve principalement dans le segment Bâtiment et Génie civil (-29%). Cette branche est pénalisée globalement par les retards de paiement du principal client (Etat) et la déprogrammation de certains projets.

A l'opposé, l'activité eau, électricité et téléphone a enregistré un léger frémissement (+1,5%) soutenu par les travaux de déplacement des réseaux électriques et de remplacement des conduites d'eau sur la route nationale, ainsi que par la fermeté de la demande des opérateurs de téléphonie.

Dans ces conditions, la baisse d'activité a induit une réduction des effectifs de 35,2% à 4 350 agents permanents, pour une masse salariale de 37,5 milliards de FCFA. La valeur ajoutée et les investissements sont en net recul, respectivement de 11,9% et 45,7% par rapport à 2013.

## II.5 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports se subdivise en quatre branches représentant les différents modes de transport :

- le transport terrestre ;
- le transport ferroviaire ;
- le transport aérien ;
- le transport maritime et fluvial ;

Outre les opérateurs œuvrant dans les branches présentées ci-dessus, on retrouve également les auxiliaires de transport.

### II.5.1 Le transport terrestre

Cette branche d'activités comprend le transport de personnes en zones urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises.

L'activité dans cette branche a été en nette progression en 2014. Son chiffre d'affaires s'est consolidé de 10,3%, à 53,4 milliards de FCFA. Parallèlement, les investissements se sont accrus de 35,1% pour un montant total de 30,3 milliards de FCFA, suite à l'acquisition du matériel roulant.

#### Evolution de l'activité de transport terrestre

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	46 273	48 426	53 420	10,3%
Valeur ajoutée	14 120	21 190	23 900	12,8%
Investissements	21 570	22 420	30 280	35,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 520	1 590	1 387	-12,8%

Source : SOGATRA, Loembe Transport, Major Transport, VLT, OPT, MTP, Transport Tankes

### II.5.2. Le transport ferroviaire

L'activité du transport ferroviaire s'est repliée en 2014, suite à l'atonie observée dans les principaux secteurs clients (mines, BTP), aux nombreux déraillements de train et aux travaux d'entretien effectués sur la voie qui ont entraîné une diminution des fréquences.

Ainsi, le nombre de passagers transportés a fléchi de 8,8% pour s'établir à 202 280 personnes, en liaison avec les incidents techniques survenus sur la voie ferrée et la concurrence croissante exercée par le transport terrestre, en raison de l'amélioration progressive du réseau routier.

Parallèlement, le volume global de marchandises acheminées a baissé de 6,5%, à 4,3 millions de tonnes, en raison de l'atonie observée dans les mines et la cimenterie, malgré l'augmentation des quantités de grumes et de produits pétroliers transportées.

### Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonne)	2012	2013	2014	14/13
<b>Total marchandises transportées</b>	<b>3 827 624</b>	<b>4 607 581</b>	<b>4 309 915</b>	<b>-6,5%</b>
Grumes	358 678	304 498	340 039	11,7%
Bois débités	34 285	35 184	31 782	-9,7%
Manganèse	3 110 018	3 959 754	3 646 186	-7,9%
Produits pétroliers	57 794	58 691	63 860	8,8%
Clinker	30 778	19 739	8 149	-58,7%
Autres marchandises	236 071	229 715	219 899	-4,3%
Passagers (en nombre)	255 956	229 595	209 280	-8,8%

Source : Setrag

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires a régressé de 4,5% par rapport à 2013 pour un montant de 45,4 milliards de FCFA.

En revanche, les investissements ont augmenté de 44,8% pour un montant de 22,9 milliards de FCFA, destinés au financement de nombreux travaux réalisés sur la ligne et à l'acquisition du nouveau matériel roulant.

### Evolution des performances du transport ferroviaire

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	44 253	47 554	45 411	-4,5%
Valeur ajoutée	19 254	22 870	20 475	-10,5%
Masse salariale	12 289	13 707	14 048	2,5%
Investissements	20 625	15 782	22 855	44,8%
Effectifs (nombre d'agents)	1 305	1 269	1 246	-1,8%

Source : Setrag

### II.5.3 le transport aérien

Le transport aérien est assuré par de nombreuses compagnies nationales et internationales. En 2014, on note une activité contrastée avec une légère augmentation des mouvements commerciaux des avions (+3%) et du fret, consécutive à la bonne tenue d'Allied Air Limited et de Sky Gabon. En revanche, le nombre de passagers a légèrement reculé (-0,4%).

#### Evolution de l'activité aérienne

	2012	2013	2014	14/13
<b>Mouvements avions commerciaux</b>	<b>27 457</b>	<b>22 626</b>	<b>23 297</b>	<b>3,0%</b>
- réseau domestique	14 786	11 072	12 128	9,5%
- réseau international	12 671	11 554	11 169	-3,3%
<b>Nombre passagers</b>	<b>821 638</b>	<b>1 063 077</b>	<b>1 058 361</b>	<b>-0,4%</b>
- vols domestiques	250 129	279 346	304 475	9,0%
- vols internationaux	493 551	634 279	661 137	4,2%
- en transit	77 958	149 452	92 749	-37,9%
<b>Volume du fret (tonnes)</b>	<b>17 080</b>	<b>19 928</b>	<b>20 047</b>	<b>0,6%</b>
- réseau domestique	639	1 698	1 757	3,5%
- réseau international	16 441	18 230	18 290	0,3%

Source: Aéroport de Libreville (ADL)

#### II.5.3.1 Le trafic aérien national

Le trafic aérien national a été marqué par un raffermissement des mouvements commerciaux des avions en 2014 (+9,5%), soit 23 297 vols, du fait du dynamisme d'Afric Aviation et de la Nationale Régionale Transport (NRT). De même, le nombre de passagers a progressé de 9%.

#### II.5.3.2 Le trafic aérien international

La baisse de 3,3% des mouvements commerciaux des avions en 2014 est consécutive à l'arrêt de la compagnie Lufthansa, accentué par la forte diminution des rotations de Sénégal Airlines. Cependant, le nombre de passagers s'est amélioré de 4,2%, alors que les passagers en transit ont diminué de 37,9%.

#### II. 5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

La tendance positive observée dans le secteur aérien s'est traduite par une hausse de 10,9% du chiffre d'affaires qui s'est établi à 84,2 milliards de FCFA. Par ailleurs, les autres indicateurs se sont bien comportés durant la période sous-revue, notamment les effectifs (+28%) et la masse salariale (+30,3%), suite à l'arrivée de nouvelles compagnies sur le réseau international.

**Evolution de l'activité aérienne**

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	67 766	75 922	84 202	10,9%
Masse salariale	3 563	4 720	6 150	30,3%
Investissements	3 060	3 565	3 576	0,3%
Effectifs (nombre d'agents)	482	508	650	28,0%

Source : Air France, Solenta Aviation, Allegiance, NRT, HPG, Africa-Aviation

**II.5.4 Le transport maritime et fluvial****II.5.4.1 Le transport fluvial et lagunaire**

La Compagnie de Navigation Nationale Intérieure et Internationale (CNNII) a pour mission d'assurer le transport des passagers et des marchandises par voie maritime, fluviale et lagunaire.

L'année 2014 s'est soldée par de bonnes performances de l'activité du transport fluvial et lagunaire. En effet, le nombre de rotations des navires a fortement progressé (+79,5%), en liaison avec une meilleure disponibilité des unités navales et un renforcement de la flotte suite à l'acquisition de trois (3) nouvelles unités.

Le nombre de passagers a progressé de 37,1%, passant de 105 063 personnes en 2013 à 144 044 en 2014. En revanche, le volume global de marchandises transportées est demeuré quasi-stable. Par conséquent, le chiffre d'affaires a augmenté de 79,5% à 7,9 milliards de FCFA.

**Evolution du transport fluvial et lagunaire**

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Nombre de bateaux	5	5	8	60,0%
Rotation des navires (nombre)	476	780	1 400	79,5%
Nombre de passagers transportés	45 735	105 063	144 044	37,1%
Volume global des marchandises (en tonnes)	22 994	248 816	248 504	-0,1%
Chiffre d'affaires	2 515	4 392	7 883	79,5%
Masse salariale	1 208	1 329	1 462	10,0%
Effectifs (nombre d'agents)	145	125	150	20,0%

Source: CNNII

L'augmentation observée des effectifs (+20%) et de la masse salariale (+10%) est consécutive aux nouveaux recrutements réalisés en 2014 en vue d'améliorer l'exploitation, suite au renforcement de la flotte.

### II.5.4.2 Le transport maritime

En 2014, le transport maritime, dans son ensemble, a affiché de bonnes performances. En effet, le chiffre d'affaires de cette branche a progressé de 21,5%, soit 120,3 milliards de FCFA, à la faveur de la hausse des prix du fret.

Par ailleurs, les effectifs ont augmenté de 33% pour atteindre 2 145 agents permanents, ce qui a représenté une masse salariale de 26,3 milliards de FCFA en 2014. Bien qu'en repli de 16,4% à 9,5 milliards de FCFA, les investissements ont été orientés vers l'acquisition des équipements.

#### Evolution des performances du transport maritime

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	79 172	99 037	120 304	21,5%
Valeur ajoutée	36 751	31 029	45 058	45,2%
Masse salariale	21 118	18 106	26 298	45,2%
Investissements	16 953	11 364	9 502	-16,4%
Effectifs (nombre d'agents)	2 299	1 613	2 145	33,0%

Sources: Maesk, Delmas, Smit, Satram, Solimar et Bourdon Osffshorre

### II.5.4.3 Les activités portuaires

Les activités portuaires ont enregistré de bons résultats, suite au regain d'activité observée dans les autres secteurs économiques.

#### Le port d'Owendo

L'activité du port sous douane d'Owendo s'est affermie, au regard de la progression de 10,1% à 622 mouvements des bateaux. De même, le volume global de marchandises manipulées a augmenté de 9,1%, soit 6,2 millions de tonnes, en raison de l'effet combiné du relèvement des quantités exportées de manganèse et de bois débités, ainsi que la vigueur des importations.

### Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2012	2013	2014	14/13
Mouvements des bateaux (nombre)	518	565	622	10,1%
<b>Volume total de marchandises</b>	<b>5 024 702</b>	<b>5 708 036</b>	<b>6 225 520</b>	<b>9,1%</b>
Produits forestiers	406 071	336 414	364 915	8,5%
Manganèse	2 781 939	3 324 668	3 677 468	10,6%
Autres marchandises	1 819 344	2 046 954	2 183 137	6,7%

Source: GPM

### Le port de Port-Gentil

Les mouvements des bateaux au port de Port-Gentil se sont raffermis de 3%. Cette tendance est plus accentuée en termes de volumes des marchandises manipulées qui se sont établis à 599 227 tonnes contre 386 232 en 2013. Elle s'explique par le relèvement des exportations des bois débités, les importations des nouveaux pipelines, des engins lourds, des métaux et du ciment, en rapport avec le démarrage du grand chantier routier devant relier Port-Gentil à Omboué.

### Evolution des activités de l'activité portuaire de Port Gentil

(en tonnes)	2012	2013	2014	14/13
Mouvements des bateaux (nombre)	628	661	681	3,0%
<b>Volume total de marchandises</b>	<b>326 660</b>	<b>386 232</b>	<b>599 099</b>	<b>55,1%</b>
Produits forestiers (bois débités)	51 681	60 039	93 224	55,3%
Autres marchandises	274 979	326 193	505 875	55,1%

Source : GPM

#### II.5.4.4 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite. Elle regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages (Mistral voyages, Eurafrique voyages, Global voyages etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime (SDV, TTG, GETMA, etc.).

En 2014, l'activité des auxiliaires de transport a été en baisse, plombée par la grève des douanes et la mesure d'interdiction d'importation des véhicules d'occasion de plus de trois ans. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est contracté de 41,4% pour se situer à 64,7 milliards de FCFA. Parallèlement, la valeur ajoutée a fléchi de 32,5%. A contrario, les investissements ont fortement progressé (+96,3%). La réduction des effectifs de 2,2% à 1 724 agents permanents s'est traduite par un relèvement de la masse salariale de 14,3%, en raison du paiement des droits légaux.

### Evolution des performances des auxiliaires de transports

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	91 537	110 385	64 696	-41,4%
Valeur ajoutée	51 134	60 846	41 052	-32,5%
Masse salariale	19 636	15 866	18 137	14,3%
Investissements	13 996	9 445	18 537	96,3%
Effectifs (nombre d'agents)	2 187	1 763	1 724	-2,2%

Source: Universal Travel, Eurafrique, STCG, Getma, OPRAG, ADL, GPM, SDV, L2M

## II.6 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et de l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet;
- la distribution du courrier, des colis et de la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie;
- la commercialisation et installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

La branche des télécommunications s'est caractérisée par la poursuite des bons résultats, portés par la forte croissance de l'activité mobile à la faveur du lancement des produits à forte valeur ajoutée (3G et 4G, transfert d'argent et paiement de crédits via GSM), de l'enrichissement des offres et de l'animation commerciale dans tout le pays.

Ainsi, le nombre d'abonnements au GSM s'est accru de 10,7% pour s'établir à 3,3 millions. Au cours de la période sous-revue, le parc Internet (GSM et ADSL) a continué d'afficher une forte croissance grâce au lancement des offres 3G/4G sur les réseaux de Gabon Telecom et Airtel. En revanche, le parc Fixe a enregistré une baisse de 3,9% du fait de la rationalisation des dépenses de l'Etat.

### Evolution du nombre d'abonnés

	2012	2013	2014	14/13
Téléphone ordinaire	18 012	18 862	18 126	-3,9%
Téléphone cellulaire	2 810 800	2 946 904	3 262 118	10,7%
<b>Total abonnés téléphone</b>	<b>2 828 812</b>	<b>2 965 766</b>	<b>3 280 244</b>	<b>10,6%</b>
Nombre abonnés Internet	61 886	76 492	81 534	6,6%
Nombre abonnés ADSL	24 867	29 801	32 334	8,5%
Nombre abonnés Internet mobile (GSM)	269 011	535 635	912 264	70,3%
<b>Total abonnés Internet</b>	<b>355 764</b>	<b>641 928</b>	<b>1 026 132</b>	<b>59,9%</b>
Nombre d'abonnés Télévision satellitaire	53 835	60 578	71 514	18,1%

Sources : Gabon Telecom, Airtel Gabon, Moov, Azur, Ems Delta +, Dhl, Tnt Gabon, Boutique Satellite, Gabcel

Par ailleurs, le nombre d'abonnés à la télévision satellitaire a suivi la même tendance haussière (+18,1%), passant à 71 514 clients en 2014, en raison de la baisse des tarifs des kits de connexion.

### Evolution des performances du secteur Courriers et Télécommunications

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	376,2	379,1	373,4	-1,5%
Valeur ajoutée	125,1	127,2	156,2	22,8%
Masse salariale	71,3	74,0	77,4	4,6%
Investissements	205,0	207,1	210,3	1,5%
Effectifs	2 964	2 968	2 970	0,1%

Sources : Gabon Telecom, Airtel Gabon, Moov, Azur, Ems Delta +, Dhl, Tnt Gabon, Boutique Satellite, Gabcel

Cependant, le chiffre d'affaires réalisé par la branche des télécommunications s'est replié de 1,5% à 373,4 milliards de FCFA, sous l'effet de la diminution des coûts de la communication.

Les investissements réalisés en 2014 se sont chiffrés à 210,3 milliards de FCFA et ont porté sur l'achat des équipements de pointe, en vue de s'arrimer à la technologie 3G/4G. Dans le même temps, la valeur ajoutée de la branche a progressé de 22,8%.

## II.7 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de cinq branches d'activités:

- le commerce général ;
- le commerce des véhicules ;
- le commerce des produits pétroliers ;
- le commerce des produits pharmaceutiques ;
- le commerce des ouvrages.

En 2014, l'activité du secteur a régressé de 1,6% pour un chiffre d'affaires de 1 294 milliards de FCFA contre 1 314 milliards de FCFA l'année précédente.

### Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	1 247	1 314	1 294	-1,6%
Investissements	43	43	39	-8,3%
Masse salariale	42	48	49	3,8%
Effectifs (nombre d'agents)	5 067	5 574	5 539	-0,6%

Source : DGEFP

### II.7.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a enregistré une hausse de 1,9% de son chiffre d'affaires à 578,1 milliards de FCFA. Ce raffermissement s'explique par la bonne tenue des segments alimentation, habillement et cosmétique, en liaison avec la diversification de la gamme des produits offerts.

Les investissements se sont élevés à 14,9 milliards de FCFA en 2014 contre 19,6 milliards en 2013, soit un recul de 24,4%. Ce tassement fait suite au pic d'investissement (construction de nouveaux magasins) relevé les années précédentes.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont baissé de 1,1% pour un total de 3 958 agents permanents, induisant une masse salariale de 27,7 milliards de FCFA.

### Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	514,9	576,9	589,8	2,2%
Investissements	17,7	19,6	14,9	-24,4%
Masse salariale	22,6	26,4	27,7	5,0%
Effectifs (nombre d'agents)	3 543	4 000	3 958	-1,1%

Source : Ceca-Gadis, Mbolu, San, Centre Affaires, Nestlé-Gabon, Prix Import, Gabonaise de Chimie, Bernabé Gabon, Diesel Gabon, Sipagel, CGE, Gabon Meca, Royal Piazza, APC, AEA, Hm Distribution, Cedicom, Bricorama, Sam Gabon.

## II.7.2 Le commerce des véhicules

Le nombre de véhicules neufs vendus a régressé de 12,7% à 5 038 unités. Cette évolution s'explique essentiellement par l'annulation des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées), suite aux difficultés de trésorerie, et le recours à la location des véhicules par les sociétés.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires lié aux ventes de véhicules neufs s'est contracté de 14% à 159,6 milliards de FCFA. Parallèlement, les investissements et la masse salariale ont respectivement baissé de 54,5% et 0,5%.

### Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Ventes de véhicules neufs (nombre)	5 324	5 774	5 038	-12,7%
Chiffre d'affaires	211,6	185,7	159,6	-14,0%
Investissements	6,0	6,2	2,8	-54,5%
Masse salariale	9,4	9,0	9,0	-0,5%
Effectifs (nombre d'agents)	825	839	837	-0,2%

Source : Toyota Gabon, Sodim TP, Général Motors, Tractafriac Equipement, Tractafriacmotors

## II.7.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers se sont élevées à 752 790 tonnes métriques, soit un retrait de 0,7% provenant de la contraction des consommations du gasoil, dans un contexte d'atonie dans les BTP et les mines et de grève de l'ONEP. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 1,8% à 483,2 milliards de FCFA.

Les investissements réalisés ont porté sur la construction et la réhabilitation des stations-services à travers le territoire. Ils se sont élevés à 17,4 milliards de FCFA en 2014 contre 14,9 milliards de FCFA en 2013, soit un relèvement de 16,7%. La masse salariale et les effectifs ont progressé respectivement de 4% et 0,7%.

### Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Ventes en volumes (tonnes métriques)	752 478	758 065	752 790	-0,7%
Chiffre d'affaires	466,2	492,0	483,2	-1,8%
Investissements	16,1	14,9	17,4	16,7%
Masse salariale	9,1	11,2	11,6	4,0%
Effectifs (nombre d'agents)	544	570	574	0,7%

Source : Total Marketing, Petro Gabon, Oilybia, Engen, SGEPP

## II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 54,4 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 2,5%. Cette évolution résulte de l'amélioration de l'accès aux médicaments, induite par l'élargissement de l'assurance maladie et une meilleure disponibilité des stocks des produits.

### Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	47,60	53,09	54,43	2,5%
Investissements	2,60	2,14	4,21	96,4%
Masse salariale	0,72	0,90	1,00	11,8%
Effectifs (nombre d'agents)	125	131	136	3,8%

Source : Pharmagabon, Ubipharm Gabon

## II.7.5. La distribution des ouvrages et périodiques

Le commerce des ouvrages a été marqué en 2014 par un relèvement du chiffre d'affaires de 1,3% à 6,8 milliards de FCFA, suite à la bonne tenue des ventes de certains journaux locaux. Les investissements ont été de 86 millions de FCFA en 2014 et ont permis le renouvellement du parc automobile.

### Evolution du commerce des ouvrages

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	6,30	6,72	6,81	1,3%
Investissements	0,68	0,02	0,09	258,3%
Masse salariale	0,22	0,23	0,21	-7,5%
Effectifs (nombre d'agents)	30	34	34	0,0%

Source : Sogapresse

## II.8 LES AUTRES SERVICES

Ce secteur regroupe les services immobiliers, les services de mécanique générale, les services rendus aux particuliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

L'activité des autres services a été soutenue par les nouvelles stratégies marketing mises en place par les services aux particuliers. Le chiffre d'affaires consolidé a ainsi enregistré une hausse de 5,6% pour s'établir à 482,6 milliards de FCFA.

Les effectifs ont progressé de 8,4% à 11 773 agents en 2013, tirés par les recrutements dans les services parapétroliers, les services aux entreprises et aux particuliers

### Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	366,5	456,8	482,6	5,6%
Valeur ajoutée	44,5	40,4	43,3	7,0%
Investissements	55,8	65,6	77,9	18,6%
Masse salariale	94,3	83,6	88,1	5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	11 836	10 861	11 773	8,4%

Sources: Echantillon des entreprises des autres services, hors parapétroliers.

## II.8.1 Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers regroupe des entreprises exerçant plusieurs activités, telles que les jeux et loisirs, les services médicaux, les prestations mortuaires, l'auto-école, l'art, la photographie, etc.

En 2014, la consolidation de l'activité de la branche des services rendus aux particuliers s'est poursuivie. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est accru de 7,8%, passant à 56,7 milliards de FCFA, en raison de la vitalité des services médicaux, mais aussi des maisons de jeux et de loisirs, qui ont mis en place de nouvelles stratégies marketing.

### Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	46,6	52,5	56,7	7,8%
Valeur ajoutée	18,5	13,7	13,8	0,7%
Investissements	2,9	8,1	8,9	9,9%
Masse salariale	27,6	9,4	10,4	10,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 419	1 365	1 434	5,1%

Sources : Gie GESPARC, Franstel services plus, PMUG, Société Gabonaise des Jeux et Loisirs, Société Gabonaise du Grand Casino de Libreville, Compagnie Africaine de Sépulture du Gabon, Gabonaise de Sépulture, SAAF La Colombe, Polyclinique El Rapha, Médical Optique, Staff Gabon, Labo Color.

Les investissements, d'un montant de 8,9 milliards de FCFA, se sont améliorés de 9,9% en 2014. Les effectifs ont également progressé de 5,1% pour s'établir à 1 434 personnes en 2014 contre 1 365 personnes en 2013, ce qui a induit une masse salariale de 10,4 milliards de FCFA, soit une appréciation de 10,6% par rapport à 2013.

### II.8.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers sont composés des transactions immobilières, du syndic d'immeubles, de la location, de la vente, de la gestion de patrimoine et de la maîtrise d'ouvrages. Le marché immobilier reste caractérisé par un déficit en logements.

Les services immobiliers ont enregistré une baisse du chiffre d'affaires de 12,1%, soit 3,4 milliards de FCFA contre 3,9 milliards en 2013, en raison de la contraction des transactions locatives et des ventes directes de parcelles.

#### Evolution de l'activité des services immobiliers

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	6,5	3,9	3,4	-12,1%
Valeur ajoutée	1,0	0,9	1,1	15,0%
Investissements	0,8	1,2	0,1	-88,1%
Masse salariale	0,7	0,8	0,9	9,9%
Effectifs (nombre d'agents)	126	118	127	7,6%

Sources: SNI, AIL, AICI, Alliance, Agences N°1.

### II.8.3 Les services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises regroupent les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels.

En 2014, les services rendus aux entreprises ont connu un regain d'activité de 2,1%, soit 57,6 milliards de FCFA. Ce raffermissement a été soutenu par la forte demande en conseil management, en expertise comptable et en contrôle et audit.

**Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises**

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	72,9	56,4	57,6	2,1%
Valeur ajoutée	25,0	25,8	28,4	10,0%
Investissements	15,5	2,4	1,6	-32,9%
Masse salariale	25,6	12,0	12,6	5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	7 881	6 380	6 979	9,4%

Sources: Ernst & Young, Price Water House Coopers, Price Water House CoopersTax&Legal, Bureau Veritas Gabon, Gabon Propre Service, Société Gabonaise de Services, CFAO Technologies Gabon, GieGesparc, General Business Machine, Fiduciaire d'Expertise d'Assistance et Gestion Comptable.

**II.8.4 Les services de mécanique générale**

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et d'autres moteurs.

Les services de mécanique générale ont connu une légère baisse de 0,4% de leur activité en 2014 avec un chiffre d'affaires de 23,4 milliards de FCFA. Cette situation découle de la faiblesse de la demande en pièces détachées, face à une concurrence vigoureuse des vendeurs informels.

**Evolution de l'activité des services de mécanique générale**

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'Affaires	24,7	23,5	23,4	-0,4%
Investissements	0,1	0,6	0,9	43,3%
Masse salariale	1,4	2,5	2,7	8,8%
Effectifs (nombre d'agents)	281	310	294	-5,2%

Sources: Gabon Sprint Auto, Pièce Equip'Auto, ECIG, Delmas petroleum, BIG.

En revanche, les investissements se sont accrus de 43,3% pour se situer à 851 millions de FCFA, en liaison avec le renforcement des capacités techniques.

**II.8.5 Les services parapétroliers**

L'activité des sociétés parapétrolières a été soutenue en 2014, suite à l'obtention de nouveaux contrats. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 6,6% pour s'établir à 341,6 milliards de FCFA, malgré les incertitudes apparues sur le dernier trimestre en rapport avec la baisse des cours du pétrole.

### Evolution de l'activité des services parapétroliers

(en milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	215,8	320,6	341,6	6,6%
Investissements	36,5	53,3	66,3	24,4%
Masse salariale	39,0	59,0	61,5	4,2%
Effectifs (en nombre d'agents)	2 129	2 688	2 939	9,3%

Source : Halliburton, Antirouiafrique, Geolog, Semts-Tesiga, Weatherford, Ortec Services Industrie, Schlumberger, Lem, Ogec, Nov Gabon, Cameron Gabon Sa, Pig, Roc, SpieOgs et KcaDeutag

Parallèlement, les investissements réalisés ont porté sur le renouvellement des équipements, la construction de nouvelles bases logistiques, la révision du matériel de forage et la formation du personnel, pour un montant de 66,3 milliards de FCFA. Les effectifs ont progressé de 9,3% à 2 939 agents permanents, pour une masse salariale de 61,5 milliards de FCFA.

## II.9 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs est en pleine mutation. En effet, la capacité d'accueil a été renforcée ces dernières années suite à l'ouverture de nouveaux hôtels et résidences, toutes catégories confondues.

Le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs regroupe les activités suivantes:

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges, résidences) ;
- la restauration (restaurants, snack bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, réserves et sites touristiques, villages de vacances, centre de loisirs, etc.).

### II.9.1 L'hôtellerie

Cette branche d'activité comprend trois catégories principales:

- les hôtels de classe internationale (sous la gestion du Groupe Wally Hôtel and Resort, des chaînes intégrées et des privés) ;
- les structures de taille moyenne ;
- les établissements d'hébergement touristique commercial non hôteliers (chambres et maison d'hôtes, location saisonnière meublée).

### II.9.1.1 Les hôtels de classe internationale

Le nombre d'hôtels de dimension internationale s'est accru ces dernières années dans les villes à forte attraction économique (Libreville, Port-Gentil et Franceville), entraînant un accroissement de l'activité de ce segment.

Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,4% pour se situer à 26 milliards de FCFA en 2014, favorisé par la hausse des tarifs moyens des chambres (+2,9%) en liaison avec l'expansion des résidences de luxe et de suites.

Toutefois, le nombre des clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale a reculé de 3,5%, induisant un taux d'occupation des chambres à 56,76%. Cette situation s'explique par la faiblesse du flux touristique, l'occupation de longue durée des chambres par des entreprises et le développement d'établissements d'hébergement touristique non hôteliers.

Les efforts déployés par les hôtels de classe internationale pour s'arrimer aux standards internationaux, associés à l'ouverture de nouvelles structures a nécessité le recours à une main-d'œuvre qualifiée. Dans ce contexte, les effectifs ont augmenté de 7,9% pour atteindre 806 personnes en 2014, pour une masse salariale de 4,7 milliards de FCFA, en hausse de 23,3% par rapport à 2013.

#### Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	21 062	24 858	25 952	4,4%
Nombre de clients	220 325	146 151	141 045	-3,5%
Taux d'occupation %	52,10%	58,64%	56,76%	-1,88 pt
Prix moyen/chambre	139 590	132 560	136 354	2,9%
Masse salariale	4 349	3 868	4 732	22,3%
Effectifs (nombre d'agents)	757	747	806	7,9%

Sources : Nomad, Onomo, Rê-ndama, Mandji, Hôtel Boulevard, Okoumé palace, Etoile d'Or, Résidence du Phare.

### II.9.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Cette branche, contrôlée à près de 80% par les nationaux, a renforcé sa capacité d'accueil ces dernières années, suite à l'ouverture de plusieurs structures hôtelières et établissements commerciaux non hôteliers sur toute l'étendue du territoire. Ainsi, le chiffre d'affaires de ce segment s'est amélioré de 17,1% à 2,1 milliards de FCFA.

### II.9.2 La restauration

On distingue trois sous-groupes dans la branche de la restauration :

- les restaurants haut de gamme (hôtels internationaux ou autres privés);
- les restaurants de classe moyenne (appartenant à l'Etat ou aux privés);
- la restauration collective ou le catering.

Les restaurants haut de gamme ont enregistré en 2014 une baisse d'activité, suite à une diminution de la fréquentation. De ce fait, le chiffre d'affaires s'est situé à 5,5 milliards de FCFA, soit une perte de 15% par rapport à 2013.

L'activité de la restauration collective s'est raffermie de 9,7%, en 2014, avec un chiffre d'affaires de 56,6 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique, entre autres, par l'obtention et le maintien de contrats offshore avec les pétroliers et l'éducation nationale.

#### Evolution de l'activité de la restauration collective

(en millions de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Chiffre d'affaires	41 831	51 635	56 643	9,7%
Valeur ajoutée	13 668	13 524	13 337	-1,4%
Investissements	933	6 117	4 267	-30,2%
Masse salariale	10 362	10 839	13 387	23,5%
Effectifs (agents permanents)	1 453	1 022	1 046	2,3%

Sources : Sodexo, GSS, Servair

En matière d'investissement, bien qu'en chute de 30,2%, l'enveloppe allouée a été principalement consacrée à l'acquisition du matériel de cuisine des restaurants universitaires et des véhicules.

Concernant l'emploi, ces structures ont fonctionné en 2014 avec un effectif de 1 046 agents permanents, soit une hausse de 2,3%, entraînant un relèvement de 23,5% de la masse salariale.

### II.9.3 Le tourisme et les loisirs

Sur le plan institutionnel, l'année 2014 a été marquée par la poursuite des réformes du secteur en vue de consolider les bases d'un développement durable. Ainsi, outre la livraison du Park Inn hôtel par le Groupe Wali, le code du tourisme et les textes portant sur les nouvelles attributions de la Direction Générale de l'Hôtellerie et du Contrôle des Hôtels et la Direction Générale du Tourisme sont en cours de finalisation.

## II.10 Les institutions financières

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBNE): Caisses Nationales d'Epargne;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL);
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB): Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs) ;
- les établissements de Micro finance.

### II.10.1 Les banques commerciales et de développement

Le secteur bancaire gabonais a compté dix (10) banques en activité en 2014. Avec la bancarisation des fonctionnaires et des étudiants, les établissements de crédit ont du réajuster leur organisation pour répondre à une clientèle plus importante à travers la création de nouveaux guichets.

En effet, en 2014, le secteur a enregistré 598927 clients contre 547867 une année plus tôt, soit une hausse de 9,3%. Le nombre d'agences et de guichets a suivi la même tendance haussière (+4,9% et +7,2% respectivement).

#### Structure du secteur bancaire

Indicateurs	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 %
Nombre de banques	10	10	10	-
Nombre d'Agences	82	102	107	4,9%
Nombre de GAB	207	265	284	7,2%
Nombre de clients	450894	547867	598927	9,3%
Effectifs	1347	2305	2326	0,9%
Masse salariale (milliards)	18,6	44,6	45,7	2,6%

Sources : banques, DGEPEF

### Les opérations bancaires

L'activité des banques s'articule autour de la collecte des fonds et de l'octroi des crédits aux agents économiques.

### Les ressources

En 2014, les ressources bancaires constituées des dépôts à vue et à terme de la clientèle (l'Etat, les entreprises et les ménages) se sont accrues de 2,6% par rapport à 2013. Elles se sont chiffrées à 2 107,7 milliards de FCFA contre 2055,2 milliards de FCFA l'année précédente.

Les dépôts de l'Etat ont progressé de 42,8% à 253,8 milliards de FCFA. Ceux des ménages ont suivi la même tendance pour se fixer à 670,7 milliards de FCFA en 2014 contre 625,5 milliards de FCFA en 2013.

Compte tenu des retards de paiement de certains marchés publics, plusieurs entreprises ont eu recours à leur épargne. En conséquence, les dépôts des entreprises ont reculé de 10% à 1109,15 milliards de FCFA.

### Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA)

Clients	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 %
Etat	123	177,7	253,8	42,8%
Ménages	522,8	625,5	670,7	7,2%
Entreprises	1214,6	1232,1	1109,15	-10,0%
Autres	67,3	20,2	74,6	
Total	1927,7	2055,2	2107,709	2,6%

Sources : banques, DGEPEF

### Les crédits distribués

En 2014, le montant des crédits distribués s'est chiffré à 1 760,2 milliards de FCFA contre 1 742,7 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 1,0%.

Les crédits à l'Etat ont progressé de 43,6% pour se situer à 400,03 milliards de FCFA, traduisant un fort engagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire. Les crédits octroyés aux ménages sont passés de 159,5 milliards de FCFA à 218,43 milliards de FCFA, soit une augmentation de 36,9%. En revanche, les crédits accordés aux entreprises ont diminué de 16,2% pour s'établir à 1040,94 milliards de FCFA en rapport avec la baisse de l'activité sur le plan macroéconomique.

**Evolution des crédits distribués par types de clients (en milliards)**

Clients	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 %
Etat	309,4	278,5	400,03	43,6%
Ménages	143	159,5	218,43	36,9%
Entreprises	967,4	1242,6	1040,94	-16,2%
Autres	43	62,1	100,8	62,3%
<b>Total</b>	<b>1462,8</b>	<b>1742,7</b>	<b>1760,18</b>	<b>1,0%</b>

Sources : banques, DGEPP

**Les opérations de gestion**

Le secteur bancaire a connu une dégradation de la qualité apparente de son portefeuille comme le montre le renforcement du ratio des « créances en souffrance rapportées au total des prêts ». Celui-ci est passé de 4,8% à 8,1% en 2014, occasionnant ainsi un accroissement de 45,9% des provisions constituées pour couvrir les prêts improductifs.

**Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)**

Indicateur	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 %
Total actifs	2 230,0	2375,4	2407,1	1,3%
Fond propres	180,5	226,9	236,5	4,2%
Fonds propres/Total actifs	8,1%	9,6%	9,8%	-
Prêts bancaires improductifs	55,365	83,453	141,927	70,06%
Total prêts	1462,8	1740,1	1760,2	1,2%
Prêts bancaires improductifs/total prêts	3,8%	4,8%	8,1%	-
Provisions pour prêts improductifs	46,9	52,5	76,6	45,9%
Résultats nets	44,9	45,1	41,7	-7,5%
PNB	172,06	194,4	174,438	-10,26%

Source : banques, DGEPP

**Les opérations de trésorerie**

En 2014, les ressources de trésorerie ont décliné de 39,3% pour se fixer à 136 milliards de FCFA. Elles ont été constituées de ressources à terme à concurrence de 49,3% et des ressources à vue à hauteur de 50,7%.

Les ressources de trésorerie et l'excédent des ressources clientèles ont alimenté les emplois de trésorerie pour un montant de 743 milliards de FCFA, dont 45,2% d'emplois à terme et 43,8% d'emplois à vue (y compris l'encaisse).

### Les résultats

Le produit net bancaire s'est établi à 174,4 milliards de FCFA contre 194,4 milliards en 2013, soit un recul de 10,2%. Les résultats nets bien qu'en baisse de 7,5% restent confortables à 41,7 milliards, traduisant la bonne rentabilité du système bancaire national.

### II.10.2 Les établissements de microfinance

Au Gabon, les EMF évoluent dans un secteur encore émergent, dont la prédominance des structures de deuxième catégorie constitue la caractéristique principale.

#### La configuration du secteur

A fin décembre 2014, le secteur était constitué de neuf (9) EMF dont, deux (2) EMF de type mutualiste (première catégorie) et sept (7) sociétés anonymes (deuxième catégorie).

#### La couverture géographique et la clientèle des EMF

En 2014, on a dénombré cinq (5) agences et points de vente supplémentaires, en raison de l'extension des activités de Finam SA, Express-Union et Loxia. L'activité est majoritairement concentrée à Libreville (40 agences), Port-Gentil (4), Franceville (4) et Oyem (3).

#### Evolution des usagers et des effectifs

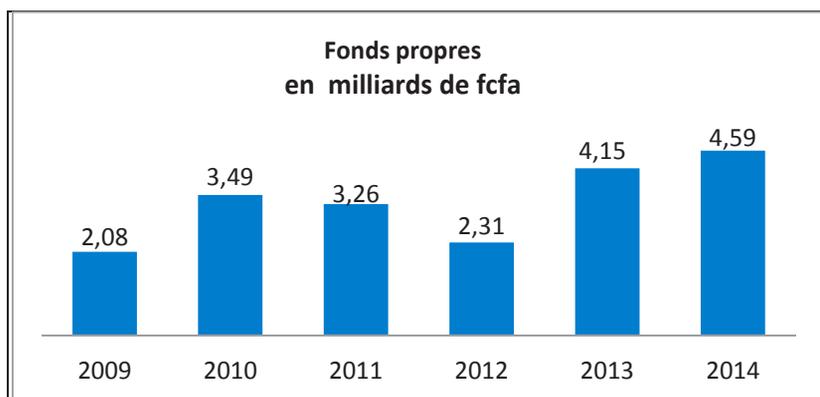
	2012	2013	2014	variation
<b>usagers</b>	62 107	98 358	106 736	8,5%
<b>effectifs</b>	338	388	447	15,2%

Sources : EMF, CNPM

L'augmentation du nombre d'agences traduit l'adhésion de la clientèle aux produits et services offerts par les EMF. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 8,5% du nombre d'usagers qui est passé de 98 358 à 106 736 clients en 2014. Les effectifs ont progressé de 15,2%, en raison du recrutement pour les besoins de fonctionnement des nouvelles agences.

## Capitaux propres

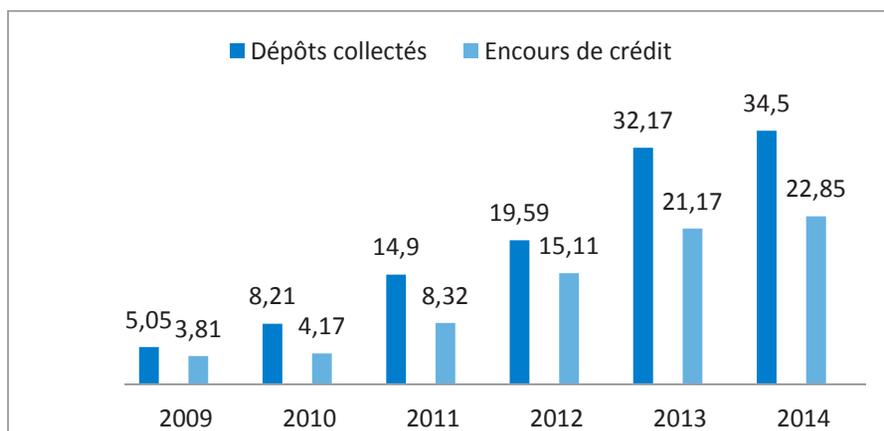
Les fonds propres du secteur se sont établis à 4,6 milliards de FCFA à fin 2014 contre 4,2 milliards de FCFA l'année précédente, soit une hausse de 10,6%, traduisant le renforcement de la surface financière des établissements. Ces fonds propres sont essentiellement détenus par les établissements de 2<sup>ème</sup> catégorie.



## Intermédiation financière

L'activité d'intermédiation financière a poursuivi sa croissance, avec une augmentation des dépôts collectés de 7,2% à 34,50 milliards de FCFA, avec une prédominance des dépôts à vue qui ont représenté 60% de l'encours total.

Les crédits octroyés à la clientèle ont augmenté de 7,8% pour atteindre 22,9 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par le relèvement du taux de bancarisation.



## Taux d'intérêts pratiqués

Les taux pratiqués sur les opérations d'intermédiation sont restés constants sur les périodes de référence. Le taux de rémunération des crédits (taux débiteur) a oscillé entre 1,5% et 7% par mois (14% l'an pour les fonctionnaires) et celui des dépôts (taux créditeur) entre 3,5 et 5%.

Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement a été d'environ 80% en raison de la flexibilité des modes de remboursement et de la proximité avec les usagers.

### II.10.3 Les compagnies d'assurance

Le marché gabonais de l'assurance compte :

- huit (8) compagnies d'assurances, dont cinq (5) spécialisées dans la branche « Non-vie » et trois (3) dans la branche « vie » ;
- une (1) société de réassurance ;
- dix sept(17) courtiers d'assurance agréés.

#### II.10.3.1 Les activités

Dans le pôle assurance, l'essentiel des primes est reparti entre les trois premières compagnies issues des groupes OGAR, NSIA et de SAHAM. Leur part de marché exprimé en termes de chiffre d'affaires représente 66% de l'ensemble du secteur.

De manière globale, l'activité d'assurance a enregistré des résultats satisfaisants. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 120 milliards de FCFA en 2014 contre 116 milliards l'exercice précédent, soit un relèvement de 3,4%. Cette amélioration provient d'un rebond des émissions non vie, en dépit des difficultés d'encaissements liées à l'annulation des primes non recouvrées à fin décembre 2014.

#### Evolution du secteur Assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires			Var %	Parts de marché en %	
	2012	2013	2014		2014	2013
Branches				14/13		
Non Vie	83,7	96,6	102,0	5,6	85	83
Vie	15,5	19,3	18,0	-6,7	15	17
<b>Total</b>	<b>99,2</b>	<b>116,0</b>	<b>120,0</b>	<b>3,4</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Compagnies d'assurances

## La Branche Non Vie

La branche Non-vie englobe les opérations des produits d'assurance Transports (aérien, maritime et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Maladie/assistance, Assurance-crédit, Assistance aux automobilistes, Assistance aux voyageurs, Multirisques habitation, Crédit-caution et Risques divers. Cette branche représente 85% de l'encours des primes du secteur.

Sur la période sous revue, les émissions Non Vie ont progressé de 5,6% à 102 milliards de FCFA. Cette évolution reste tributaire de la bonne tenue des produits automobile (+29,4%) maladie/assistance (+21%) et transports (+20,7%) qui représentent 71,1% des primes de la branche.

### *L'Automobile*

Les émissions du segment de l'Automobile ont évolué de 3,8% à 30 milliards de FCFA en 2014, en rapport avec le nombre d'automobiles en circulation et le renforcement des contrôles liés à la sécurité routière.

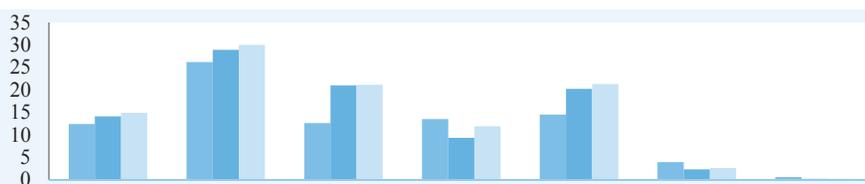
### *La Maladie/assistance*

Les émissions du produit maladie/assurance ont poursuivi leur tendance haussière (+5,4%) pour s'établir à 21,3 milliards de FCFA en 2014, suite à la signature de nouveaux contrats.

### *Les Transports*

Les primes du segment transports (aérien, maritime et autres transports) se sont établies à 21,1 milliards de FCFA en 2014 contre 21 milliards en 2013, suite à la consolidation du produit «autres transports» qui a évolué de 15% à 11,5 milliards de FCFA.

*Chiffre d'affaires branche Non Vie 2012 à 2014 (en milliards de FCFA)*

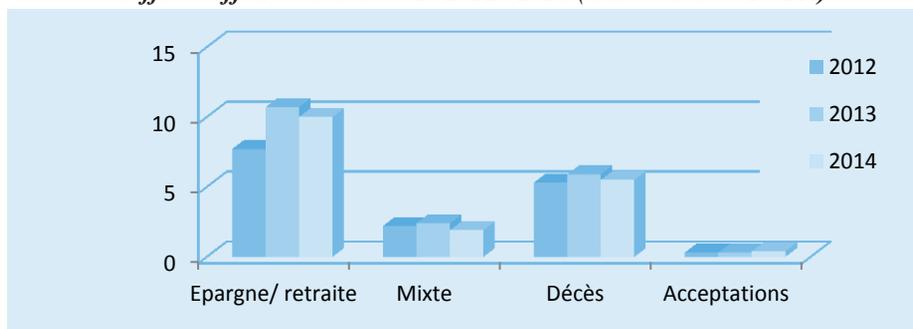


### La branche Vie

La branche Vie est constituée des produits d'assurance Capitalisation, Epargne/retraite, Mixte, Décès, Acceptations et Assistance funéraire. Cette branche englobe 15% des émissions du secteur.

Le chiffre d'affaires de la branche Vie s'est contracté de 6,7% à 18 milliards de FCFA en 2014 après 19,3 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette contre performance résulte de la diminution observée des produits d'Epargne/retraite (6,5%) et Décès (6,8%) qui représentent 86,2% des émissions de la branche.

*Chiffre d'affaires branche Vie 2012 à 2014 (en milliards de FCFA)*



### II.10.3.2. Les Charges financières

#### Commissions Versées

Globalement, les commissions aux intermédiaires se sont appréciées de 9,6% à 13,04 milliards de FCFA en 2014 après 11,9 milliards en 2013. Dans le même temps, la part des commissions versées aux courtiers a été de 11% du total des émissions. Ce ratio de commissionnement a gagné 0,6 point comparativement à son niveau de 2013.

S'agissant de la branche non Vie, les commissions versées se sont relevées de 10,4% pour se situer à 12,7 milliards de FCFA en 2014. Par contre, celles de la branche Vie se sont repliées de 13,5% à 320 millions de FCFA en 2014, du fait de la baisse du volume des affaires.

#### Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés s'est établi à 41,3 milliards de FCFA en 2014 après 34 milliards l'exercice précédent, soit un relèvement de 21%.

La branche assurance non Vie représente environ 83% des sinistres payés du secteur. Les sinistres ont augmenté de 17,9% pour s'établir à 34,2 milliards de FCFA en 2014 contre 29 milliards en 2013. Ils ont concerné essentiellement les produits « maladie/assistance et automobile » qui ont enregistré des hausses respectives de 2,3% et 7,8%.

La branche assurance Vie a représenté 17% des sinistres du secteur qui ont progressé de 29,3% à 6,6 milliards de FCFA en 2014. Ils ont été payés pour la couverture du produit Epargne/retraite (+36,8% à 5,2 milliards).

## Investissements physiques

Les investissements globaux ont cru de 4,7% à 9 milliards de FCFA en 2014. Ils ont été consacrés à l'achat et la construction des bâtiments et l'acquisition des équipements.

## Placements

Le total des placements du secteur s'est élevé à 130,3 milliards de FCFA en 2014 contre 104,8 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 24,3%. Cette évolution est en liaison avec le volume des placements financiers qui représentent 83% de l'encours.

Les placements au Gabon ont représenté 80,8% du total des placements des sociétés d'assurance. Ceux de la zone CIMA et hors zone CIMA sont respectivement de l'ordre de 18,6% et 0,6%.

### Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs

en milliards de FCFA	Placements Globaux			Parts de marché en %	
	2012	2013	2014	2014	2013
<b>Placements au Gabon</b>	<b>79,3</b>	<b>89,5</b>	<b>105,3</b>	<b>80,8%</b>	<b>85,5%</b>
.Immobiliers	24,1	25,3	21,2		
.Financiers	55,2	64,3	84,1		
<b>Placements dans la zone CIMA</b>	<b>12,3</b>	<b>13,1</b>	<b>24,2</b>	<b>18,6%</b>	<b>12,5%</b>
.Immobiliers	0,0	0,0	1,3		
.Financiers	12,3	13,1	22,9		
<b>Placements hors zone CIMA</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6%</b>	<b>2%</b>
.Immobiliers	0,0	0,0	0,0		
.Financiers	2,4	2,2	0,8		
<b>Total</b>	<b>93,9</b>	<b>104,8</b>	<b>130,3</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : compagnies d'assurance

## Effectifs et masse salariale

Les effectifs du pôle assurance se sont établis à 484 employés (+5%) en 2014. De même, la masse salariale s'est accrue de 6% à 7,2 milliards de FCFA, suite aux primes exceptionnelles versées aux commerciaux dans le cadre des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des produits d'assurance.

### II.10.3.3 L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) a été créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. C'est une société de droit privé à capitaux détenus à 67,5% par le Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS) et à 32,5% par les compagnies d'assurance locales. Elle opère uniquement sur le marché de la réassurance.

Le chiffre d'affaires s'est consolidé de 43% à 12,3 milliards de FCFA de primes acceptées en 2014. Cette embellie résulte de l'application effective de l'extension de la cession légale aux affaires aviations, pétrole et gaz (On shore et Off shore) et du développement commercial des activités sur les opérations de réassurance sous Traité et facultatives.

Depuis 2013, la compagnie emploie 20 agents pour une masse salariale de 324 millions de FCFA. Le résultat net a été de 1,8 milliard de FCFA en 2014 contre 911 millions en 2013.

#### *Evolution de l'activité de SCG-RE*

<i>en millions de FCFA</i>	<b>2013</b>	<b>2014*</b>	<b>14/13</b>
Chiffre d'affaires	8,65	12,3	43%
Commissions payées	1,40	1,64	16,4%
Sinistres réglés	0,41	1,14	-
Fonds propres	5,00	7,20	44,0%
Effectifs (nbre)	20	20	0,0%
Investissements	0,40	0,39	-2,5%
Résultat Net	0,91	1,86	104,3%

Source : SCG-RE

### II.10.3.4 Le Courtage d'assurance

En 2014, dix sept (17) courtiers d'assurance agréés ont animé l'activité de courtage. Ils interviennent sur le marché pour le compte des compagnies d'assurance contre des rémunérations sous forme de commissions.

Leur activité s'est améliorée avec une consolidation du chiffre d'affaires de 6,6% à 47,3 milliards de FCFA en 2014 contre 44,4 milliards en 2013, malgré les

difficultés d'encaissement des primes au comptant, suite à l'interdiction de vendre des contrats d'assurance à crédit. Le total des commissions reçues des compagnies d'assurance s'est situé à 13,04 milliards de FCFA en 2014 contre 11,9 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 9,6%.

Les effectifs ont augmenté de 13,1% à 277 agents, tandis que la masse salariale s'est contractée de 1% à 2,550 milliards de FCFA en 2014, suite à la diminution des rémunérations par certaines compagnies.

#### II.10.4 Les établissements financiers

Cette branche d'activité est animée par trois Etablissements, à savoir : ALIOS FINANCE GABON, FINATRA, et BICIBAIL spécialisés dans le crédit automobile, le crédit d'équipement et le crédit bail.

La morosité de l'activité, en 2014, s'est traduite par une chute de 72,5% des capitaux propres entraînant celle des ressources totales (-8,7%), malgré la forte progression des dettes bancaires (66,9%). De même, les emplois se sont contractés de 43,0%, suite à une forte baisse du crédit bail (-61,0%).

#### Les ressources

Les ressources du secteur ont diminué de 8,7% en raison de l'effondrement du volume des capitaux propres. En effet, les capitaux propres se sont élevés à 14,1 milliards de FCFA en 2014 contre 51,4 milliards de FCFA en 2013. Cette chute s'explique par l'arrêt, sur requête de l'Etat, pendant 6 mois du prélèvement à la source (solde des agents de l'Etat) des traites des établissements financiers. Cette décision a eu un impact négatif sur la trésorerie de ces structures les amenant à recourir à leurs fonds propres.

**Tableau des ressources (en milliards de FCFA)**

Indicateurs	2012	2013	2014	variation
Capitaux propres	18,7	51,4	14,1	-72,5%
Dettes bancaires	75,2	43,3	72,3	66,9%
total	93,9	94,7	86,4	-8,7%

Sources : établissements financiers

#### Les emplois

Comparativement à 2013, les emplois ont chuté de 43% pour se chiffrer à 86,9 milliards de FCFA en 2014. Ils ont pâti de la baisse concomitante des crédits à court terme (-33%), des crédits à moyen terme (-10,5%) et du crédit bail (-61,0%).

Les résultats enregistrés par les établissements financiers sont corrélés à la baisse de l'activité enregistrée sur certains segments du commerce, notamment celui des véhicules et à la concurrence des établissements de micro Finance.

### Tableaux des emplois (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2012	2013	2014	variation
Titre de participation	0,3	0,3	0,3	0%
Crédit à court terme	4,5	3,1	2,0	-33%
Crédit à moyen terme	51,8	53,0	47,3	-10,5%
Crédit à longue terme	-	1,6	-	-
Crédits bail	83,6	95,0	37,0	-61%
total	140,2%	152,7%	86,9%	-43%

Source : Etablissements financiers

### Les investissements

Les investissements en 2014, se sont élevés à 3,1 milliards de FCFA contre 3,2 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 1,2%. Les titres de participation sont restés stables à 310 millions de FCFA par rapport à l'année précédente

### Les crédits impayés

Les crédits impayés se sont élevés à 4 milliards de FCFA en 2014 contre 2,7 milliards de FCFA en 2013, soit une augmentation de 48,1%. Cette dégradation du portefeuille client est liée aux tensions de trésorerie des entreprises.

### Les immobilisations en location

Les immobilisations en location se sont élevées à 48,8 milliards de FCFA contre 48,9 milliards de FCFA en 2013, soit une légère baisse de 0,2%.

### Les effectifs

Les établissements financiers ont employé 114 personnes contre 119 personnes en 2013, soit une baisse de 4,2%.

### Le nombre de guichets et la couverture du territoire national

Les établissements financiers ont compté six (6) guichets en 2014 contre cinq (5) en 2013. Ils sont représentés dans quatre (4) provinces (Estuaire, Ogooué-Maritime, Haut-Ogooué et Woleu-Ntem).

**TROISIEME PARTIE**

**LES GRANDEURS  
MACROECONOMIQUES**



## LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2012	2013	2014	13/12	14/13
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	4747,7	5015,4	5231,8	5,6%	4,3%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8766,5	8690,5	8988,3	-0,9%	3,4%
PIB hors pétrole (réel)	Ratio au PIB	85,7%	87,2%	87,7%		
PIB pétrole (réel)	Ratio au PIB	14,3%	12,8%	12,3%		
Importations en valeur	Mds de FCFA	2751,9	2891,8	2706,4	5,1%	-6,4%
Importations	Ratio au PIB	31,4%	33,3%	30,1%		
Total Ressources (en valeur)	Mds de FCFA	11 518,4	11 582,4	11 695,8	0,6%	1,0%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	3 811,3	4 061,9	4 434,8	6,6%	9,2%
Publique	Mds de FCFA	1 230,0	1 256,3	1 334,7	2,1%	6,2%
Privée	Mds de FCFA	2 581,3	2 805,6	3 100,1	8,7%	10,5%
Consommation	Ratio au PIB	43,5%	46,7%	49,3%		
FBCF en valeur	Mds de FCFA	2 431,6	2 602,4	2 389,3	7,0%	-8,2%
Publique	Mds de FCFA	818,1	875,2	610,7	7,0%	-30,2%
Publique/FBCF	%	33,6%	33,6%	25,6%		
Privé	Mds de FCFA	1 613,5	1 727,2	1 778,6	7,0%	3,0%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	927,1	963,2	940,9	3,9%	-2,3%
FBCF	Ratio au PIB	27,7%	29,9%	26,6%		
Dont Pétrole	Ratio au PIB	10,6%	11,1%	10,5%		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	5 343,2	4 984,7	4 871,7	-6,7%	-2,3%
Exportations	Ratio au PIB	61,0%	57,4%	54,2%		
Absorption	Mds de FCFA	8095,1	7876,5	7578,1	-2,7%	-3,8%
Solde biens et services non-facteurs (X-M)	Mds de FCFA	2591,3	2092,8	2165,2	-19,2%	3,5%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	29,6%	24,1%	24,1%		
Taux de couverture (Export./Import.)	%	194,2%	172,4%	180,0%		
Emploi	Effectifs	166 879	176 116	184 802	5,5%	4,9%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	100 442	103 399	109 050	2,9%	5,5%
Dont MONP	Effectifs	15 436	15 115	16 276	-2,1%	7,7%
Public/Emploi Total	%	60,20%	58,70%	59,00%		
Privé et parapublic	Effectifs	66 437	72 717	75 752	9,5%	4,2%
Masse salariale	Mds de FCFA	1641,9	1789,5	1937,4	9,0%	8,3%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	539,9	576,8	713,4	6,8%	23,7%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1101,9	1212,7	1224	10,1%	0,9%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2107,1	2243,3	2226,2	6,5%	-0,8%
Vitesse de circulation de la monnaie		4,2	3,9	4	-7,1%	2,6%
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	121,5	122,1	127,8	0,5%	4,7%

Source : DGEPEF, BEAC, DGBFIP

### III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique nationale a décéléré en 2014. La reprise modérée de l'activité dans les pays développés, le ralentissement économique observé dans les pays émergents et la baisse tendancielle de la production nationale, notamment au niveau des secteurs secondaire et tertiaire, expliquent cette évolution.

Ainsi, en termes réels, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est établi à 4,3% en 2014 contre 5,6% en 2013. Le secteur hors pétrole a progressé de 5,0% contre 7,5% en 2013. Le ralentissement économique observé en 2014, a été davantage relevé dans le secteur hors pétrole (2,5 points), malgré un gain de 5 points du secteur pétrolier par rapport à 2013.

#### *Evolution du taux de croissance*

	2012	2013	2014
<b>PIB total</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,3%</b>
PIB pétrole	-4,2%	-5,3%	-0,3%
PIB hors pétrole	7,0%	7,5%	5,0%

Source : DGEFP

#### III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

En 2014, l'activité économique a été en hausse dans l'ensemble des trois secteurs. La croissance du secteur primaire est estimée à 1,7%, celle du secteur secondaire s'est située à 1,8% et la croissance du secteur tertiaire s'est établie à 6,3%.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire s'explique, d'une part, par la forte progression des activités de la branche « Exploitation forestière » (+21,5%), favorisée par l'augmentation du nombre de concessions forestières et la demande des industries du bois. D'autre part, elle s'explique par la progression du rendement des opérateurs de la branche « Agriculture, élevage, pêche » (+7,1%).

Par ailleurs, le programme d'assistance technique aux coopératives agricoles de la BAD, le développement de l'agriculture péri-urbaine, les activités de pêche industrielle (création de la Tropical Holding) et l'amélioration du réseau routier de certaines localités du pays ont contribué à dynamiser le secteur.

Toutefois, la croissance du secteur primaire a été atténuée par le repli des activités des secteurs pétrolier (-0,3%) et minier (-6,8%). La baisse de la production pétrolière est expliquée essentiellement par le déclin naturel des champs, conjugué à la grève de l'ONEP et aux incidents techniques enregistrés par certains opérateurs. Le repli de la production minière est lié à la baisse de la production de Comilog, pénalisée par les opérations de maintenance et l'accident ayant affecté la voie ferroviaire en début d'année 2014.

La hausse de la production du secteur secondaire s'est justifiée particulièrement par le raffermissement des activités réalisées dans trois (3) branches, à savoir : (i) les industries du bois (+28,5%), (ii) les industries agro-alimentaires (+14,5%) et (iii) l'« Electricité et eau » (+12,8%), en dépit de la contraction des activités des « Bâtiments et Travaux Publics » (-10,8%).

L'évolution des « industries du bois » est justifiée à la fois par la bonne tenue de la demande mondiale et l'accroissement du nombre d'unités de transformation. Les performances de la branche agro-industrie sont liées à la hausse de la consommation de trois (3) segments suivants : (i) bières, (ii) eau minérale et (iii) boissons gazeuses.

La branche « Electricité et eau » doit essentiellement sa progression à l'extension du réseau de distribution. En revanche, la branche « Bâtiments et Travaux Publics » a subi la déprogrammation de certains projets publics, consécutive à la baisse du budget d'investissement de l'Etat.

Enfin, les progrès enregistrés par le secteur tertiaire découlent principalement des résultats obtenus par les branches « Transports et communications » (+8,3%), « Banques et assurances » (+8,6%) et « Services » (+4,7%). La hausse de l'activité des branches transports et télécommunications est expliquée essentiellement par la mise sur le marché des nouveaux produits à forte valeur ajoutée (3G et 4G) en 2014. De même, l'accroissement de l'activité des branches « commerce » et « services » est liée à la bonne tenue du commerce général structuré et des services rendus aux particuliers.

**Evolution du PIB par secteur d'activité de 2012 à 2014**

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)				PIB en volume (au prix de 2001)			
	2012	2013	2014	14/13	2012	2013	2014	14/13
Produit intérieur brute	8766,5	8690,5	8988,3	3,4%	4747,7	5015,4	5231,8	4,3%
PIB marchand	7807,9	7686,8	7694,5	0,1%	3867,5	4068,7	4230,1	4,0%
<b>Secteur primaire</b>	<b>3458,5</b>	<b>3086,1</b>	<b>2910,6</b>	<b>-5,7%</b>	<b>982,7</b>	<b>975,4</b>	<b>991,8</b>	<b>1,7%</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	242,8	238,6	260,7	9,3%	193,4	202,9	217,2	7,1%
Exploitation forestière	51,2	50,7	64,8	27,8%	43,9	45,2	54,9	21,5%
Pétrole brut	2946,7	2526,8	2357,8	-6,7%	679,5	643,1	641,2	-0,3%
Mines	217,7	270,0	227,3	-15,8%	66,0	84,2	78,5	-6,8%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1992,4</b>	<b>2122,8</b>	<b>2153,8</b>	<b>1,5%</b>	<b>960,8</b>	<b>1020,0</b>	<b>1038,3</b>	<b>1,8%</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	120,1	124,9	144,9	16,1%	92,8	96,8	110,8	14,5%
Industrie du bois	92,5	84,6	114,1	34,8%	57,9	56,3	72,4	28,5%
Autres industries	220,9	237,7	254,8	7,2%	126,6	129,4	128,0	-1,1%
Raffinage	23,9	13,6	12,6	-7,0%	14,3	8,1	7,8	-2,9%
Electricité, Eau	65,4	70,7	84,7	19,8%	41,5	43,9	49,5	12,8%
BTP	480,4	560,6	505,6	-9,8%	296,9	334,6	298,4	-10,8%
Recherche, services pétroliers	989,1	1030,7	1036,9	0,6%	330,8	351,0	371,4	5,8%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1634,0</b>	<b>1765,3</b>	<b>1883,3</b>	<b>6,7%</b>	<b>1421,5</b>	<b>1546,2</b>	<b>1642,9</b>	<b>6,3%</b>
Transports & Communications	365,0	388,3	433,8	11,7%	366,1	403,3	436,9	8,3%
Services	511,3	542,3	557,6	2,8%	505,9	537,3	562,6	4,7%
Commerce	410,3	432,9	450,2	4,0%	259,7	272,7	281,9	3,4%
Services bancaires, assurances	347,4	401,9	441,8	9,9%	289,7	332,9	361,5	8,6%
<b>Services non marchands</b>	<b>958,6</b>	<b>1003,7</b>	<b>1293,8</b>	<b>28,9%</b>	<b>880,2</b>	<b>946,7</b>	<b>1001,7</b>	<b>5,8%</b>
<b>DTI et TVA</b>	<b>723,0</b>	<b>712,6</b>	<b>746,9</b>	<b>4,8%</b>	<b>502,5</b>	<b>527,1</b>	<b>557,0</b>	<b>5,7%</b>

Source : MEGA/DGEPEF

### III.1.2 Le PIB par la demande

En 2014, l'activité a été soutenue par une demande intérieure en légère augmentation de 0,6%, en dépit d'une baisse de 5,3% des investissements, plombés par la contraction de l'investissement public. L'évolution de la demande intérieure est due à l'accroissement de la consommation totale (+4,2%), notamment celle des ménages (+5,5%), influencée par la mise en place de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP) et les recrutements dans la Fonction publique (Forces de Sécurité, Education, Santé).

#### Evolution de la demande 2014

	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2012	2013	2014	13/12	14/13	2012	2013	2014	13/12	14/13
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	8 766,5	8 690,5	8 988,3	-0,9%	3,4%	4 747,7	5 015,4	5 231,8	5,6%	4,3%
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	6 242,9	6 664,3	6 824,1	6,8%	2,4%	5 187,1	5 626,6	5 661,7	8,5%	0,6%
<b>CONSOMMATION TOTALE</b>	3 811,3	4 061,9	4 434,8	6,6%	9,2%	3 191,8	3 490,7	3 638,0	9,4%	4,2%
Ménages	2 581,3	2 805,6	3 100,1	8,7%	10,5%	2 143,4	2 318,1	2 446,5	8,2%	5,5%
Administrations	1 230,0	1 256,3	1 334,7	2,1%	6,2%	1 048,4	1 172,6	1 191,5	11,8%	1,6%
<b>INVESTISSEMENT TOTAL</b>	2 431,6	2 602,4	2 389,3	7,0%	-8,2%	1 995,4	2 135,9	2 023,7	7,0%	-5,3%
Dont : Pétrole	927,1	963,2	940,9	3,9%	-2,3%	444,7	507,5	493,6	14,1%	-2,7%
Hors Pétrole	686,4	764,0	837,7	11,3%	9,7%	651,0	756,7	885,3	16,2%	17,0%
Administration	818,1	875,2	610,7	7,0%	-	899,6	871,7	644,8	-3,1%	-
					30,2%					26,0%

Source : MEGA/DGEPF

## III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

### III.2.1 L'équilibre budgétaire

Dans un contexte caractérisé par l'assainissement des finances publiques pour un meilleur passage à la budgétisation par objectif de programme dès 2015 et face à la dépréciation du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA, le budget de l'État révisé en 2014, dans le cadre de la loi de finances rectificative, reflète la volonté du Gouvernement de poursuivre la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Ce budget a fait ressortir des soldes primaire et base engagement excédentaires et un solde base caisse déficitaire.

Ainsi, prévu initialement à 3335,7 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2014 a été arrêté à 2954,6 milliards de FCFA en ressources et en emplois, soit une baisse de 11,4%. La diminution des ressources propres, liée notamment à la baisse des cours du pétrole, s'est traduite par une contraction des dépenses en capital.

### **Budget prévisionnel de l'État**

En milliards de FCFA	LFI 2014	LFR 2014	LFR/LFI (en %)
<b>Nature des ressources</b>			
Recettes propres	2851,6	2634,6	-7,6
Pétrole	1459,4	1321,9	-9,4
Hors pétrole	1392,2	1312,7	-5,7
Ressources d'emprunt	484,1	320,0	-33,9
<b>Total des ressources</b>	<b>3335,7</b>	<b>2954,6</b>	<b>-11,4</b>
<b>Nature des charges</b>			
Service de la dette	550,1	594,3	8,0
Fonctionnement	1363,4	1222,9	-10,3
Investissement	1322,2	627,0	-52,6
Prêts, avances et dépôts	100,0	510,4	410,4
<b>Total des charges</b>	<b>3335,7</b>	<b>2954,6</b>	<b>-11,4</b>

Source : Comité des statistiques

### **III.2.1.1 Les ressources**

En 2014, les ressources de l'Etat ont baissé de 381,1 milliards de FCFA, en rapport avec le repli conjoint des ressources propres et des ressources d'emprunt.

Les ressources propres de l'Etat se sont établies à 2634,6 milliards de FCFA, en diminution de 7,6% par rapport à la Loi de Finances Initiale. Cette situation résulte de la baisse simultanée des recettes pétrolières et des recettes hors pétrole.

Le reflux des recettes pétrolières découle du recul de la production et des prix en 2014 par rapport à 2013. Celui des recettes hors pétrole est imputable non seulement à la moins forte mobilisation des recettes par les régies financières, mais aussi aux mesures discrétionnaires qui se sont traduites par des dépenses fiscales.

L'évolution des ressources d'emprunt résulte de la diminution des tirages sur emprunt extérieur (-25,8%) et des emprunts d'équilibre (-58,3%). La baisse des financements extérieurs provient, quant à elle, de la déprogrammation de certains tirages, eu égard à la prise en compte des capacités de mobilisation réelle de ces ressources.

### III.2.1.2 Les emplois

Les emplois comprennent le service de la dette, les prêts, les avances, les dépôts et les dépenses d'investissement.

La révision à la baisse des ressources s'accompagne d'une diminution des dépenses de fonctionnement (-10,3%) et des dépenses en capital (-52,6%). A contrario, le service de la dette et la dotation réservée aux prêts, avances et dépôts augmentent respectivement de 44,2 milliards de FCFA et 410,4 milliards de FCFA par rapport à la Loi de Finances Initiale.

La baisse des dépenses de fonctionnement est liée au recul des dépenses en biens et services (-26,1%) et des transferts et interventions (-18,6%), en dépit de l'accroissement des traitements et salaires (5,1%). La diminution des dépenses en biens et services est essentiellement due au nécessaire ajustement de certains postes de dépenses sur la base de la baisse globale des ressources. Elle tient également à la poursuite des aménagements du budget de fonctionnement suivant la logique des « premières nécessités », des « encours » et des dépenses nouvelles, d'une part, la poursuite de la réduction du train de vie de l'Etat, d'autre part.

La baisse des transferts et intervention s'explique par la réduction de la subvention allouée à la SOGARA. Celle-ci est passée de 155,3 milliards de FCFA à 114,5 milliards de F.CFA en 2014.

La réduction des dépenses d'investissement est imputable à la diminution conjointe des dépenses de développement (-52,8%) et d'équipement (-47,4%). La baisse des dépenses de développement est principalement due à l'ajustement du budget. Celle des dépenses d'équipement est liée au redéploiement des crédits au profit des dépenses de développement.

### III.2.2 L'exécution du budget

En 2014, l'exécution du budget a dégagé un excédent primaire de 340,1 milliards de FCFA, en hausse de 11,3% comparativement à 2013. Ce solde, qui représente 3,8% du PIB, résulte essentiellement de l'amélioration des recettes hors pétrole (+1,9%) et de la contraction des dépenses budgétaires primaires (-13,3%).

Le solde base ordonnancement a augmenté de 49,0% pour s'établir à 229,3 milliards de FCFA en 2014, soit 2,6% du PIB. Dans le même temps, le solde base caisse a enregistré un déficit de 50,6 milliards de FCFA.

**Évolution des soldes**

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	14/13(en %)
Recettes pétrolières	1531,3	1344,0	1034,6	-23,0
Recettes hors pétrole	1073,8	1243,0	1266,0	1,9
Recettes comptes spéciaux	33	34,9	48,6	39,3
<b>Recettes totales</b>	<b>2638,1</b>	<b>2621,9</b>	<b>2349,0</b>	<b>-10,4</b>
Dépenses de fonctionnement	1340,3	1267,5	1260,2	-0,6
Dépenses d'investissement	995,4	925,1	605,8	-34,5
Prêts nets	-77,5	-99,4	11,7	-111,8
Fonds spéciaux (y.c FER)	75,3	223,1	25,3	-88,7
Autres (PIP)	-	-	106,1	-
<b>Solde primaire</b>	<b>304,6</b>	<b>305,6</b>	<b>340,1</b>	<b>11,3</b>
<b>Solde base engagement</b>	<b>217,8</b>	<b>153,9</b>	<b>229,3</b>	<b>49,0</b>
<b>Solde base caisse</b>	<b>196,3</b>	<b>20,1</b>	<b>-50,6</b>	<b>-</b>

Source : DGST

**III.2.2.1 Les recettes budgétaires**

En baisse de 10,4% par rapport à l'année précédente, le budget en recettes s'est établi à 2349,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution est imputable à la contre-performance des recettes pétrolières, en dépit d'une légère amélioration des recettes hors pétrole.

**III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières**

Les recettes pétrolières ont représenté 43,9% du PIB pétrolier pour une valeur de 1034,6 milliards de FCFA en 2014 contre 1344,0 milliards de FCFA en 2013. Elles se sont dégradées de 23,0%, en raison du repli de la production pétrolière et de la baisse du cours du baril de pétrole.

Aussi, les autres recettes pétrolières, les impôts sur les sociétés et la redevance minière proportionnelle ont fléchi respectivement de 47,9%, 20,1% et 19,5%. A contrario, les transferts à la SOGARA ont progressé de 96,6% pour s'établir à 234,6 milliards de FCFA.

### Évolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	2012	2013	2014	14/13
Impôts sur les sociétés	200,8	189,6	151,4	-20,1
Redevance Minière Proportionnelle	478,2	385,9	310,5	-19,5
Autres	708,9	649,2	338,1	-47,9
Transferts SOGARA	143,4	119,3	234,6	96,6
<b>Total des recettes pétrolières</b>	<b>1531,3</b>	<b>1344,0</b>	<b>1034,6</b>	<b>-23,0</b>
En % du PIB pétrolier	52,0	53,2	43,9	
PIB pétrolier (pour mémoire)	2946,7	2526,8	2357,8	

Source : DGST, DGEPEF

#### III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

En 2014, les recettes hors pétrole ont augmenté de 1,9% pour s'établir à 1266,0 milliards de FCFA contre 1243,0 milliards l'année précédente. A l'exception des droits de douane qui ont baissé de 10,2%, les autres composantes des recettes non pétrolières ont progressé.

### Évolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	14/13(en)
Droits de douanes	407,1	401,0	359,9	-10,2
<i>dont DTI</i>	<i>395,1</i>	<i>389,4</i>	<i>346,2</i>	<i>-11,1</i>
Taxes sur les biens et services	184,2	280,4	285,8	1,9
<i>dont TVA</i>	<i>126,4</i>	<i>213,4</i>	<i>216,6</i>	<i>1,5</i>
Impôts directs	310,4	342,5	382,4	11,6
Autres recettes	172,1	219,1	237,9	8,6
<b>Total de recettes hors pétrole</b>	<b>1073,8</b>	<b>1243,0</b>	<b>1266,0</b>	<b>1,9</b>

Source : DGST, DGEPEF

#### III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses publiques hors paiement d'intérêts de la dette ont baissé de 13,3%, du fait de l'exécution d'un montant global de 2 009,1 milliards de FCFA contre 2 316,3 milliards de FCFA en 2013. Cette diminution est essentiellement liée à la contraction des dépenses inhérentes à l'investissement (-34,5%).

### **III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement**

Elles sont composées des dépenses liées aux « traitements et salaires », aux « biens et services » et aux « transferts et subventions ».

En 2014, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1260,2 milliards de FCFA contre 1267,5 milliards de FCFA en 2013, soit un fléchissement de 0,6%. Cette régression est consécutive à la baisse des dépenses liées aux transferts et subventions (-13,8%), nonobstant l'accroissement des dépenses relatives aux biens et services (+11,0%) et aux salaires et traitements (+5,9%).

La poursuite de la baisse des dépenses consacrées aux transferts et interventions est liée à la réduction de la subvention allouée à la SOGARA au titre du soutien des prix des carburants (-38,4%) et au repli des autres transferts et interventions (-3,4%).

La hausse des dépenses liées aux biens et services résulte de l'accroissement des autres dépenses en biens et services (+13,6%). L'augmentation des dépenses inhérentes aux salaires et traitements est due, essentiellement, aux glissements catégoriels et à la poursuite de la régularisation des situations administratives des agents de l'Etat.

### **III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement se sont situées à 605,8 milliards de FCFA contre 925,1 milliards de CFA en 2013, soit une baisse de 34,5%, essentiellement sur le volet financement sur ressources propres. Elles ont été financées à 57,7% sur ressources propres et à 42,3% sur ressources extérieures.

### Évolution des dépenses publiques

En milliards de FCFA	2012	2013	2014	14/13
<b>Fonctionnement</b>	<b>1340,3</b>	<b>1267,5</b>	<b>1260,2</b>	<b>-0,6%</b>
Salaires et traitements	514,6	552,8	585,2	5,9%
Biens et services	327,9	238,8	265,0	11,0%
Transferts et subventions	497,8	475,9	410,0	-13,8%
<b>Investissements</b>	<b>995,4</b>	<b>925,1</b>	<b>605,8</b>	<b>-34,5%</b>
Ressources propres	812,8	654,5	349,6	-46,6%
Finex	182,6	270,6	256,2	-5,3%
Prêts nets (y.c prise de participation et FER)	-39,8	1,2	37,0	-
Fonds spéciaux (y.c PIP)	37,6	122,5	106,1	-13,4%
<b>Total dépenses hors paiement</b>	<b>2333,5</b>	<b>2316,3</b>	<b>2009,1</b>	<b>-13,3%</b>
PIB nominal	8766,5	8690,5	8989,3	
Fonctionnement/PIB nominal	15,3%	14,6%	14,0%	
Investissements/PIB nominal	11,4%	10,6%	6,7%	

Source : DGST, DGEPE

### III.2.3. La dette publique

En 2014, le Gabon a continué d'honorer ses engagements. Le montant consacré au paiement de la dette publique s'est situé à 302,3 milliards de FCFA contre 657,5 milliards de FCFA précédemment, soit une baisse de 54,0%. Cette évolution résulte de la diminution du règlement de la dette extérieure (-57,8%) et de la quasi-stabilité du règlement de la dette intérieure.

La baisse du paiement de la dette extérieure est imputable, essentiellement, à la diminution du règlement de la dette envers le marché financier international (355 milliards de FCFA de moins qu'en 2013). La quasi-stabilité du paiement de la dette publique intérieure, malgré la forte augmentation du règlement de la dette bancaire (+28,4 milliards de FCFA), s'explique par la diminution du paiement des divers intérieurs (-4,4 milliards de FCFA), du moratoire (-10,9 milliards de FCFA) et de la dette envers le marché financier régional (-13,2 milliards de FCFA).

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires est moins importante qu'en 2013. Le paiement de la dette publique a représenté 12,9% des recettes budgétaires en 2014, contre 25,1% l'année précédente.

### Evolution des règlements

(En milliards de FCFA)	2012	2013	2014	Variation (%)
<b>Dettes extérieures</b>	<b>259,1</b>	<b>614,5</b>	<b>259,4</b>	<b>-57,8</b>
Multilatérale	31,3	31,6	33,3	+5,4
Bilatérale	46,4	28,6	36,9	+29,0
Commerciale	144,2	141,9	131,8	-7,1
Marché financier	37,2	412,4	57,4	-86,1
<b>Dettes intérieures</b>	<b>79,5</b>	<b>43,0</b>	<b>42,9</b>	<b>-0,2</b>
Bancaire	30,7	7,8	36,2	-
Divers intérieur	9,9	5,8	1,4	-75,9
Moratoire	23,8	15,1	4,2	-72,2
Marché financier	15,1	14,3	1,1	-92,3
<b>Total Règlement</b>	<b>338,6</b>	<b>657,5</b>	<b>302,3</b>	<b>-54,0</b>

Source : Direction Générale de la Dette

L'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 16,5% en 2014. Ce stock a atteint 2660,4 milliards contre 2283,2 milliards de FCFA en 2013. Cette évolution est imputable à la mobilisation des ressources pour le financement des projets du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Le stock de la dette publique a augmenté du fait de l'accroissement de la dette extérieure (+20,4%). En effet, la dette publique extérieure croît suite au renforcement des engagements nets sur l'ensemble des composantes. Par contre, à l'image de la quasi-totalité de ses composantes, la dette intérieure diminue de 15,5% pour se situer à 206,4 milliards de FCFA, contre 244,2 milliards de FCFA à fin 2013.

Au total, le taux d'endettement, bien qu'en deçà du seuil stratégique retenu par le Gouvernement (35%), a gagné 3,3 points pour s'établir à 29,6%. Cette situation s'explique par la forte progression du stock de la dette publique alors que le PIB nominal n'augmente que de 3,4%.

**Evolution du stock de la dette**

(En milliards de FCFA)	2012	2013	2014	Variation (%)
<b>Dette extérieure</b>	<b>1427,1</b>	<b>2039,0</b>	<b>2454,0</b>	<b>+20,4</b>
Multilatérale	242,0	262,1	350,8	+33,8
Bilatérale	349,0	461,8	573,3	+24,1
Commerciale	402,0	496,4	602,7	+21,4
Marché financier	434,1	818,7	927,2	+13,3
<b>Dette intérieure</b>	<b>57,0</b>	<b>244,2</b>	<b>206,4</b>	<b>-15,5</b>
Bancaire	5,0	76,4	44,5	-41,8
Divers intérieur	16,0	14,5	13,9	-4,1
Moratoire	22,4	83,8	85,4	+1,9
Marché financier	13,6	69,5	62,6	-9,9
<b>Total Encours</b>	<b>1484,1</b>	<b>2283,2</b>	<b>2660,4</b>	<b>+16,5</b>

Source : Direction Générale de la Dette

### III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Au 31 décembre 2014, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur s'est caractérisée par :

- une baisse de la masse monétaire ;
- un raffermissement du crédit intérieur ;
- une dépréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

## Situation monétaire large

Année	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14
	<i>(en milliards de Fcfa)</i>			
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1006,9</b>	<b>1100,6</b>	<b>1420,1</b>	<b>1303,8</b>
Banque centrale	984,0	1064,0	1315,9	1221,6
Banques commerciales	22,9	36,6	104,2	82,2
<b>Avoirs intérieurs nets</b>	<b>935,6</b>	<b>1204,4</b>	<b>1076,0</b>	<b>1073,6</b>
<b>Crédits intérieurs nets</b>	<b>998,1</b>	<b>1227,7</b>	<b>1096,0</b>	<b>1162,8</b>
Créances nettes sur l'Etat	76,1	50,7	-382,9	-228,3
Position Nette du Gouvernement (PNG)	103,3	79,4	-254,2	-203,3
Créances nettes sur les organismes publics	-27,2	-28,7	-128,7	-25,0
Crédits à l'économie	922,0	1177,0	1478,9	1391,1
Autres postes nets	-62,5	-23,3	-20,0	-89,2
<i>Quasi-monnaie</i>	<i>563,4</i>	<i>801,3</i>	<i>739,7</i>	<i>817,4</i>
<b>Monnaie au sens large</b>	<b>1828,3</b>	<b>2107,1</b>	<b>2243,3</b>	<b>2226,2</b>
Ressources extra-monétaires	155,8	221,2	272,8	240,5
Circulation fiduciaire	291,3	293,9	348,1	357,3
Dépôts	1537,0	1813,2	1895,2	1868,9
	<i>(variation en %)</i>			
<b>Monnaie au sens large</b>	<b>30,4%</b>	<b>15,2%</b>	<b>6,5%</b>	<b>-0,8%</b>
Circulation fiduciaire	31,7%	0,9%	18,4%	2,6%
Dépôts	30,2%	18,0%	4,5%	-1,4%
Avoirs extérieurs nets	12,4%	9,3%	29,0%	-8,2%
Avoirs intérieurs nets	51,6%	28,7%	-10,7%	-0,2%
Crédits intérieurs nets	40,9%	23,0%	-10,7%	6,1%
Créances nettes sur l'Etat	26,3%	-33,4%	-	-40,4%
Crédits à l'économie	42,4%	27,7%	25,6%	-5,9%

Source : Beac

## III.3.1 Les ressources du système monétaire

## III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle a légèrement diminué de 0,8% à 2 226,2 milliards de FCFA en décembre 2014, corrélativement à la contraction des avoirs extérieurs nets (-8,2%). Au niveau des disponibilités monétaires, la circulation fiduciaire a progressé (+2,6%), tandis que les dépôts collectés se sont repliés (-1,4%). La quasi-monnaie a augmenté de 10,5% à 817,4 milliards de FCFA, en liaison avec l'amélioration de l'épargne des agents économiques.

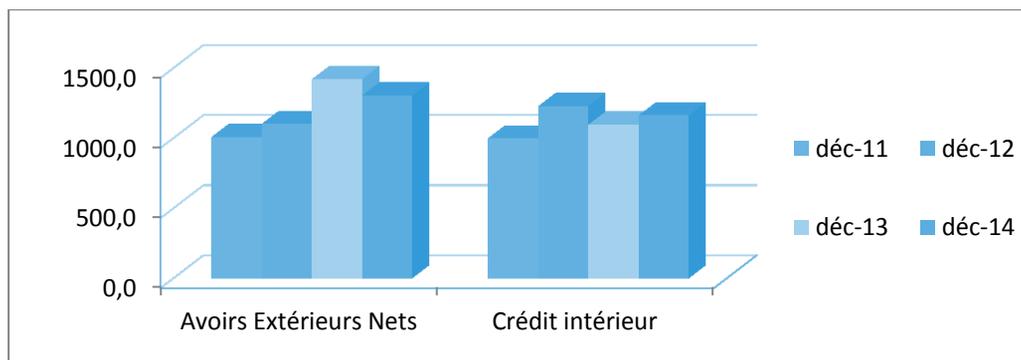
### III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont reculé de 11,8% à 240,5 milliards de FCFA en décembre 2014, suite à la dégradation des Autres Postes Nets. Elles passent de -20 milliards de FCFA en décembre 2013 à -89,2 milliards de FCFA.

### III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont régressé de 2% à 2 466,6 milliards de FCFA en décembre 2014, consécutivement à la dépréciation des réserves de changes (-8,2%).

#### Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards de FCFA)



#### III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire se sont contractés de 8,2% à 1 303,8 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable à la baisse concomitante des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-7,2% à 1 221,6 milliards de FCFA en décembre 2014) et des banques primaires (-21,1% à 82,2 milliards en décembre 2014).

#### III.3.2.2 Le crédit intérieur

A fin décembre 2014, le crédit intérieur s'est consolidé de 6,1% à 1 162,8 milliards de FCFA, suite au raffermissement des créances nettes sur l'Etat. Ces dernières passent de -382,9 milliards de FCFA en décembre 2013 à -228,3 milliards de FCFA.

### Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette créditrice de l'Etat envers le système bancaire s'est établie à -228,3 milliards de FCFA en décembre 2014 contre -382,9 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une augmentation des engagements nets de l'Etat vis-à-vis des banques secondaires. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée (passant de -254,2 milliards de FCFA en décembre 2013 à -203,3 milliards de FCFA en décembre 2014).

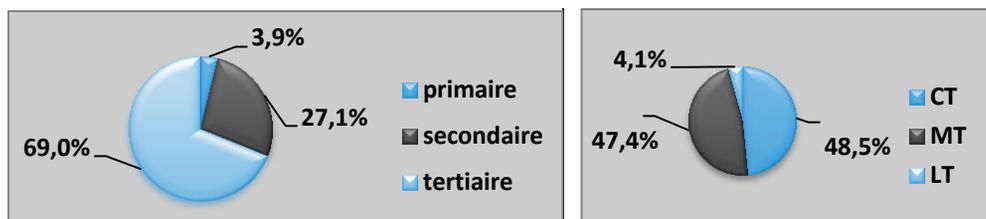
### Les créances sur l'économie

Elles se sont repliées de 5,9% à 1 391,1 milliards de FCFA en décembre 2014, en raison de la baisse des concours octroyés au secteur privé non financier, représentant 91,4% des crédits bancaires.

#### III.3.2.3 Le financement de l'économie

Au 31 décembre 2014, l'encours des crédits à l'économie agrégés par la Centrale des Risques de la BEAC, en hausse de 9,3% s'est établi à 1 610,1 milliards de FCFA.

#### Répartition des crédits bancaires par secteur et par terme



### Le secteur primaire

Les crédits accordés à ce secteur représentent 3,9% de l'ensemble des prêts bancaires en décembre 2014. Ils ont progressé de 7,4% à 62,9 milliards de FCFA en décembre 2014. Cette situation est consécutive à la hausse des prêts octroyés à la sylviculture et l'exploitation forestière, concentrant 62,1% de l'encours sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement établis à 21,5 milliards et 34 milliards de FCFA, soit 34,2% et 54,1% des prêts alloués à ce secteur. Sur le long terme, le secteur a bénéficié de 7,4 milliards de FCFA, représentant 11,7% des concours.

### Le secteur secondaire

Les crédits octroyés au secteur secondaire représentent 27,1% du total des concours bancaires. Ces prêts ont augmenté de 9% à 437 milliards de FCFA en décembre 2014, en raison de la hausse des prêts consentis aux industries de transformation, absorbant 32,1% du financement sectoriel.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement chiffrés à 237,8 milliards et 195 milliards de FCFA, soit 54,4% et 44,6% des crédits octroyés à ce secteur. Sur le long terme, les crédits se sont situés à 4,2 milliards de FCFA, soit 1% du financement sectoriel.

### Le secteur tertiaire

Sur la période de référence, ce secteur a absorbé 69% de l'ensemble des crédits. Ils ont évolué de 9,3% à 1 110,2 milliards de FCFA en décembre 2014, corrélativement à l'augmentation des crédits accordés aux services qui consomment 79,6% de l'encours du secteur.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement situés à 533,7 milliards de FCFA et 542,6 milliards FCFA, soit 48,1% et 48,9%. Sur le long terme, les crédits ont atteint 33,9 milliards de FCFA, soit 3% du total des crédits octroyés au secteur.

## III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements a présenté un solde global déficitaire de 94,3 milliards de FCFA, en forte dégradation par rapport à 2013. Cette évolution s'explique par la détérioration de la balance des transactions courantes.

### III.4.1 La balance des transactions courantes

Initialement chiffré à 1133,5 milliards de FCFA, le solde de la balance des transactions courantes s'est réduit de 38,8% en 2014 à 693,3 milliards de FCFA. Cette variation provient à la fois de la diminution du solde de la balance commerciale et de l'alourdissement du déficit de la balance des services.

#### III.4.1.1 La balance commerciale

L'évolution des échanges du Gabon avec le reste du monde a affiché un excédent commercial de 2 756 milliards de FCFA en 2014 (soit 30,7% du PIB), en baisse

de 14,8% par rapport à 2013. Cette évolution découle de la progression de 5,8% de la valeur des importations, combinée à la diminution de 7,6% des exportations en valeur, notamment celles du pétrole.

### Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2012*	2013*	2014**	var 14/13
Exportations (fob)	5729,9	4959,7	4581,0	-7,6%
Importations (fob)	1634,2	1725,8	1825,1	5,8%
Balance commerciale	4095,7	3233,9	2756,0	-14,8%
Taux de couverture (en %)	350,6	287,4	251,0	

Source : BEAC, données provisoires \* Estimations ; \*\* Projections

### III.4.1.2 La balance des services

Déficitaire en 2013, le solde de la balance des services s'est davantage dégradé en 2014, atteignant -945,1 milliards de FCFA contre -888,3 milliards de FCFA précédemment. Cette situation est attribuable à la détérioration de la quasi-totalité des postes de cette composante.

### III.4.2. La balance des revenus

Sous l'effet d'une diminution de 7% des revenus du capital versés à l'extérieur, le déficit de la balance des revenus s'est allégé de 9,4% par rapport à 2013, pour s'établir à -967,6 milliards de FCFA.

### III.4.3 La balance des capitaux

La balance des capitaux a affiché un solde déficitaire de -338,7 milliards de FCFA contre -348,9 milliards de FCFA en 2013, soit une amélioration de 3%, correspondant à un montant de 10,2 milliards de FCFA. Cette évolution fait suite à la diminution des sorties des capitaux au titre des autres investissements du secteur privé (-752,7 milliards de FCFA en 2014 contre -804,6 milliards précédemment).

### Evolution de la balance globale

<i>En milliards de FCFA</i>	2012*	2013*	2014*	var 14/13
<b>1- Transactions courantes</b>	<b>1 781,10</b>	<b>1133,5</b>	<b>693,3</b>	<b>-38,8%</b>
A- Biens et Services	3 112,20	2 345,60	1 811	-22,8%
a-biens	4 095,70	3 233,90	2 756	-14,8%
b-services	-983,5	-888,3	-945,1	-6,4%
c-revenus	-1 183,70	-1 068,40	-967,6	+9,4%
B- Transferts	-147,3	-148,8	-149,9	-0,7%
<b>2- Mouvements de Capitaux</b>	<b>-875,0</b>	<b>-348,9</b>	<b>-338,6</b>	<b>+3,0%</b>
3- Erreurs et Omissions	-825,9	-537,1	-448,9	+16,4%
<b>Balance globale</b>	<b>80,2</b>	<b>247,5</b>	<b>-94,3</b>	<b>-138,1%</b>

Source : BEAC, données provisoires \* Estimations ; \*\* Projections

## III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

### III.5.1 L'emploi

A fin décembre 2014, les effectifs globaux du secteur privé et de l'administration ont progressé de 4,9% pour se situer à 184 802 agents. Cette variation résulte de la hausse de 5,5% des effectifs du secteur public et de 4,2% des effectifs des sociétés.

#### Evolution des effectifs du secteur moderne

DESIGNATION	2012	2013	2014	14/13	poids en % 2014
<b>Sociétés</b>	<b>66 437</b>	<b>72 717</b>	<b>75 752</b>	<b>4,2%</b>	<b>41%</b>
Parapublique	4920	4951	4976	0,5%	3%
Privées	61 517	67 766	70 776	4,4%	38%
<b>Secteur public</b>	<b>100442</b>	<b>103 399</b>	<b>109 050</b>	<b>5,5%</b>	<b>59%</b>
<b>Fonction publique</b>	<b>79363</b>	<b>81 888</b>	<b>86 555</b>	<b>5,7%</b>	<b>47%</b>
<b>MONP</b>	<b>15436</b>	<b>15115</b>	<b>16276</b>	<b>7,7%</b>	<b>9%</b>
Libreville	4895	5 786	6 222	7,5%	3%
Intérieur	10541	9 329	10 054	7,8%	5%
<b>Collectivités locales</b>	<b>5643</b>	<b>6 396</b>	<b>6 219</b>	<b>-2,8%</b>	<b>3%</b>
<b>Total général</b>	<b>166 879</b>	<b>176 116</b>	<b>184 802</b>	<b>4,9%</b>	<b>100%</b>

Sources : DGB, (\*) estimations DGEFP

### III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

L'emploi du secteur public, qui regroupe la fonction publique, la main d'œuvre non permanente (MONP) et les collectivités, s'est situé à 109 050 agents en 2014 contre 103 399 à fin décembre 2013. Cette hausse provient du relèvement des effectifs de la fonction publique (+5,7%) et de la main d'œuvre non permanente (+7,7%) en dépit de la contraction des effectifs des collectivités locales (-2,8%).

Les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 5,7% à 86 555 agents, suite à la hausse des effectifs dans le secteur de l'éducation (+11,8%), l'administration générale (+12,3%) et l'administration de la santé et des affaires sociales (+7,9%). La hausse des effectifs de la fonction publique a cependant été atténuée par une contraction de 817 agents dans les administrations économiques (-9,7%), essentiellement due au non remplacement numérique des départs à la retraite. Les effectifs des collectivités locales ont reculé de 2,8% en raison principalement du gel des embauches.

#### *Variation des effectifs de la Fonction publique par département*

DESIGNATION	2012	2013	2014	Var 14/13
<b>Fonction publique</b>	<b>79 363</b>	<b>81 888</b>	<b>86 555</b>	<b>5,7%</b>
Pouvoirs publics	22 631	24 570	25 200	2,6%
Adm, Générale	10 759	10 111	11 359	12,3%
Adm, Economiques	7 516	8 437	7 620	-9,7%
Adm, du Développement	4 143	4 062	4 102	1,0%
Adm, des Transports	1 297	1 304	1 317	1,0%
Adm de l'Education	21 804	22 286	24 918	11,8%
Adm, Sociales	11 083	11 046	11 923	7,9%
Autres	130	72	116	61,1%
<b>MONP</b>	<b>15 436</b>	<b>15 115</b>	<b>16 276</b>	<b>7,7%</b>
Libreville	4 895	5 786	6 222	7,5%
Intérieur	10 541	9 329	10 054	7,8%
<b>Collectivités locales</b>	<b>5 643</b>	<b>6 396</b>	<b>6 219</b>	<b>-2,8%</b>
<b>Total</b>	<b>100 442</b>	<b>103 399</b>	<b>109 050</b>	<b>5,5%</b>

Sources : DGB\*estimation DGEPE

### III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

Le secteur privé a employé 75 752 agents, soit une augmentation de 4,2% par rapport à 2013. Cette évolution provient essentiellement de la forte hausse des effectifs dans les branches « Agriculture, élevage, pêche » (+77,8%) suite aux 3 000 emplois créés dans la culture du palmier à huile (OLAM Mouila), les Mines (+24,4%), avec les recrutements effectués par la Comilog et Ressources Gold Gram Gabon, ainsi que les Banques et Assurances (+4,1%).

En revanche, les effectifs dans les BTP (-15,6%) et les autres industries (-3,1%) se sont contractés en 2014. La baisse des effectifs dans le BTP, est liée à la morosité de l'activité économique du secteur. Le recul des effectifs des autres industries a été davantage observé dans la branche matériaux de construction et la seconde transformation qui sont fortement liées aux activités des BTP.

#### *Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité*

DESIGNATION	2012	2013	2014	var 14/13
<b>Parapublique</b>	<b>4 920</b>	<b>4 951</b>	<b>4 976</b>	<b>0,5%</b>
<b>Privées</b>	<b>61 517</b>	<b>67 766</b>	<b>70 776</b>	<b>4,4%</b>
Agriculture	2 209	2 972	5 285	77,8%
Pétrole	4 262	4 304	4 457	3,6%
Mines	1 679	1 810	2 251	24,4%
Bois	7 536	10 263	10 650	3,8%
Industries Agro-alimentaires	3 310	3 472	3 649	5,1%
Autres industries	1 937	1 917	1 857	-3,1%
Eau, électricité et raffinage	2 051	2 056	2 154	4,8%
Bâtiment et travaux publics	5 425	6 715	5 669	-15,6%
Transports et Télécom	11 465	11 484	11 869	3,4%
Services	11 062	12 073	11 780	-2,4%
Commerce	7 844	7 900	8 240	4,3%
Banques et Assurances	2 737	2 800	2 915	4,1%
<b>Total</b>	<b>66 437</b>	<b>72 717</b>	<b>75 752</b>	<b>4,2%</b>

Source : DGEPP

### III.5.2 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne a progressé de 8,3% atteignant 1 937,4 milliards de FCFA en 2014 contre 1 789,5 milliards de FCFA en 2013. Cette situation résulte de l'augmentation significative de la masse salariale du secteur public (+23,7%) et de celle des sociétés (+0,9%). L'augmentation de 11,9% de la

masse salariale du parapublic est liée aux revalorisations salariales notamment dans les transports.

### Evolution de la masse salariale du secteur moderne

Périodes	2012	2013	2014	Var 14/13
<b>Sociétés</b>	<b>1101,9</b>	<b>1212,7</b>	<b>1224,0</b>	<b>0,9%</b>
Privées	967,4	1072	1066	-0,5%
Parapubliques	134,5	141,1	157,9	11,9%
<b>Secteur public</b>	<b>539,9</b>	<b>576,8</b>	<b>713,4</b>	<b>23,7%</b>
Solde permanente	467,9	489,6	518,9	6,0%
M.O.N.P	46,6	63,2	66,3	4,9%
Autres (PIP)			106,1	
Collectivité locales	25,4	24	22,1	-7,9%
<b>Total général</b>	<b>1641,8</b>	<b>1789,5</b>	<b>1937,4</b>	<b>8,3%</b>

Sources : DGEPF, DGB, DGST.

### III.5.2.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale de la Fonction Publique a augmenté de 23,7% à 713,4 milliards de FCFA en 2014. Cette forte progression s'explique à la fois par l'accroissement de la solde permanente, l'instauration de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP), ainsi que la hausse des rémunérations de la main d'œuvre non permanente, atténuée par la baisse de la masse salariale des collectivités locales (-7,9%).

En effet, la solde permanente a augmenté de 6,0% en 2014, pour se situer à 518,9 milliards de FCFA. Cette évolution des traitements et salaires versés aux agents de l'Etat est la résultante des recrutements dans la fonction publique, notamment dans les secteurs de l'éducation et de l'administration générale, de la régularisation des situations administratives et des glissements catégoriels. Il convient de noter que les postes Pouvoirs publics et Education ont représenté respectivement 30% et 29% de la masse salariale de la solde permanente.

Par ailleurs, un montant de 106,1 milliards de FCFA environ a été versé au titre de la PIP, en application de la décision gouvernementale. L'effectivité de cette mesure explique en grande partie l'augmentation significative la masse salariale du secteur public.

La masse salariale de la main d'œuvre non permanente (M.O.N.P) a progressé de 4,9% pour se situer à 66,3 milliards de FCFA. Cette augmentation est liée en grande partie au versement au titre de l'indemnité du service rendu aux agents de cette catégorie admis à la retraite.

En revanche, la masse salariale des collectivités locales a baissé de 7,9% pour s'établir à 22,1 milliards de FCFA en 2014. Ces variations s'expliquent essentiellement par la diminution des effectifs.

### III.5.2.2 La masse salariale des sociétés

Au terme de l'année 2014, la masse salariale versée aux employés du secteur privé a légèrement baissé de 0,5%, passant de 1071,6 milliards de FCFA à 1066,1 milliards de FCFA. Cette évolution découle de la contraction de la masse salariale dans les secteurs Bâtiments Travaux Publics (-15,9%), Autres Industries (-8,7%) et Eau- Electricité-Raffinage (-5,4%), consécutive à la conjoncture économique peu favorable.

Par contre, la masse salariale des autres branches de l'économie ont évolué positivement grâce à la bonne tenue de leurs activités. Il s'agit notamment de l'agriculture (+18%), des mines (+4,0%), de l'industrie du bois (+2,2%), des transports et télécommunications (+1,5%), des services (+0,7%), des banques et Assurances (+0,6%), du commerce (+0,5%).

#### *Evolution de la masse salariale du privé par secteur d'activité*

En milliards de FCFA	2013	2014	Var 14/13
Agriculture	25,0	29,5	18,0%
Pétrole recherche service pétrolier	143,3	145,0	1,2%
Mines	67,4	70,1	4,0%
Bois	37,2	38,0	2,2%
Industrie agro-alimentaire	47,8	47,2	-1,2%
Autres industries	26,9	24,6	-8,7%
Eau - électricité - raffinage	77,3	73,1	-5,4%
bâtiments travaux publics	86,7	72,9	-15,9%
Transport et télécommunication	241,5	245,1	1,5%
Service	177,8	179,1	0,7%
Commerce	78,3	78,7	0,5%
Banques et Assurance	62,4	62,8	0,6%
<b>Total</b>	<b>1071,6</b>	<b>1066,1</b>	<b>-0,5%</b>

Sources : DGEPP\*Estimation

### III.5.3 Les prix

L'année 2014 a été marquée par un regain de tensions inflationnistes. Ainsi, le taux d'inflation, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation

## Tableau de bord de l'économie

(IHPC), s'est établi à 4,7% en 2014 contre 0,5% en 2013. Cette hausse du niveau général des prix résulte essentiellement des évolutions des prix sur les postes à forte pondération. Ainsi, la hausse des prix des produits alimentaires de grande consommation a été importante (+2,6%).

Outre les produits alimentaires, les prix ont augmenté au niveau des fonctions suivantes: « Meubles, articles de ménage et entretien » (+11,5%), « Articles d'habillement et chaussures » (+9,8%), « Logements, eau, gaz, électricité » (+7,0%), « Transports » (+4,8%), « Loisirs et cultures » (+4,6%), « Restaurants et hôtels » (+3,6%) et « Communications » (+2,3%).

La baisse des prix des Boissons alcoolisées et tabacs (-1,7%) et de la Santé (-2,9%) n'a pas compensé la hausse des prix dans les autres fonctions. Par conséquent, l'évolution des prix à la consommation est au-dessus de la norme communautaire de la CEMAC ( $\leq 3\%$ ) en 2014.

### Evolution des Prix à la Consommation des Ménages

Regroupement	Pondération	Annuelle				Moyenne Annuelle en %			Glissement (%)
		2011	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10000</b>	<b>118,3</b>	<b>121,5</b>	<b>122,1</b>	<b>127,8</b>	<b>2,7%</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,7%</b>	<b>3,7</b>
<b>Produits alimentaires et boissons non alcool..</b>	<b>3291</b>	<b>125,5</b>	<b>132,6</b>	<b>132,1</b>	<b>135,5</b>	<b>5,7%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,2</b>
Pains et céréales	673	124,5	122,8	123,5	124,8	-1,4%	0,6%	1,0%	0,6
Viandes	720	121,8	129,6	123,0	129,4	6,4%	-5,1%	5,2%	5,2
Poissons et fruits de mer	446	148,9	166,2	158,9	179,0	11,6%	-4,4%	12,7%	22,1
Lait, fromage et œufs	243	116,2	117,7	119,1	122,0	1,3%	1,1%	2,4%	8,4
Huiles et graisses	183	111,9	134,9	133,5	129,5	20,6%	-1,1%	-3,0%	-7,2
Légumes et tubercules	534	130,3	140,3	148,6	147,3	7,7%	5,9%	-0,8%	-9,2
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>185</b>	<b>116,0</b>	<b>116,3</b>	<b>119,7</b>	<b>117,7</b>	<b>0,3%</b>	<b>2,9%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-8,5</b>
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>794</b>	<b>101,1</b>	<b>103,8</b>	<b>105,4</b>	<b>115,7</b>	<b>2,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>9,8%</b>	<b>19,6</b>
<b>Logement, eau, gaz, électricité....</b>	<b>2053</b>	<b>127,5</b>	<b>128,1</b>	<b>131,0</b>	<b>140,2</b>	<b>0,5%</b>	<b>2,2%</b>	<b>7,0%</b>	<b>-2,8</b>
<b>Meubles, articles de ménages, entretien...</b>	<b>561</b>	<b>101,0</b>	<b>101,5</b>	<b>106,2</b>	<b>118,4</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,6%</b>	<b>11,5%</b>	<b>3,1</b>
<b>Santé</b>	<b>357</b>	<b>121,1</b>	<b>121,0</b>	<b>122,4</b>	<b>118,9</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-12,4</b>
<b>Transports</b>	<b>990</b>	<b>117,0</b>	<b>122,6</b>	<b>121,2</b>	<b>127,0</b>	<b>4,8%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>4,8%</b>	<b>1,5</b>
<b>Communications</b>	<b>355</b>	<b>116,9</b>	<b>112,4</b>	<b>101,1</b>	<b>102,9</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-10,0%</b>	<b>1,8%</b>	<b>10,7</b>
<b>Loisirs et cultures</b>	<b>503</b>	<b>99,5</b>	<b>101,5</b>	<b>102,4</b>	<b>107,1</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,6%</b>	<b>7,4</b>
<b>Enseignement</b>	<b>170</b>	<b>102,8</b>	<b>96,5</b>	<b>105,9</b>	<b>106,1</b>	<b>-6,2%</b>	<b>9,8%</b>	<b>0,2%</b>	<b>-8,3</b>
<b>Restaurants et hôtels</b>	<b>466</b>	<b>115,8</b>	<b>119,4</b>	<b>120,3</b>	<b>124,6</b>	<b>3,1%</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,3</b>
<b>Biens et services divers</b>	<b>275</b>	<b>102,3</b>	<b>97,6</b>	<b>97,7</b>	<b>99,4</b>	<b>-4,7%</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,1</b>

Source : DGEFP

QUATRIEME PARTIE

LA POLITIQUE  
ECONOMIQUE DU  
GOUVERNEMENT  
EN 2014



## QUATRIEME PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2014

Les priorités de la politique économique et sociale du gouvernement, en 2014, ont porté sur la poursuite de la diversification des secteurs de production, dans le domaine du Gabon Vert, du Gabon Industriel et du Gabon des Services ; tout en dotant le pays d'infrastructures modernes et compétitives (routes, ports et aéroports,...).

Le Gouvernement a également initié des mesures en vue d'améliorer le climat des affaires ainsi que la mise en œuvre d'une stratégie d'investissement humain dénommée le Pacte social.

Toutefois, afin de garantir la stabilité macro-économique, le Gouvernement s'est engagé à mettre un accent particulier sur l'optimisation de la gestion des finances publiques.

### IV.1 La politique budgétaire

Malgré le repli des ressources résultant de la baisse du prix du baril de pétrole et des contreperformances enregistrées dans la collecte des recettes fiscales, le projet de Loi de Finances rectificative 2014 a mis en exergue la volonté du gouvernement de poursuivre les grands projets d'investissement, conformément au Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI), et de répondre aux besoins socio-économiques des populations.

A cet effet, le budget rectifié a priorisé les actions portant sur:

- la mise en œuvre du Pacte social ;
- l'ensemble des mesures destinées à rationaliser les dépenses publiques (la réduction des subventions accordées aux produits pétroliers) ;
- la mobilisation des recettes fiscales.

### IV.1.1 Recettes

Le Gouvernement a maintenu la stratégie d'optimisation des recettes à travers la mise en œuvre de mesures visant à accroître la performance des services et améliorer la collecte des ressources fiscales. Cette stratégie a intégré l'optimisation de la fiscalité de porte (recettes douanières) et l'amélioration de la fiscalité intérieure et des recettes non fiscales.

### IV.1.2 Dépenses

Dans sa recherche de l'efficacité et la maîtrise de la dépense, les efforts du Gouvernement ont porté sur la réduction des subventions accordées aux produits pétroliers (libéralisation des importations, élimination totale de subventions aux industriels, organisation du circuit de commercialisation...), la maîtrise de la masse salariale, avec l'introduction de réformes du mode de rémunération, la suppression de fonds communs et l'introduction de la prime d'incitation à la performance.

Une attention particulière a été mise sur l'application stricte de la mesure de la limite d'âge de départ en retraite. Parallèlement, la modernisation du système de rémunération et la régularisation du rythme de recrutement de la fonction publique ont été mises en chantier.

Une campagne d'assainissement des finances publiques au début de l'année aura permis au Gouvernement d'effectuer d'importantes économies. En outre, l'identification des postes induisant des coûts superflus a été effectuée et couplée à une gestion drastique.

### IV.1.3 Nouvelles sources de financement

Le gouvernement a maintenu sa stratégie de diversification des modes de financement. Il a ainsi pu émettre 320 milliards de FCFA d'emprunt obligataire sur les marchés financiers internationaux.

En vue de soutenir la politique du gouvernement, la Banque Mondiale a accordé un prêt de 18 millions de dollars (près de 9 milliards de FCFA). Ce prêt a été contracté pour améliorer l'environnement de l'entrepreneuriat.

## IV.2 Les politiques sectorielles

La politique de diversification de l'économie nécessite qu'une attention particulière soit portée sur les secteurs préalablement identifiés comme étant porteurs de croissance, ayant un impact significatif sur le développement économique et social. En vue d'accompagner ce processus, des mesures visant l'amélioration de l'environnement des affaires ont été préconisées.

### Développement du secteur productif

#### *Agriculture-Elevage-Pêche*

La relance des activités s'est basée sur la modernisation des exploitations, la construction de fermes agropastorales visant à couvrir les besoins du marché national, le développement de l'industrie de transformation des produits de la mer, grâce notamment au partenariat signé avec le conglomérat mauricien Ireland Blyth Ltd (IBL).

Plusieurs projets ont ainsi été financés. Il s'agit notamment de la mise en place d'un instrument de gestion de l'information et de la statistique de la sous-région. Géré par la Commission Régionale des Pêches du Golf de Guinée (COREP), ce dispositif permettra:

- d'augmenter l'efficacité des politiques prises dans ce secteur ;
- de bénéficier d'un appui au développement technique des enquêtes basées sur le sondage dans le secteur pêche ;
- de développer des systèmes d'information sur la pêche nationale et sous-régionale ;
- d'améliorer le système d'information sur les ressources halieutiques dans le Golf de Guinée.

Enfin, pour accroître la production et les rendements de la filière des fruits et légumes et améliorer la sécurité alimentaire, une convention d'accompagnement des activités agricoles de maraîchage et d'horticulture en zone urbaine et périurbaine (où réside 80% de la population gabonaise) a été signée entre le Gabon et la FAO et financée à hauteur de 4 millions de dollars US.

### ***Forêt***

Quatre ans après l'interdiction d'exportation de grumes, le processus d'industrialisation de la filière s'est accéléré. Ainsi, pour répondre aux défis de la gestion durable des ressources naturelles et de l'industrialisation, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre des solutions visant la valorisation des compétences à travers :

- la mise en place, au sein de l'*Ecole Nationale des Eaux et Forêts* (ENEF), d'un Master en sciences et techniques du bois en vue d'une professionnalisation de l'offre de formation en matière de science et technologie du bois ;
- la poursuite de la construction de l'*Ecole des Métiers du Bois de Booué*, dont la réalisation est effective à plus de 75%.

### ***Mines et Pétrole***

En 2014, le Gouvernement a continué à promouvoir la richesse de son sous-sol. Suite à plusieurs découvertes faites dans certaines provinces, de nouveaux permis d'exploration ont été attribués, notamment dans la Ngounié et à Pongara.

Le gouvernement s'est donné les moyens pour améliorer l'estimation des ressources pétrolières. Ainsi, le Ministère du pétrole et des hydrocarbures a signé en septembre 2014, un accord d'exclusivité avec le groupe de services para-pétroliers CCG. Cet accord consiste en l'acquisition et au traitement de 35 000 km<sup>2</sup> de données 3D BroadSeisTM sur les derniers blocs en eaux profondes disponibles et attribués au large du Gabon, ainsi que sur 9 900km de données 2D en eaux profondes.

L'objectif du nouveau programme consiste à imager la géologie pré-salifère du Gabon grâce à l'enregistrement sismique 3D basse fréquence avec BroadSeis et permettre aux compagnies pétrolières de réduire le risque d'exploration associé à ce nouveau bassin très prometteur.

Par ailleurs, pour améliorer le fonctionnement de ce secteur, un nouveau code des hydrocarbures a été adopté. Celui-ci change l'environnement du secteur pétrolier à plusieurs niveaux en poursuivant les objectifs suivants:

- garantir la souveraineté de l'Etat sur les activités pétrolières ;
- faciliter la négociation des contrats pétroliers avec les potentiels opérateurs soumissionnaires ;
- harmoniser les contrats et titres pétroliers avec les procédures administratives ;

- optimiser les revenus de l'Etat ;
- tenir compte de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises pétrolières.

### ***Energie et Eau***

Les enjeux actuels en matière d'énergie et d'eau sont liés:

- à l'insuffisance de la production électrique face à une demande sans cesse croissante ;
- à la vétusté du réseau de transport, de raccordements et de distribution de l'eau comme de l'électricité ;
- et aux défaillances dans la gestion et le suivi de l'exploitation des ouvrages.

Dans ce contexte, l'objectif du gouvernement est de porter sa production électrique à plus de 1200 mégawatts à l'horizon 2020, en vue de résorber ce déficit de l'offre énergétique. Ainsi, le barrage de Grand Poubara a été réalisé dans la province du Haut-Ogooué, pour un coût d'environ 200 milliards de FCFA. La production énergétique de ce barrage est effective et alimente le C2M de COMILOG. De même, les travaux de construction de la centrale thermique à gaz de Port-Gentil ont été finalisés.

En matière de production et de distribution de l'eau potable, les autorités, en collaboration avec la SEEG, ont initié une nouvelle phase de travaux pour l'augmentation de la capacité de production et de transport. Ainsi, les quantités distribuées ont été portées à 205 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour contre 170 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour l'année précédente.

### ***Gaz***

Le Gabon a commencé à tirer profit de son potentiel gazier à travers l'alimentation de centrales électriques. C'est dans ce cadre, que s'inscrit la construction de centrales thermiques de Libreville, de Gamba et de Port-Gentil alimentées par le gaz.

### **Développement du secteur privé**

En vue d'optimiser la diversification économique prônée par le gouvernement, les actions suivantes ont été menées:

- l'élaboration et l'adoption d'une loi visant à favoriser les investissements porteurs de croissance. Cette loi crée un cadre propice qui permettra au secteur privé d'accompagner le Gouvernement dans les investissements structurants;
- l'amélioration de la gestion des espaces permettant de circonscrire les terrains à occuper et de faciliter les investissements dans les domaines agricole et immobilier;
- la facilitation de l'accès des PME/PMI aux financements à travers la mise en place d'un «projet incubateur des jeunes entreprises».

Cette politique d'amélioration du climat des affaires s'est matérialisée par des programmes divers à l'instar du Programme d'Appui au Commerce (PROGACOM), financé par le Fonds Européen de Développement. Les deux composantes du PROGACOM visent à améliorer le cadre national des affaires, en cohérence avec les engagements commerciaux internationaux, multilatéraux et régionaux du Gabon, dans un souci de renforcer le dialogue public/privé, d'une part. Elles visent, d'autre part, l'accroissement de la compétitivité des entreprises du Gabon, en contribuant à professionnaliser et à restructurer les organisations intermédiaires adaptées et pertinentes. Enfin, une étude sur le Code du commerce et l'élaboration d'un « Guide de l'investisseur, de l'exportateur et d'appui aux PME » a été initiée.

### **Infrastructures**

En matière d'infrastructures, les actions ont été orientées vers la poursuite des travaux de construction des infrastructures de soutien à la production, dans le cadre de l'exécution du Plan Directeur National des Infrastructures (PDNI). Il s'est agi notamment des infrastructures de transports, de télécommunication, énergétiques et de l'assainissement des villes.

#### ***Le réseau routier***

- **Le pont sur la Banio** (Nyanga), mis en service le 20 juin 2014, constitue une étape essentielle dans la mise en œuvre d'un complexe industrialo-portuaire qui comprendra également une route bitumée Tchibanga-Mayumba, une voie ferrée et un port en eau profonde. Ces infrastructures permettront non seulement le désenclavement du Sud du Gabon, mais surtout l'exploitation des ressources

minières de la province de la Nyanga, avec des retombées économiques importantes sur l'ensemble de la région ;

- **L'axe Ntoun-kango** : les travaux du linéaire allant du pont sur la rivière Agoula à celui sur le Komo, dans le département du Komo-Kango, sont achevés ;

- **Le tronçon Ndjolé-Médoumane** qui doit permettre de rallier cinq (5) provinces (Moyen-Ogooué, Ogooué-Lolo, Haut-Ogooué, Ogooué-Ivindo et Woleu-Ntem) est en cours d'achèvement ;

- **Le tronçon Lalara-Koumameyong-Ovana** été achevé en 2014.

### *Les infrastructures numériques*

En matière de télécommunications, les actions entreprises ont concerné la poursuite du déploiement des infrastructures numériques (backbone fibre optique, Réseau de l'Administration Gabonaise, Dorsal Télécom, etc.) sur l'ensemble du territoire afin de démocratiser l'accès aux services de l'Internet, baisser les coûts de communication et numériser les grands registres de l'Etat (documents d'identité, patrimoine géo référencé, registre du commerce et du crédit mobilier, etc.).

### *Le réseau ferroviaire*

La Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) a lancé les travaux de réhabilitation de la voie ferrée dans le sens Owendo-Franceville. Ces travaux sont intervenus à la suite de mouvements d'instabilité observés sur un tronçon évalué à 5 kilomètres.

## **IV.3 La politique sociale**

Avec la prise en compte du Pacte social, le Gouvernement s'est attelé à renforcer les actions multisectorielles en faveur des populations vulnérables. L'aide ainsi consentie a été déployée à travers les volets suivants :

- filet de protection économique et transferts solidaires (Fonds National d'Aide Sociale, Observatoire National de Protection des droits de la famille, Enquête enfants sans actes de naissances) ;
- portefeuille de projets à Activités Génératrices de Revenus (AGR) par la relance de la filière café-cacao, le projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (PRODIAG/IGAD) ;
- accès aux services sociaux de base ;

- Infrastructures d'intégration économiques et sociales portant sur les Voiries et Réseaux Divers (VRD) des lotissements des capitales départementales.

### Santé

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS), instrument principal du système social national, a poursuivi l'élargissement de sa couverture aux assurés du secteur privé. Actuellement, plusieurs projets sont réalisés ou en cours de réalisation, notamment l'enregistrement des salariés du secteur privé, la distribution des allocations familiales et la prise en charge des personnes atteintes de pathologies graves.

#### - *-l'enregistrement des salariés du secteur privé*

Sur les 789 308 assurés et ayant droits inscrits au fichier, 490 706 sont classées dans la catégorie des gabonais économiquement faibles (GEF). Ce mécanisme permet de couvrir 191 511 personnes relevant du secteur public et 107 091 rattachées aux secteurs privé et parapublic.

#### - *la distribution des allocations familiales*

Depuis août 2014, 171 599 enfants des gabonais économiquement faibles ont perçu leurs allocations familiales, qui sont passées de 4000 à 5000 FCFA/mois et par enfant, conformément aux recommandations faites par le président Ali BONGO ONDIMBA, lors des assises sociales.

#### - *la prise en charge des personnes atteintes de pathologies graves*

Un partenariat a été établi entre la CNAMGS et l'institut de cancérologie d'Agondjé, pour une prise en charge totale des personnes atteintes du cancer.

En outre, depuis octobre 2014, une révision de la liste des médicaments pris en charge par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) a été initiée. Cette révision est la matérialisation d'un volet du Plan stratégique Gabon Emergent (PSGE) visant à améliorer la couverture sanitaire des populations et à renforcer leur espérance de vie.

## IV.4 La politique monétaire

La politique monétaire menée par la BEAC a été marquée par la baisse du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), la reconduction de l'objectif de

refinancement, la stabilité des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

### **L'action sur la liquidité bancaire**

La situation du marché interbancaire est caractérisée par un excès de liquidité depuis plusieurs années. Ainsi, l'Institut d'Emission a maintenu l'objectif de refinancement de 2 milliards de FCFA.

### **La politique des taux d'intérêt**

Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 3,25% ;
- Taux des Prises en Pension : 5,75% ;
- Taux Crédeur Minimum : 3,25% ;

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0,60% ;
- Placements à 28 jours : 0,60%+1/16 de point ;
- Placements à 84 jours : 0,60%+2/16 de point ;

### **La politique des réserves obligatoires**

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.



**CINQUIEME PARTIE**

**LES PERSPECTIVES  
2015-2016**



## CINQUIEME PARTIE : LES PERSPECTIVES 2015-2016

### V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2015 et 2016

L'économie mondiale se consoliderait en 2015, dans un environnement marqué par la poursuite de conflits géopolitiques, des politiques monétaires accommodantes et la baisse prolongée des cours de certaines matières premières (notamment le pétrole), entraînant ainsi une réduction des tensions inflationnistes dans les pays avancés et une amélioration des perspectives économiques. Le PIB mondial se situerait à 3,5% en 2015 et 3,8% en 2016 contre 3,4% en 2014.

La croissance dans les pays émergents et en développement, quoiqu'en léger fléchissement resterait vigoureuse. Dans cette région, la Chine demeurerait la principale locomotive, en dépit de l'apparition de quelques signes d'essoufflement.

#### V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

En 2015, les perspectives économiques des principaux pays avancés indiquent un raffermissement de l'activité avec un taux de croissance estimé à 2,4%.

En effet, aux Etats-Unis, la croissance s'établirait à 3,1% contre 2,4% en 2014. Cette évolution serait induite par la vigueur de la demande intérieure, suite à la baisse des cours du baril de pétrole et la consolidation du marché de l'emploi.

Au Japon, quoiqu'en augmentation, la croissance de l'activité économique serait faible (+1,0% contre -0,1% en 2014), malgré la bonne orientation de la demande intérieure et le soutien des exportations.

Avec une croissance du PIB de 1,5% par rapport à 2014 (+0,9%), les économies des pays de la zone euro bénéficieraient du repli des prix de l'énergie, de l'assouplissement de la politique monétaire et de l'amélioration de la consommation des ménages. Par pays, la croissance serait de 1,6% en Allemagne, de 1,2% en France et de 2,5% en Espagne. En Italie, l'économie sortirait enfin de la récession avec une croissance de 0,5%. Hors zone euro, le Royaume-Uni afficherait un taux de croissance de 2,7% en 2015, confirmant ainsi la bonne santé de son économie.

### V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

L'expansion dans les pays émergents resterait solide avec un taux de croissance à 4,3% en 2015. Ainsi, dans les pays émergents et en développement d'Asie, la croissance économique, malgré un léger repli, resterait soutenue à 6,6% contre 6,8% en 2014. L'économie Chinoise ralentirait avec une croissance de 6,8% en 2015 contre 7,4% en 2014. En Inde, le Produit Intérieur Brut progresserait de 7,5% contre 7,2% un an plus tôt.

La situation économique globale dans les pays en transition d'Europe de l'Est resterait défavorable, en relation avec le conflit en Ukraine et la baisse des prix du baril de pétrole. Ainsi, le PIB fléchirait à -2,6% sur la période. Dans ce contexte, confrontée à des sanctions économiques, la Russie verrait son PIB chuter à -3,8%.

Les économies de l'Amérique latine connaîtraient une faible croissance en 2015, malgré une amélioration du volume de marchandise échangé. L'expansion économique resterait faible à 0,9% contre 1,3% en 2014, en liaison avec la détérioration des exportations, la baisse des investissements et la faiblesse des infrastructures. Dans ce contexte, le Brésil et le Mexique afficheraient des taux de croissance respectifs de -1% et 3%.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les perspectives économiques indiquent une croissance globale de 2,9% en 2015. Parallèlement, le PIB de l'Afrique subsaharienne décélérerait à 4,5%. Au Nigéria et en Afrique du sud, la croissance s'établirait à 4,8% et 2,1% respectivement.

Dans la zone CEMAC, la croissance se situerait à 5% en 2015 en dessous des premières estimations. Cette contraction découlerait principalement de la baisse des cours des principales matières premières. La richesse (PIB) ainsi créée se répartirait comme suit : 6,3% au Cameroun ; 11,5% en République du Congo ; 15,8% en République Centrafricaine ; 4,8% au Gabon ; -10,6% en Guinée-Équatoriale et 10,6% au Tchad.

### V.1.4 L'évolution des produits de base

Les prix des matières premières enregistreraient une nouvelle baisse en 2015, après une année morose en 2014. Cette évolution proviendrait de la baisse de la demande en provenance de certains pays, notamment la Chine.

➤ **Le Pétrole**

En 2015, le baril de pétrole brut devrait rester à un niveau très bas par rapport à la moyenne des trois dernières années. En moyenne annuelle, il s'échangerait autour de 56 dollars pour le Brent, en raison de la surabondance de l'offre, malgré un léger accroissement de la demande. Deux facteurs importants expliquent le niveau d'offre : la mise sur le marché de pétrole de schiste américain et le refus de l'OPEP de limiter sa production.

➤ **Les oléagineux**

Malgré les craintes d'une baisse de la production en Indonésie et en Malaisie, à la suite des inondations et des nouvelles pluies, la production mondiale d'huile de palme pour 2015 devrait progresser de plus de 10%, exerçant de ce fait une pression sur les cours de l'huile de palme. Ceux-ci se situeraient en moyenne à 700 dollars la tonne contre 821 dollars en 2014.

➤ **Le caoutchouc**

Pour la saison 2014/2015, les stocks de caoutchouc diminueraient légèrement sous l'effet d'une baisse de la production en Thaïlande et en Malaisie, en raison des inondations enregistrées en fin d'année 2014 dans certaines régions. Dans un contexte de hausse de la demande (+1,8%), les cours s'amélioreraient de 1% en 2015 pour atteindre 89,7 cents la livre.

➤ **Le café**

Selon les estimations de l'Organisation Internationale du Café (ICO), le marché mondial du café enregistrerait un déficit d'offre, à cause principalement des conséquences de la sécheresse au Brésil. La récolte pourrait se situer à 48 millions de sacs de 60 kilos et le prix de l'arabica progresserait de 40% en 2015.

➤ **Le cacao**

Les bonnes perspectives de récolte en Afrique de l'Ouest entraîneraient la baisse des cours du cacao en 2015 pour se situer à 2 947 dollars la tonne contre 3 062,8 dollars en 2014. En effet, la production mondiale, prévue à 4,162 millions de tonnes, serait en hausse de 5,9% par rapport à la saison dernière. Le marché passerait ainsi d'un déficit d'offre à un léger excédent.

### ➤ Le sucre

Le marché du sucre pâtirait d'une surabondance de l'offre mondiale qui continuerait à luster les prix en 2015. Ainsi, le cours moyen du sucre devrait être de 14,8 cents la livre à New York, soit une baisse de 13,5% par rapport à 2014.

### ➤ L'or

En 2015, il est prévu une troisième année consécutive de chute des cours du métal jaune. Ainsi, l'once d'or s'échangerait à 1 240 dollars après avoir atteint 1 266 dollars US en 2014, soit un repli de 2,1%. La demande indienne et chinoise, moteurs traditionnels des cours, devrait rester atone.

## V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

### V.2.1 L'activité sectorielle

#### V.2.1.1 Le pétrole

En 2015, la production nationale du pétrole brut devrait se situer à 10,01 millions de tonnes contre 10,98 millions de tonnes en 2014, soit une baisse de 8,8%. Ce recul serait principalement dû au déclin naturel des champs matures, à la grève des membres de l'ONEP observée en début d'année, ainsi qu'à l'obsolescence des installations et des équipements de production. Cependant, les efforts entrepris par les opérateurs pour améliorer les rendements des puits permettraient d'atténuer ce déclin naturel.

#### V.2.1.2 Les mines

Le secteur minier serait marqué par la consolidation de l'activité de la Comilog, confortée par l'entrée en production de son complexe métallurgique (C2M), la montée en puissance du gisement de Ndjolé et la mise en exploitation du gisement de Franceville par Gabon Mining. Ainsi, la production nationale de manganèse se situerait à 4,2 millions de tonnes, soit une hausse de 8,7% par rapport à 2014. Cette bonne performance résulterait du redressement des prix du manganèse, dans un contexte favorable du marché sidérurgique. Dans le même temps, la production de l'or se stabiliserait autour de 1200 kilogrammes.

### V.2.1.3 La filière bois

L'activité des industries de transformation se consoliderait en 2015, en raison du renforcement du tissu industriel, de la montée en puissance de nouvelles unités et d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes. Ainsi, la production des industries progresserait de 15%.

### V.2.1.4 Les cultures de rente

En 2015, la filière de la cacao-culture et la caféiculture devrait connaître une amélioration de leur activité, imputable au meilleur encadrement des planteurs et à la fourniture des pépinières et des engrais chimiques, suite à l'augmentation de la subvention allouée à la Caistab. A cet effet, il est prévu des volumes d'achats de cacao et de café respectivement de 197 et 275 tonnes.

### V.2.1.5 Les Agro-industries

En 2015, les industries agroalimentaires enregistreraient des résultats globalement satisfaisants, notamment dans la brasserie dont le chiffre d'affaires s'établirait à 165 milliards de FCFA, de l'eau minérale, et de la farine (74 000 tonnes). Ces performances seraient consécutives à l'augmentation des capacités de production. Cependant, la transformation des huiles en oléine et corps gras, l'usinage des produits laitiers et des cigarettes connaîtraient un tassement de leur activité.

### V.2.1.6 Les autres industries

Les autres industries de transformation amélioreraient leurs performances, suite à la reprise des actifs de Cimgabon par Cimaf et à l'installation de nouveaux complexes industriels, notamment dans la chaudronnerie. Ainsi, confortée par la demande croissante de ciment en liaison avec la poursuite des chantiers de construction des logements socio-économiques, la production de ciment devrait atteindre 550 000 tonnes en 2015.

De même, il est prévu une production de 36 000 tonnes de fer à béton en 2015 contre 1 986 tonnes produites durant les quatre mois d'activité de l'usine en 2014, ainsi que le recyclage de 1 700 tonnes de métaux.

### V.2.1.7 Le raffinage

En 2015, la grève de l'ONEP enregistrée en début d'année et les difficultés financières de la SOGARA conduiraient à un repli de 2% du brut traité à 820 000 tonnes métriques. En conséquence, le pays importerait des produits pétroliers raffinés afin de combler le déficit du marché.

### V.2.1.8 L'énergie

L'activité du secteur de l'énergie se raffermirait en 2015, à la faveur du renforcement de l'outil de production de la SEEG, conjugué à la production additionnelle de la centrale thermique d'Alénakiri et la mise en exploitation du Grand Poubara. Dans ce contexte, la branche enregistrerait une production nette de 2 323 GWh, soit une progression de 7% par rapport à 2014.

Dans le même temps, la production d'eau progresserait de 12%, atteignant 110,5 millions de m<sup>3</sup>. Cette performance serait liée à l'achèvement des travaux de l'usine de Ntoun 7, ainsi qu'à l'amélioration de la desserte avec la mise en service de la nouvelle conduite entre Ntoun et Libreville.

### V.2.1.9 Les BTP

L'activité du secteur du BTP se renforcerait en 2015, après le tassement observé l'année précédente, en raison de l'accélération de certains travaux dans le cadre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI), de la réhabilitation des ports, ainsi que de la construction des logements à travers le pays. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur pourrait croître d'environ 5%.

### V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

Les indicateurs du secteur des transports et auxiliaires de transport seraient bien orientés en 2015, favorisés par la bonne conjoncture dans les mines et les industries du bois. A cet effet, le volume global de marchandises acheminées par voies ferroviaire et maritime (Owendo et Port-Gentil) progresseraient de 7,5% pour se situer à 7,8 millions de tonnes en 2015.

### V.2.1.11 Les télécommunications

La branche des télécommunications afficherait des résultats positifs en 2015. Cette évolution serait soutenue par l'introduction de services à forte valeur dans la téléphonie mobile et l'augmentation du nombre d'abonnés à l'internet, en liaison avec le déploiement de la fibre optique et l'attribution des licences 3 G/4 G.

### V.2.1.12 Le commerce

Le secteur commerce enregistrerait une amélioration de son chiffre d'affaires de 4% à 1 295 milliards de FCFA, en raison de la bonne tenue de l'activité dans certaines de ses branches, notamment le commerce général structuré.

### V.2.1.13 L'hôtellerie

L'activité du secteur de l'hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs se raffermirait en 2015, sous l'effet conjugué de la livraison partielle du chantier Okoumé Palace (PARK INN), des travaux de réhabilitation de Wali Rê-Ndama et du développement de la restauration collective.

### V.2.1.14 Les autres services

En 2015, l'activité des autres services devrait croître de 4,5%, sous l'impulsion des résultats des maisons de jeux, des cabinets médicaux, des pompes funèbres et des bureaux d'études et d'expertises, ainsi que de la fermeté des prestations locatives.

## V.2.2 Le secteur financier

L'activité du secteur poursuivrait son expansion, en raison de l'élargissement de l'offre de service, notamment dans le domaine de la microfinance. En effet, les populations bénéficiaires devraient continuer à augmenter, suite :

- au démarrage des activités des EMF nouvellement agréés ;
- à la consolidation de la surface financière des EMF en difficulté ;
- à la poursuite de l'assainissement du secteur ;
- à la bancarisation accrue de la population.

## V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2015

### V.2.3.1 Les principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques de 2015-2016 reposent sur les principales hypothèses suivantes : (i) une croissance économique mondiale de 3,5% en 2015 et de 3,8% en 2016 ; (ii) une production pétrolière de 10,01 millions de tonnes en 2015 et de 10,06 millions de tonnes en 2016, soit respectivement -8,8% de baisse en 2015 par rapport à 2014 puis un relèvement de 0,5% en 2016 par rapport à 2015 ; (iii) un niveau de 4,2 millions de tonnes des exportations de manganèses en 2015 et de 4,8 millions de tonnes en 2016 ; (iv) une baisse de 58,2% du prix du baril de pétrole à 40 dollars en 2015 puis en hausse de 25,0% à 50 dollars en 2016.

Par ailleurs, l'activité nationale serait également soutenue par la poursuite de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent à travers l'exécution des

projets contenus dans le Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI), la Stratégie Nationale d'Industrialisation (SNI) et la Stratégie d'Investissement Humain (Pacte Social).

### Tableau des principales hypothèses

Désignation	2013	2014	2015	2016	2015/2014	2016/2015
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	11,014	10,98	10,01	10,06	-8,8%	0,5%
Prix du baril du pétrole gabonais ( en \$US)	106,6	95,58	40	50,0	-58,2%	25,0%
Exportations de manganèse (en milliers de tonnes)	3 882,6	3 851,2	4 200,0	4 830,0	9,1%	15,0%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	223,6	223,6	229,2	228,0	2,5%	-0,5%
Production de l'Or (en tonne)	1,192	1,058	1,2	1,3	13,4%	4,8%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 435,2	1 266,0	1 240,0	1 220,0	-2,1%	-1,6%
Taux de change	494,3	494,4	530	550,0	7,2%	3,8%

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

## V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2015 et 2016

### V.2.3.2.1 Les emplois du PIB prévisionnel en 2015 et 2016

Sous ces hypothèses, le PIB devrait afficher un taux de croissance de 4,8% en 2015 et de 5,3% en 2016, du fait de la croissance enregistrée dans le secteur Hors-Pétrole (6,7% en 2015 et 5,8% en 2016), nonobstant la contribution négative du secteur pétrolier à la croissance en 2015.

### V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2015 et 2016

L'analyse de la croissance du PIB sectoriel prévisionnel montre que l'activité s'inscrirait en hausse dans les secteurs secondaire et tertiaire, respectivement de 6,5% et 6,6% en 2015, en dépit du recul de la production du secteur primaire de 2,8%. En revanche, tous les secteurs contribueraient positivement à la croissance en 2016. Le secteur primaire progresserait de 4,7%, le secondaire de 4,0% et le tertiaire de 6,5%.

Le recul des activités du secteur primaire en 2015 résulterait principalement de la contraction de la production pétrolière (-8,8%), suite à une dégradation des cours du brut sur les marchés internationaux et à la maturité des champs en production.

Néanmoins, on enregistrerait des évolutions positives de l'exploitation forestière (+12,5%) et de l'activité minière (+3,1%) qui confirmeraient les bonnes perspectives dans ces deux branches.

Dans le secteur secondaire, la hausse prévisionnelle de l'activité proviendrait de la vigueur dans la quasi-totalité des branches, à l'exception des services pétroliers (-0,7%). Ainsi, conformément aux programmes d'extension des réseaux de distribution en eau et électricité, la branche « Electricité et eau » connaîtrait un taux de croissance de 8,9%. La demande internationale et nationale de bois transformé accélérerait la dynamique des industries du bois (+15,2%) en 2015. L'industrie agro-alimentaire conforterait sa position avec un taux de croissance de 7,6%.

Enfin, la progression attendue dans le secteur tertiaire découlerait des performances des branches « transports et télécommunications » (+8,1%), « services » (+5,0%) et « commerce » (+4,9%).

**Evolution du PIB ressources, estimations 2013-2014 et perspectives 2015-2016**

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)									PIB en volume (au prix de 2001)						
	2012	2013	2014	2015	2016	14/13	15/14	16/15	2012	2013	2014	2015	2016	14/13	15/14	16/15
Produit intérieur brute	8 766,5	8 690,5	8 988,3	7 760,1	8 565,4	3,4%	-13,7%	10,4%	4 747,7	5 015,4	5 231,8	5 483,2	5 772,3	4,3%	4,8%	5,3%
PIB marchand	7 807,9	7 686,8	7 694,5	6 428,1	7 148,9	0,1%	-16,5%	11,2%	3 867,5	4 068,7	4 230,1	4 400,2	4 634,8	4,0%	4,0%	5,3%
<b>Secteur primaire</b>	<b>3 458,5</b>	<b>3 086,1</b>	<b>2 910,6</b>	<b>1 492,8</b>	<b>1 845,0</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-48,7%</b>	<b>23,6%</b>	<b>982,7</b>	<b>975,4</b>	<b>991,8</b>	<b>963,9</b>	<b>1 008,8</b>	<b>1,7%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>4,7%</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	242,8	238,6	260,7	285,9	317,9	9,3%	9,7%	11,2%	193,4	202,9	217,2	236,6	259,6	7,1%	8,9%	9,7%
Exploitation forestière	51,2	50,7	64,8	71,7	83,5	27,8%	10,7%	16,4%	43,9	45,2	54,9	61,7	68,5	21,5%	12,5%	11,0%
Pétrole brut	2 946,7	2 526,8	2 357,8	893,3	1 156,3	-6,7%	-62,1%	29,4%	679,5	643,1	641,2	584,5	587,6	-0,3%	-8,8%	0,5%
Mines	217,7	270,0	227,3	241,9	287,2	-15,8%	6,4%	18,8%	66,0	84,2	78,5	81,0	93,1	-6,8%	3,1%	15,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 992,4</b>	<b>2 122,8</b>	<b>2 153,8</b>	<b>2 199,8</b>	<b>2 331,6</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,1%</b>	<b>6,0%</b>	<b>960,8</b>	<b>1 020,0</b>	<b>1 038,3</b>	<b>1 105,4</b>	<b>1 150,0</b>	<b>1,8%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,0%</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	120,1	124,9	144,9	158,4	174,0	16,1%	9,3%	9,9%	92,8	96,8	110,8	119,2	128,6	14,5%	7,6%	7,9%
Industrie du bois	92,5	84,6	114,1	130,6	152,4	34,8%	14,5%	16,7%	57,9	56,3	72,4	83,4	93,4	28,5%	15,2%	12,0%
Autres industries	220,9	237,7	254,8	280,4	303,3	7,2%	10,1%	8,1%	126,6	129,4	128,0	134,1	141,5	-1,1%	4,8%	5,5%
Raffinage	23,9	13,6	12,6	14,1	14,9	-7,0%	11,8%	5,1%	14,3	8,1	7,8	7,7	8,0	-2,9%	-1,5%	4,0%
Electricité, Eau	65,4	70,7	84,7	94,8	107,1	19,8%	11,8%	13,0%	41,5	43,9	49,5	53,9	58,8	12,8%	8,9%	9,0%
BTP	480,4	560,6	505,6	547,1	559,0	-9,8%	8,2%	2,2%	296,9	334,6	298,4	315,5	313,4	-10,8%	5,7%	-0,6%
Recherche, services pétroliers	989,1	1 030,7	1 036,9	950,8	995,6	0,6%	-8,3%	4,7%	330,8	351,0	371,4	368,8	381,7	5,8%	-0,7%	3,5%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 634,0</b>	<b>1 765,3</b>	<b>1 883,3</b>	<b>2 037,2</b>	<b>2 201,5</b>	<b>6,7%</b>	<b>8,2%</b>	<b>8,1%</b>	<b>1 421,5</b>	<b>1 546,2</b>	<b>1 642,9</b>	<b>1 751,7</b>	<b>1 866,3</b>	<b>6,3%</b>	<b>6,6%</b>	<b>6,5%</b>
Transports & Communications	365,0	388,3	433,8	484,0	532,5	11,7%	11,6%	10,0%	366,1	403,3	436,9	472,4	511,7	8,3%	8,1%	8,3%
Services	511,3	542,3	557,6	588,9	635,9	2,8%	5,6%	8,0%	505,9	537,3	562,6	590,9	626,4	4,7%	5,0%	6,0%
Commerce	410,3	432,9	450,2	484,0	521,2	4,0%	7,5%	7,7%	259,7	272,7	281,9	295,8	312,0	3,4%	4,9%	5,5%
Services bancaires, assurances	347,4	401,9	441,8	480,3	512,0	9,9%	8,7%	6,6%	289,7	332,9	361,5	392,6	416,2	8,6%	8,6%	6,0%
<b>Services non marchands</b>	<b>958,6</b>	<b>1 003,7</b>	<b>1 293,8</b>	<b>1 332,0</b>	<b>1 416,5</b>	<b>28,9%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>880,2</b>	<b>946,7</b>	<b>1 001,7</b>	<b>1 083,0</b>	<b>1 137,5</b>	<b>5,8%</b>	<b>8,1%</b>	<b>5,0%</b>
DTI et TVA	723,0	712,6	746,9	698,3	770,8	4,8%	-6,5%	10,4%	502,5	527,1	557,0	579,2	609,7	5,7%	4,0%	5,3%

Source : MEGA, DGEFF

**V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2015 et 2016**

La demande intérieure enregistrerait un taux de croissance de 4,1% en 2015 et 3,9% en 2016. Elle sera impulsée par la consommation des ménages et l'investissement privé hors pétrole ( respectivement de +6,5% en 2015, +5,8% en 2016 et de +4,0% en 2015 et de +3,8% en 2016). Cette situation découlerait des efforts entrepris par le Gouvernement pour attirer les investisseurs étrangers, essentiellement dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et du bois. Par ailleurs, la consommation totale soutiendrait également la croissance sur la période, du fait de la revalorisation prévisionnelle des rémunérations des agents publics. En effet, les mesures incitatives à la performance instituées par le

gouvernement et celles en faveur des politiques de réduction des discriminations en termes de prestations sociales, contribueraient favorablement à cette évolution.

Toutefois, en dépit d'une baisse attendue de la consommation publique (-1,7% en 2015 et -0,9% en 2016), justifiée par une contraction des dépenses de fonctionnement, la consommation totale augmenterait de 4,3% en 2015 et de 4,1% en 2016.

### Evolution du PIB emploi, estimations 2013-2014 et perspectives 2015-2016

	En nominal (au prix du marché)						En volume (au prix de 2001)					
	2013	2014	2015	2016	15/14	16/15	2013	2014	2015	2016	15/14	16/15
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>	8 690,5	8 988,3	7 760,1	8 565,4	-13,7%	10,4%	5 015,4	5 231,8	5 483,2	5 772,3	4,8%	5,3%
<b>DEMANDE INTERIEURE</b>	6 664,3	6 824,1	7 137,0	7 337,3	4,6%	2,8%	7 127,8	7 401,2	7 701,0	7 997,8	4,1%	3,9%
<b>CONSOMMATION TOTALE</b>	4 061,9	4 434,8	4 674,3	4 739,9	5,4%	1,4%	4 690,5	4 871,9	5 083,0	5 291,2	4,3%	4,1%
Ménages	2 805,6	3 100,1	3 363,6	3 573,6	8,5%	6,2%	3 379,4	3 582,8	3 815,4	4 035,1	6,5%	5,8%
Administrations	1 256,3	1 334,7	1 310,7	1 166,3	-1,8%	-11,0%	1 311,1	1 289,1	1 267,6	1 256,1	-1,7%	-0,9%
<b>INVESTISSEMENT TOTAL</b>	2 602,4	2 389,3	2 462,7	2 597,4	3,1%	5,5%	2 437,2	2 529,3	2 618,0	2 706,7	3,5%	3,4%
Dont : Pétrole	963,2	940,9	902,4	969,7	-4,1%	7,5%	490,1	492,6	495,5	498,9	0,6%	0,7%
Hors Pétrole	764,0	837,7	963,6	1 060,2	15,0%	10,0%	1 356,3	1 420,1	1 477,2	1 533,0	4,0%	3,8%
Administration	875,2	610,7	596,7	567,5	-2,3%	-4,9%	590,9	616,7	645,3	674,7	4,6%	4,6%

Source : DGEPE

## V.2.3.4 Les prévisions du budget

### V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales s'évalueraient à 1833,9 milliards de FCFA en 2015 contre 2349,2 milliards de FCFA en 2014. Cette baisse de 21,9% résulterait essentiellement des contreperformances des recettes pétrolières.

La baisse des recettes pétrolières (-47,7%) à 540,6 milliards de FCFA, en 2015, proviendrait non seulement de la chute de 58,2% du prix du baril, mais aussi du repli de 8,8% de la production en 2015 par rapport à 2014.

Toutefois, la hausse de 2,2% à 1293,2 milliards de FCFA des recettes hors pétrole ne permettrait pas de contenir la forte contraction des recettes pétrolières en 2015, d'où la révision à la baisse du budget de 2015.

### V.2.2.4.2 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires diminueraient de 4,9% pour s'établir à 2068,5 milliards de FCFA en 2015. Cette baisse résulterait de la contraction des dépenses primaires (-3,3%) en dépit de l'accroissement des charges financières de la dette publique (+13,2%).

La baisse des dépenses primaires à 1943,1 milliards de FCFA proviendrait du repli conjoint des dépenses de fonctionnement, des dépenses en capital et des autres dépenses.

Les dépenses de fonctionnement enregistreraient une contraction de 2,3% à 1334,4 milliards de FCFA, du fait de la réduction des transferts et subventions (-26,2%), nonobstant la hausse attendue des dépenses de personnel (+6,0%) et des dépenses de biens et services (+12,0%).

Les transferts et subventions diminuerait suite, notamment, à la baisse des crédits destinés au soutien des prix des produits raffinés conformément aux recommandations du séminaire gouvernemental de janvier 2015. A contrario, les dépenses de personnel qui intègrent également les crédits alloués au paiement de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP) se situeraient à 732,7 milliards de FCFA. Leur hausse s'expliquerait, d'une part, par les glissements catégoriels et l'entrée effective en solde des personnels en présalaires et, d'autre part, par le recrutement dans les forces de défense et de sécurité et dans les secteurs de la santé et l'éducation. La hausse des dépenses en biens et services, à 299,0 milliards de FCFA, résulterait essentiellement de l'intégration des remboursements courants de TVA.

Les dépenses d'investissement baisseraient de 1,5% à 596,7 milliards de FCFA, suite à la diminution du financement sur ressources propres (-8,9%). Les autres dépenses, quant à elles, se replieraient de 67,6% pour s'établir à 12,0 milliards de FCFA. Les charges financières de la dette publique se renforceraient du fait de la hausse simultanée du paiement des intérêts sur la dette intérieure (+40,8%) et la dette extérieure (+8,2%).

### V.2.2.4.3 La dette publique

En 2015, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait un accroissement de 2,2% à 607,3 milliards de FCFA contre 594,3 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution s'expliquerait par la hausse conjointe de l'amortissement de la dette extérieure et de la dette intérieure, mais serait atténuée par la baisse simultanée du paiement des charges financières des deux catégories de dette.

**Evolution du service prévisionnel de la dette publique**

(en milliards de FCFA)	2013	2014	2015	15/14 en %
<b>Dette extérieure</b>	<b>786,7</b>	<b>356,8</b>	<b>345,2</b>	<b>-3,3</b>
Intérêts	106	118,9	101,6	-14,6
Principal	680,7	237,9	243,6	2,4
<b>Dette intérieure</b>	<b>356,8</b>	<b>237,5</b>	<b>262,1</b>	<b>10,4</b>
Intérêts	29,2	26,3	23,8	-9,5
Principal	327,6	211,2	238,3	12,8
<b>Total</b>	<b>1143,5</b>	<b>594,3</b>	<b>607,3</b>	<b>2,2</b>

Sources : DGD, DGST, BEAC

**V.2.2.5. La balance des paiements prévisionnelle**

En légère amélioration par rapport à 2014, la balance des paiements se caractériserait par un solde global déficitaire. Cette situation découlerait de l'évolution du solde du compte des capitaux, devenu positif, dans un contexte marqué par une détérioration du solde des transactions courantes. En 2016, le solde de la balance globale pourrait à nouveau se détériorer, en dépit d'une orientation positive du compte des opérations courantes.

**V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes**

Le solde de la balance courante chuterait de 129,4% à 520,6 milliards de FCFA en 2015. Cette situation s'expliquerait principalement par la forte dégradation du solde de la balance commerciale (-50,4%), suite à la baisse du prix du baril et de la production de pétrole brut.

En 2016, la balance des transactions courantes pourrait générer un solde créditeur sous l'effet combiné d'une évolution positive des soldes des balances des biens (+32,8%), des services (+2,1%) et des revenus (+24,7%).

**V.2.2.5.2. La balance commerciale**

La diminution des ventes de pétrole, suite à la chute des prix du baril observée depuis 2014 et à la baisse des volumes exportés, impacterait négativement la balance commerciale. En effet, bien qu'excédentaire, le solde de ce compte pourrait diminuer de moitié en 2015 par rapport à 2014. La tendance pourrait s'inverser en 2016, en raison d'un relèvement des cours des matières premières,

notamment du pétrole. Ainsi, le solde commercial progresserait de 32,8%, à la faveur d'une augmentation plus que proportionnelle des exportations par rapport aux importations.

### Evolution prévisionnelle de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	2016	Var15/14	Var16/15
Exportations f.o.b.	4 959,7	4 581	2 910,5	3 439,2	-36,5%	+18,2%
Importations f.o.b.	1 725,8	1 825	1 543,8	1 624,7	-15,4%	+5,2%
Balance commerciale	3 233,9	2 756	1 366,7	1 814,5	-50,4%	+32,8%
Taux de couverture	287,4%	251,0%	188,5%	211,7%		

Source : Projections BEAC

### V.2.2.5.3. La balance des services

Le déficit de ce compte s'allègerait de 13,2% en 2015, en liaison, notamment, avec l'amélioration des postes « fret et assurance » (+16,1%) et « autres transports » (+20,9%). Cependant, le déficit de ce solde s'alourdirait légèrement en 2016, suite à une détérioration des postes « fret et assurances » (-5,2%) et « autres services » (-8,1%).

### V.2.2.5.4 La balance des capitaux

Après un solde débiteur en 2014, la balance des capitaux afficherait un solde excédentaire en 2015, soit une progression de 139,6%. Cette amélioration proviendrait en grande partie d'une forte diminution des sorties de capitaux étrangers au titre des autres investissements, soit -53,6 milliards de FCFA en 2015 contre -752,6 milliards de FCFA précédemment. En 2016, malgré les efforts du Gouvernement en matière d'amélioration du climat des affaires, le pays demeurerait confronté à la problématique de la fuite des capitaux.

### V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

#### V.2.2.6.1 L'emploi

En 2015, le marché du travail serait marqué par une hausse concomitante de l'emploi dans le secteur public et le secteur privé. Dans l'administration centrale, cette augmentation serait consécutive à l'intégration des stagiaires. Au niveau du secteur privé, la croissance attendue dans certains secteurs d'activité justifierait cette évolution (bois, mines, agriculture....).

### **V.2.2.6.2 Les salaires**

La masse salariale devrait connaître une progression en 2015, du fait, notamment de la hausse des activités dans les secteurs bois, mines, agriculture et de la poursuite de la régularisation des situations des agents de l'administration publique.

### **V.2.2.6.3 Les prix**

En 2015, le niveau général des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation, est projeté à 2,1% contre 4,7% en 2014. Les consommateurs gabonais devraient ainsi bénéficier de la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires, suite au repli du coût de l'énergie, en liaison avec la baisse du prix du baril de pétrole.

## **V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2015-2016**

En 2015, les activités du gouvernement seraient axées sur l'exécution du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et la Stratégie Nationale d'Investissement Humain (Pacte social). Dans un contexte international qui demeurerait marqué par la faiblesse des cours du baril de pétrole, l'économie gabonaise serait principalement soutenue par le secteur hors pétrole. Aussi, le gouvernement envisage-t-il de maintenir l'effort de diversification de l'économie, par la promotion des secteurs agricole, minier et forestier.

### **V.3.1 Les politiques sectorielles**

En matière de politique sectorielle, le gouvernement mettrait l'accent sur les actions liées au secteur des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires, tout en préservant les efforts entrepris dans les secteurs social et productif.

#### **V.3.1.1 Secteur productif**

La volonté affichée du gouvernement est de poursuivre le programme de diversification de la base productive de l'économie afin de la rendre moins dépendante des chocs extérieurs.

Ainsi, l'ambition de transformer les matières premières se poursuivrait en 2015-2016 dans toutes les filières à l'instar du manganèse, avec la mise en service du complexe métallurgique de la Comilog à Moanda, et du bois.

**-L'agriculture et l'élevage :** le nouveau programme G.R.A.I.N.E (la Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés) contribuerait à accélérer le développement de ce secteur. Il offrira, d'une part, aux coopératives agricoles la possibilité d'accroître la production locale en vue de réaliser l'autosuffisance alimentaire et in fine d'augmenter la part du secteur agricole dans le PIB national. D'autre part, ce programme favorisera l'autonomisation des populations et permettra de lutter efficacement contre le chômage des jeunes avec la création à moyen terme de plus de 20 000 emplois.

**-La pêche :** en créant l'Agence Nationale des Pêches et de l'Aquaculture (ANPA), le gouvernement compte améliorer sa politique en matière de pêche et d'aquaculture afin d'augmenter la production des ressources halieutiques et industrialiser cette filière. C'est ainsi qu'il est prévu la création de nouveaux centres de pêche à Cocobeach, Owendo, Omboué, Gamba et Mayumba.

**-Le secteur bois :** tout en poursuivant les travaux de construction de la Zone Economique Spéciale de Nkok, l'accent serait mis sur l'intensification des activités de transformation du bois, notamment en encourageant le passage de la première à la deuxième et troisième transformation. La mise en place des domaines industriels de bois (DIB) devrait permettre de créer un cadre de développement compétitif pour les industries de transformation.

**-Les mines et le pétrole :** dans ces domaines, le gouvernement envisage pour 2015-2016, l'exploration des blocs pétroliers en eaux profondes, l'augmentation de la capacité de production du complexe métallurgique de Moanda et la construction de l'école des mines de Moanda.

### V.3.1.2 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires

Afin d'accélérer les efforts de modernisation de l'environnement économique national, le gouvernement s'attellerait à rendre opérationnelle l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), fusion du Centre de Développement des Entreprises (CDE), de PROMOGABON et de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX).

Par ailleurs, le gouvernement s'emploierait à consolider les résultats acquis et à améliorer le cadre réglementaire adéquat aux entreprises. Cette amélioration passera par la simplification et la facilitation des procédures administratives, une rationalisation fiscale qui tienne notamment compte des critères de convergence en Afrique centrale, la réforme du droit du travail, la facilitation des investissements en partenariat public-privé, à travers l'adoption d'un cadre réglementaire dédié, et la promotion et la systématisation des normes de qualité.

Enfin, le gouvernement mettra en œuvre le pacte national d'ajustement pour la compétitivité qui permettra de réunir les conditions pour un meilleur attrait de nouveaux investissements.

### V.3.1.3 Secteur des infrastructures

Dans le domaine des infrastructures de transports, les efforts du gouvernement porteraient sur la poursuite de l'aménagement des tronçons routiers suivants :

- Ndendé-Tchibanga : 103 km ;
- Mouila-Ndendé : 75 km ;
- Ndendé-Doussala : 48 km ;
- Tchibanga-Mayumba : 106 km ;
- Ovan-Makokou : 97 km ;
- Route nationale 1PK0-Ntoum-Nsile ;
- Koumameyong-Booué 54 km;
- Mikouyi-Carrefour Leroy: 142 km ;
- Port -Gentil-Omboué: 93,2 km ;
- l'aménagement de nouvelles voiries à Libreville.

De même, le gouvernement en partenariat avec le concessionnaire poursuivrait le projet de réhabilitation de la voie ferrée. Parallèlement, les travaux d'aménagement des aéroports provinciaux et des bassins versants de Libreville seraient conduits à leur terme.

### V.3.1.4 Infrastructures énergétiques

Dans le domaine de l'énergie et des ressources hydrauliques, le gouvernement poursuivrait la mise en œuvre du Plan Stratégique d'Assainissement de Libreville, notamment les travaux d'extension d'eau potable à Agondjé et au Cap Estérias, la

construction de l'usine de production d'eau potable de Ntoum 7 et la sécurisation du réseau électrique de Libreville. En outre, le gouvernement amorcerait :

- les travaux de mobilisation des eaux brutes du Komo à Kango pour l'approvisionnement de l'usine Ntoum 7;
- la reprise des travaux de construction des barrages hydroélectriques de FE2 et des chutes de l'Impératrice;
- et la construction de la ligne électrique 30 KV Franceville-Andjongo-Okondja.

### V.3.2 Le secteur social

En 2015, le gouvernement accélérerait la mise en œuvre du Pacte Social dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'habitat en mettant l'accent sur :

- les filets de protection économique et les transferts solidaires ;
- les projets de promotion des activités génératrices de revenus ;
- l'accès aux services sociaux de base, notamment la construction de nouveaux logements sociaux ;
- et la mise en place des infrastructures d'intégration économique et sociale.

La réalisation de ces politiques se ferait notamment à travers la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) pour les filets de protection économique et transferts solidaires, le Fonds National d'Aide Sociale (FNAS) dans le cadre des activités génératrices de revenus. Une attention particulière sera mise sur l'autonomisation des femmes.

#### V.3.2.1 Education

La politique du gouvernement en matière d'éducation porterait sur l'amélioration de l'accès et la qualité de l'enseignement par :

- la poursuite du programme de réhabilitation d'établissements secondaires et la construction de trois (3) nouveaux Collèges d'Enseignement Secondaire (CES) à Libreville, d'un CES respectivement à Guiétsou, Port-Gentil et Matsatsa;
- le renforcement des capacités des enseignants et l'accompagnement des élèves vulnérables et en difficulté ;
- la construction avec l'aide de la coopération marocaine, d'un centre de formation pour les métiers du transport et de la logistique à Akanda.

### V.3.2.2 Santé

La santé demeurerait l'un des secteurs prioritaires de la politique générale du gouvernement en 2015. Les efforts se concentreraient sur les projets suivants :

- l'intensification des campagnes d'immatriculation des Gabonais Economiquement Faibles (GEF) par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS);
- la mise en service effective du Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo ;
- la finalisation des travaux de construction des Centres Hospitaliers Universitaires de Libreville, et de Lambaréné;
- la construction des Centres Hospitaliers Régionaux d'Oyem et de Mouila.

### V.3.3.La politique budgétaire

La stratégie budgétaire du gouvernement en 2015 portera sur (i) la maîtrise du choc induit par la baisse des recettes pétrolières et (ii) la réduction du train de vie de l'Etat, afin de maintenir les dépenses publiques dans des proportions soutenables. Cette stratégie aurait pour objectif d'améliorer le solde primaire à moyen terme afin de se conformer aux critères de convergence communautaires.

L'atteinte d'un tel objectif nécessitera le maintien des principales mesures déjà annoncées dans la loi de finances initiale mais également la prise en compte des mesures arrêtées lors du séminaire gouvernemental de la Pointe-Denis et celles retenues au cours des Assises Nationales sur la Fiscalité.

### **Optimisation des recettes et nouvelles sources de financement**

En sus des mesures mettant l'accent sur le renforcement de la performance des administrations des douanes et des impôts et le développement des nouvelles stratégies de financement, le gouvernement compte réformer la fiscalité et renforcer la diversification de ses sources de financement afin d'améliorer la mobilisation des recettes internes.

### **Optimisation des recettes**

Les principales mesures relatives à l'optimisation des recettes concerneront les administrations douanière et fiscale. Ces réformes porteront sur :

- le renforcement des capacités informatiques pour améliorer le suivi des opérations de dédouanement et sécuriser les recettes douanières ;

- l'amélioration du cadre de travail pour optimiser le rendement des services de dédouanement ;
- le renforcement des capacités des services de surveillance en vue de permettre la mobilité des agents des services opérationnels (brigades commerciales, brigades de surveillance) ;
- la maîtrise des exonérations douanières et la gestion rationnelle des abattements ;
- la mise en place d'une mercuriale à l'exportation des produits du bois ;
- la mise à jour de la mercuriale à l'exportation du manganèse pour une meilleure valorisation des bases imposables ;
- le suivi et la maîtrise des régimes douaniers suspensifs pour une meilleure prise en compte des recettes issues de ces régimes.

Concernant la fiscalité intérieure et les recettes non fiscales, les mesures nouvelles qui seront mises en œuvre par les services fiscaux porteront notamment sur:

- l'encadrement des mesures discrétionnaires portant sur la TVA ;
- le renforcement des actions de recouvrement à travers la modernisation des moyens de paiement et le rapprochement des services fiscaux des contribuables ;
- l'amélioration du rendement des contrôles fiscaux.

### **Diversification des sources de financement**

Le gouvernement développera des nouvelles stratégies de financement. Il s'agira entre autres de promouvoir les Partenariats Public-Privé (PPP), de restructurer le secteur bancaire public et de maintenir la présence du Gabon sur les marchés monétaires et financiers régional et international. En outre, le gouvernement poursuivra des actions pour l'amélioration du climat des affaires afin qu'il soit plus attractif aux investisseurs étrangers.

### **Gestion des dépenses hors dette**

Pour maintenir les dépenses publiques dans des proportions soutenables et garantir l'efficacité de la dépense, le gouvernement mettra en place un ensemble de mesures de redressement visant principalement l'allègement du train de vie de l'Etat et l'optimisation de la dépense. Aussi, portera-t-il son action en 2015, sur les dépenses de personnel, de biens et services, de transferts et d'équipement.

La nouvelle gouvernance publique se traduira par :

- le déploiement du nouveau logiciel de préparation et d'exécution du budget (VECTIS) au niveau déconcentré ;
- l'optimisation de la GRH et la rationalisation des structures administratives notamment par la fiabilisation du fichier des effectifs et le calcul de la masse salariale par mission et programme et la définition des responsabilités de GRH au sein de la ligne managériale des programmes ;
- l'adaptation du contrôle financier à la LOLF notamment par l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de développement du contrôle interne et la définition d'une stratégie de modulation des contrôles en fonction des risques à évaluer ;
- l'accompagnement des administrations dans la mise en œuvre des Plans d'Actions Prioritaires (PAP) 2015;
- le renforcement de la communication sur la réforme budgétaire et comptable.

Concernant les dépenses de transfert, les mesures porteront à la fois sur la réforme du secteur pétrolier et sur la redéfinition du principe de l'octroi des subventions aux entités bénéficiaires. Pour ce qui est de la réforme pétrolière, il s'agira notamment de l'annulation des subventions aux produits pétroliers qui se traduirait par :

- le maintien des subventions pour le gaz butane et le pétrole lampant aux ménages gabonais économiquement faibles ;
- l'arrêt des subventions au gasoil et à l'essence ;
- l'arrêt du paiement du soutien à l'activité du raffinage (SAR) ;
- l'annulation du mécanisme du prix parité import (PPI) ;
- la libéralisation de l'importation des produits pétroliers ;
- la création d'une Autorité Administrative Indépendante de réglementation des prix des produits pétroliers en administrant la péréquation et la stabilisation ;
- la restructuration de la Société Gabonaise de Raffinage pour la recentrer sur son métier de base : le raffinage ;
- la redéfinition de la structure devant garantir l'approvisionnement du marché national en carburant et garantir les stocks de sécurité stratégiques.

En ce qui concerne la redéfinition du principe d'octroi des autres subventions, il conviendrait désormais, avant d'envisager l'octroi de toute subvention, de distinguer :

- les organismes dont l'Etat souhaite soutenir l'activité économique naissante ;

- les organismes connaissant des difficultés structurelles ;
- les organismes en situation de difficulté conjoncturelle.

L'objectif de ce tri serait d'écarter du bénéfice de la subvention, toute entité n'entrant pas dans l'une des trois catégories susmentionnées. En plus, il serait judicieux dans le cadre d'un meilleur usage des deniers publics et d'une gestion plus saine des entités bénéficiaires de dissuader, à travers des mesures fortes et opportunes, le recours aux subventions perçues pour le financement des charges de personnel.

### **La stratégie d'endettement pour 2015**

Pour 2015, la stratégie d'endettement public aura pour principal objectif d'assurer le financement d'importants investissements relatifs à l'exécution du programme routier national et à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de 2017.

Par ailleurs, compte de tenu de la baisse des recettes pétrolières, les fonds levés sur les marchés financiers serviraient aussi à renforcer la capacité de production d'électricité des régions de l'Estuaire, du Sud, et du Nord du pays à travers la construction des barrages hydroélectriques et à étendre le circuit de production et de distribution d'eau de Libreville, notamment par les travaux de renforcement de la centrale de Ntoun7 et la mise à niveau des circuits de canalisation. Enfin, ces ressources additionnelles contribueraient à l'élargissement de la base productive, notamment à travers le financement des filières agro-industrielles.

## CONCLUSION

L'économie mondiale devrait connaître un léger regain avec un PIB qui passerait de 3,3% à 3,5% en 2015. Cette évolution serait en partie due à la faiblesse des cours du baril de pétrole et à la poursuite de la dynamique de croissance de l'économie américaine.

En effet, la chute des cours du pétrole amorcée au milieu de l'année 2014 soutiendrait l'activité mondiale et contribuerait à compenser certaines entraves à la croissance dans les pays en développement importateurs de pétrole. En revanche, l'effondrement du prix du pétrole affaiblirait les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole, avec d'importantes conséquences au niveau sous-régional.

Cette fragile reprise mondiale s'inscrirait toutefois dans un contexte qui divergerait selon les pays et les régions. L'activité des pays avancés s'améliorerait, tandis que celle des pays émergents et en développements devrait être plus faible, en raison de la dégradation des perspectives des pays de l'Europe de l'Est. L'expansion économique des États-Unis s'accélérerait du fait de l'amélioration du marché de l'emploi, de la vigueur de la demande intérieure et du maintien des politiques monétaires et budgétaires accommodantes. Cependant, la reprise serait lente au Japon et dans la zone euro, où les effets de la crise financière seraient encore perceptibles. Parmi les pays émergents et en développement, la croissance en Chine ralentirait à 6,8 % contre 7,4 % en 2014, tandis que la croissance du produit intérieur brut de l'Inde s'améliorerait de 0,5 point, à 6,3%.

Au niveau national, l'économie devrait connaître une croissance soutenue en 2015, tirée par les bonnes performances de la quasi-totalité des branches de l'économie et la relance de la demande intérieure. Hormis le secteur primaire qui enregistrait une croissance négative (-2,8%), en raison de la baisse de la production de pétrole, les secteurs secondaire et tertiaire progresseraient, en ligne avec la bonne tenue du secteur hors pétrole. En 2016, l'économie bénéficierait de la hausse des exportations minières et du relèvement des prix du pétrole et du manganèse. Ces différentes tendances conduiraient à une hausse de la croissance de 4,8% et 5,3%, respectivement en 2015 et 2016.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires seraient en retrait de 21,1%, du fait des contreperformances des recettes pétrolières. Les dépenses budgétaires reculeraient de 0,2%. Dans ce contexte, la politique du gouvernement s'articulerait, en 2015, autour de la mise en œuvre d'une stratégie budgétaire axée sur l'optimisation des recettes, la diversification des sources de financement, la maîtrise des dépenses hors dette et une stratégie d'endettement soutenable.

La Balance de paiements serait marquée par un solde global déficitaire, suite à la dégradation du solde de la balance des opérations courantes et au solde déficitaire de la balance des capitaux.



# SIXIEME PARTIE

## LES ANNEXES



# Tableau 1 : Tableau des Indicateurs clés de l'Economie Gabonaise 2011-2016

Tableau des indicateurs clés de l'Economie Gabonaise, 2011-2016	HISTORIQUE			PROJECTIONS			MOYENNES	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011-2013	2014-2016
<b>I. Croissance et Inflation (Croissance annuelle, %)</b>								
<b>Gabon Vert</b>								
Agriculture, Elevage, Pêche	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	8,9%	9,7%	3,9%	8,6%
Sylviculture et Exploitation forestière	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	12,5%	11,0%	3,3%	15,0%
<b>Gabon Mines</b>								
Pétrole brut	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	-8,8%	0,5%	-4,0%	-2,9%
Mines	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	3,1%	15,0%	9,3%	3,8%
<b>Gabon Industriel</b>								
Industries agro-alimentaires, boissons	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	7,6%	7,9%	5,9%	10,0%
Industries du bois	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	15,2%	12,0%	11,6%	18,6%
Autres Industries	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	4,8%	5,5%	5,9%	3,1%
<b>Gabon des Services</b>								
Transports et télécommunications	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	8,1%	8,3%	9,1%	8,3%
Commerce	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	4,9%	5,5%	4,9%	4,6%
Services bancaires et assurances	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	8,6%	6,0%	4,3%	7,7%
Autres services (y.c Restauration et Hôtels)	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	5,0%	6,0%	6,6%	5,2%
<b>Facteurs de la Croissance</b>								
Electricité, gaz et eau	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	8,9%	9,0%	5,7%	10,2%
Batiments et Travaux publics	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	5,7%	-0,6%	26,1%	-1,9%
Administrations (Services non marchands)	17,0%	12,4%	7,5%	5,8%	8,1%	5,0%	12,3%	6,3%
<b>Profil de la croissance (taux de croissance annuel, %)</b>								
<b>PIB global</b>								
Pétrole	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	4,8%	5,3%	6,0%	4,8%
Hors pétrole	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	-8,8%	0,5%	-4,0%	-2,9%
<b>Prix (taux de croissance annuel, %)</b>								
<b>Déflateur du PIB</b>								
Pétrole	12,7%	-2,9%	-6,2%	-0,8%	-17,6%	4,8%	1,2%	-4,5%
Hors pétrole	38,0%	9,6%	-9,4%	-6,4%	-58,4%	28,8%	12,7%	-12,0%
<b>Prix à la consommation</b>								
Pétrole	5,3%	-5,8%	-1,5%	2,5%	-3,0%	1,9%	-0,7%	0,5%
Hors pétrole	1,3%	2,7%	0,5%	4,7%	2,1%	0,8%	1,5%	2,5%
<b>Transformation de l'économie (ratio au PIB, %)</b>								
Secteur primaire	22,4%	20,7%	19,4%	19,0%	17,6%	17,5%	20,8%	18,0%
Secteur secondaire	20,5%	20,2%	20,3%	19,8%	20,2%	19,9%	20,4%	20,0%
Secteur tertiaire	29,1%	29,9%	30,8%	31,4%	31,9%	32,3%	30,0%	31,9%
Secteur Pétrole	15,7%	14,3%	12,8%	12,3%	10,7%	10,2%	14,3%	11,0%
Secteur Hors Pétrole	84,3%	85,7%	87,2%	87,7%	89,3%	89,8%	85,7%	89,0%
<b>Consommation et Investissement</b>								
Taux d'investissement global (ratio au PIB, %)	36,6%	42,1%	40,7%	38,7%	39,9%	38,2%	39,8%	38,9%
Taux d'invest. hors pétrole (ratio au PIB hors pétrole, %)	38,0%	38,1%	37,2%	33,3%	34,4%	33,2%	37,8%	33,6%
Taux de consommation privée (ratio au PIB, %)	44,7%	45,1%	46,2%	46,8%	47,4%	47,5%	45,4%	47,2%
<b>II. Prélèvements fiscaux et Dépenses (ratio au PIB, %)</b>								
<b>Recettes totales</b>								
Recettes pétrolières	30,8%	30,1%	30,2%	26,1%	23,6%	23,5%	30,4%	24,4%
Recettes non pétrolières	19,6%	17,5%	15,5%	11,5%	7,0%	7,6%	17,5%	8,7%
<b>Dépenses courantes</b>								
Salaires et traitements	13,0%	16,5%	16,6%	16,6%	18,0%	17,5%	15,3%	17,4%
Biens et services	5,3%	5,9%	6,4%	7,7%	9,4%	8,6%	5,8%	8,6%
Transferts	3,1%	3,7%	2,7%	2,9%	3,1%	3,2%	3,2%	3,1%
Intérêts sur la dette	3,5%	5,8%	5,7%	4,7%	3,9%	3,6%	5,0%	4,1%
<b>Dépenses en capital</b>								
Financées sur ressources intérieures	1,1%	1,0%	1,7%	1,2%	1,6%	2,1%	1,3%	1,6%
Financées sur ressources extérieures	10,7%	11,4%	10,6%	6,7%	7,7%	6,5%	10,9%	7,0%
Financées sur ressources intérieures	7,8%	9,3%	7,5%	3,9%	4,2%	3,9%	8,2%	4,0%
Financées sur ressources extérieures	2,9%	2,1%	3,1%	2,9%	3,5%	2,6%	2,7%	3,0%
<b>III. Soldes (ratio au PIB, %)</b>								
Solde primaire hors recettes pétrolières	-14,0%	-15,0%	-13,7%	-9,8%	-10,4%	-9,4%	-14,2%	-9,9%
Solde global (hors dons)	5,4%	2,2%	0,2%	-1,4%	-4,7%	-2,6%	2,6%	-2,9%
<b>IV. Echanges avec l'extérieur</b>								
Exportations (Croissance annuelle, %)	26,6%	16,2%	-5,1%	-4,0%	-43,1%	1,2%	12,6%	-15,3%
Importations (Croissance annuelle, %)	14,7%	-5,9%	8,8%	5,5%	2,4%	4,6%	5,9%	4,2%
Taux de couverture (Exportations/Importations)	302,2%	275,1%	152,8%	147,8%	142,9%	139,9%	243,4%	143,5%
Solde Compte courant (Ratio au PIB nominal, %)	0,9%	-3,4%	-7,0%	20,6%	-5,7%	-8,5%	-3,2%	2,1%
<b>V. Echanges avec l'extérieur (Croissance annuelle, %)</b>								
Crédit à l'Economie	42,4%	27,7%	25,6%	-5,9%	14,8%	33,2%	31,9%	14,0%

Source : DGEPEF

**Tableau 2 : PIB ressources à prix constant 2011-2016**

	HISTORIQUE			PROJECTIONS		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)</b>						
<b>Secteur primaire</b>	<b>1 010,0</b>	<b>982,7</b>	<b>975,4</b>	<b>991,8</b>	<b>963,9</b>	<b>1 008,8</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	186,0	193,4	202,9	217,2	236,6	259,6
Agriculture	154,0	159,9	167,7	179,2	195,1	215,3
Vivrière	139,5	145,9	153,5	166,2	182,3	200,6
Rente	14,5	14,0	14,2	13,0	12,8	14,7
Chasse et Elevage	16,7	17,0	17,4	18,0	18,5	19,2
Pêche	15,3	16,6	17,9	20,1	23,0	25,2
Exploitation forestière	40,7	43,9	45,2	54,9	61,7	68,5
Pétrole brut	709,3	679,5	643,1	641,2	584,5	587,6
Mines	74,1	66,0	84,2	78,5	81,0	93,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>925,0</b>	<b>960,8</b>	<b>1 020,0</b>	<b>1 038,3</b>	<b>1 105,4</b>	<b>1 150,0</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	86,8	92,8	96,8	110,8	119,2	128,6
Industrie du bois	50,0	57,9	56,3	72,4	83,4	93,4
Autres industries	121,8	126,6	129,4	128,0	134,1	141,5
Raffinage	11,2	14,3	8,1	7,8	7,7	8,0
Electricité, Eau	39,0	41,5	43,9	49,5	53,9	58,8
BTP	304,2	296,9	334,6	298,4	315,5	313,4
Recherche, services pétroliers	312,1	330,8	351,0	371,4	368,8	381,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 314,1</b>	<b>1 421,5</b>	<b>1 546,2</b>	<b>1 642,9</b>	<b>1 751,7</b>	<b>1 866,3</b>
Transports & Communications	333,8	366,1	403,3	436,9	472,4	511,7
Transport	172,0	176,7	194,0	204,3	217,8	234,1
Communications	161,8	189,5	209,3	232,6	254,6	277,5
Services	479,1	505,9	537,3	562,6	590,9	626,4
Commerce	244,5	259,7	272,7	281,9	295,8	312,0
Services bancaires, assurances	256,6	289,7	332,9	361,5	392,6	416,2
<b>Services non marchands</b>	<b>783,4</b>	<b>880,2</b>	<b>946,7</b>	<b>1 001,7</b>	<b>1 083,0</b>	<b>1 137,5</b>
Education	106,6	112,9	115,4	129,1	143,1	150,3
Santé	52,9	58,4	58,2	62,8	66,9	70,6
Autres services non marchands	623,9	708,8	773,0	809,8	872,9	916,6
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>4 032,4</b>	<b>4 245,2</b>	<b>4 488,3</b>	<b>4 674,7</b>	<b>4 904,0</b>	<b>5 162,6</b>
DTI et TVA	478,4	502,5	527,1	557,0	579,2	609,7
<b>PIB au coût du marché</b>	<b>4 510,8</b>	<b>4 747,7</b>	<b>5 015,4</b>	<b>5 231,8</b>	<b>5 483,2</b>	<b>5 772,3</b>

Source : DGEPEF

**Tableau 3 : Evolution du taux de croissance du PIB en volume  
2011-2016**

	HISTORIQUE			PROJECTIONS		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB: Ressources à prix constant (Croissance annuelle)</b>						
<b>Secteur primaire</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-0,7%</b>	<b>1,7%</b>	<b>-2,8%</b>	<b>4,7%</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	8,9%	9,7%
Agriculture	4,2%	3,8%	4,9%	6,9%	8,9%	10,3%
Vivrière	4,1%	4,6%	5,2%	8,3%	9,7%	10,0%
Rente	4,8%	-3,8%	1,7%	-8,7%	-1,5%	15,0%
Chasse et Elevage	4,0%	1,5%	2,5%	3,5%	3,0%	3,5%
Pêche	-9,1%	8,3%	7,7%	12,4%	14,5%	9,5%
Exploitation forestière	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	12,5%	11,0%
Pétrole brut	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	-8,8%	0,5%
Mines	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	3,1%	15,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>17,9%</b>	<b>3,9%</b>	<b>6,2%</b>	<b>1,8%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,0%</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	7,6%	7,9%
Industrie du bois	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	15,2%	12,0%
Autres industries	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	4,8%	5,5%
Raffinage	-65,1%	27,3%	-43,5%	-2,9%	-1,5%	4,0%
Electricité, Eau	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	8,9%	9,0%
BTP	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	5,7%	-0,6%
Recherche, services pétroliers	3,2%	6,0%	6,1%	5,8%	-0,7%	3,5%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1,7%</b>	<b>8,2%</b>	<b>8,8%</b>	<b>6,3%</b>	<b>6,6%</b>	<b>6,5%</b>
Transports & Communications	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	8,1%	8,3%
Transport	10,2%	2,7%	9,8%	5,3%	6,6%	7,5%
Communications	4,8%	17,1%	10,5%	11,1%	9,5%	9,0%
Services	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	5,0%	6,0%
Commerce	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	4,9%	5,5%
Services bancaires, assurances	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	8,6%	6,0%
<b>Services non marchands</b>	<b>17,0%</b>	<b>12,4%</b>	<b>7,5%</b>	<b>5,8%</b>	<b>8,1%</b>	<b>5,0%</b>
Education	12,2%	6,0%	2,2%	11,8%	10,9%	5,0%
Santé	7,4%	10,5%	-0,3%	7,9%	6,5%	5,5%
Autres services non marchands	18,8%	13,6%	9,0%	4,8%	7,8%	5,0%
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>7,2%</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,9%</b>	<b>5,3%</b>
DTI et TVA	6,2%	5,0%	4,9%	5,7%	4,0%	5,3%
<b>PIB au coût du marché</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,3%</b>

Source : DGEPEF

**Tableau 4 : PIB emploi à prix constant 2011-2016**

	HISTORIQUE			PROJECTIONS		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB: Emplois à prix constant</b> (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)						
<b>Pib total</b>	<b>4 510,8</b>	<b>4 747,7</b>	<b>5 015,4</b>	<b>5 231,8</b>	<b>5 483,2</b>	<b>5 772,3</b>
Pib pétrole	709,3	679,5	643,1	641,2	584,5	587,6
Pib hors pétrole	3 801,6	4 068,2	4 372,2	4 590,6	4 898,6	5 184,7
<b>Importations totales</b>	<b>2 372,0</b>	<b>2 589,0</b>	<b>2 654,9</b>	<b>2 555,7</b>	<b>2 578,5</b>	<b>2 653,4</b>
Biens	1 896,3	2 203,3	2 347,7	2 199,7	2 237,0	2 302,7
Consommations	339,1	358,6	403,4	365,7	375,5	386,2
Equipements	962,4	1 224,0	1 272,8	992,5	1 012,3	1 033,5
Intermédiaires	594,8	620,7	671,5	841,5	849,1	883,0
Services	475,7	385,6	307,2	356,1	341,5	350,7
<b>Total des ressources</b>	<b>6 882,8</b>	<b>7 336,7</b>	<b>7 670,2</b>	<b>7 787,5</b>	<b>8 061,7</b>	<b>8 425,7</b>
<b>Consommation totale</b>	<b>3 008,6</b>	<b>3 191,8</b>	<b>3 490,7</b>	<b>3 638,0</b>	<b>3 794,6</b>	<b>4 037,3</b>
Ménages	2 017,8	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 599,9	2 740,8
Administrations	990,8	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 194,7	1 296,5
<b>Investissement total</b>	<b>1 651,4</b>	<b>1 997,4</b>	<b>2 040,0</b>	<b>2 023,7</b>	<b>2 188,4</b>	<b>2 207,2</b>
Formation brute de capital fixe	1 774,9	1 995,4	2 135,9	2 023,7	2 165,6	2 207,2
Administration	890,2	899,6	871,7	644,8	634,4	585,5
Secteur privé	884,7	1 095,7	1 264,2	1 378,9	1 531,1	1 621,7
Pétrole	329,2	444,7	507,5	493,6	480,3	487,5
Hors pétrole	555,5	651,0	756,7	885,3	1 050,9	1 134,1
Variation des stocks	-123,4	2,0	-95,9	0,0	22,8	0,0
<b>Exportations</b>	<b>2 222,8</b>	<b>2 147,5</b>	<b>2 139,6</b>	<b>2 125,9</b>	<b>2 078,6</b>	<b>2 181,3</b>
Biens	2 165,6	2 085,0	2 077,7	2 069,7	2 018,2	2 120,7
Pétrole	1 497,3	1 434,6	1 361,4	1 337,9	1 246,8	1 253,1
Hors pétrole	668,3	650,5	716,3	731,9	771,5	867,6
Rentes	196,0	183,3	186,4	170,2	167,6	186,8
Mines	277,2	247,0	313,8	294,7	303,0	346,3
Bois transformé	195,1	220,1	216,2	267,0	300,9	334,6
Services	57,2	62,5	61,9	56,2	60,4	60,6
<b>Total des emplois</b>	<b>6 882,8</b>	<b>7 336,7</b>	<b>7 670,2</b>	<b>7 787,5</b>	<b>8 061,7</b>	<b>8 425,7</b>

Source : DGEPPF

**Tableau 5 : Evolution du taux de croissance du PIB Emplois de 2011-2016**

	HISTORIQUE			PROJECTIONS		
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB: Emplois à prix constant (Croissance annuelle)</b>						
<b>Pib total</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,6%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,3%</b>
Pib pétrole	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	-8,8%	0,5%
Pib hors pétrole	9,1%	7,0%	7,5%	5,0%	6,7%	5,8%
<b>Importations totales</b>	<b>12,5%</b>	<b>9,1%</b>	<b>2,5%</b>	<b>-3,7%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,9%</b>
Biens	16,9%	16,2%	6,6%	-6,3%	1,7%	2,9%
Consommations	15,5%	5,8%	12,5%	-9,3%	2,7%	2,8%
Equipements	12,0%	27,2%	4,0%	-22,0%	2,0%	2,1%
Intermédiaires	26,8%	4,3%	8,2%	25,3%	0,9%	4,0%
Services	-2,2%	-18,9%	-20,3%	15,9%	-4,1%	2,7%
<b>Total des ressources</b>	<b>8,9%</b>	<b>6,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Consommation totale</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,1%</b>	<b>9,4%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>6,4%</b>
Ménages	7,2%	6,2%	8,2%	5,5%	6,3%	5,4%
Administrations	10,2%	5,8%	11,8%	1,6%	0,3%	8,5%
<b>Investissement total</b>	<b>15,1%</b>	<b>21,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>8,1%</b>	<b>0,9%</b>
Formation brute de capital fixe	20,9%	12,4%	7,0%	-5,3%	7,0%	1,9%
Administration	20,1%	1,1%	-3,1%	-26,0%	-1,6%	-7,7%
Secteur privé	21,7%	23,9%	15,4%	9,1%	11,0%	5,9%
Pétrole	13,0%	35,1%	14,1%	-2,7%	-2,7%	1,5%
Hors pétrole	27,5%	17,2%	16,2%	17,0%	18,7%	7,9%
<b>Exportations</b>	<b>5,6%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-2,2%</b>	<b>4,9%</b>
Biens	5,1%	-3,7%	-0,4%	-0,4%	-2,5%	5,1%
Pétrole	5,7%	-4,2%	-5,1%	-1,7%	-6,8%	0,5%
Hors pétrole	3,6%	-2,7%	10,1%	2,2%	5,4%	12,5%
Rentes	-32,6%	-6,5%	1,7%	-8,7%	-1,5%	11,4%
Mines	12,8%	-10,9%	27,0%	-6,1%	2,8%	14,3%
Bois transformé	80,0%	12,8%	-1,8%	23,5%	12,7%	11,2%
Services	29,4%	9,1%	-0,9%	-9,2%	7,6%	0,3%
<b>Total des emplois</b>	<b>8,9%</b>	<b>6,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,5%</b>

Source : DGEPEF



## EQUIPES DE RÉDACTION

### DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

#### Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

#### Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

#### Chefs de Service

M. IKAPI Eric

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

#### Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

### DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

#### Directeur

M. Anicet OGANDAGA

#### Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

#### Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

### **Chargés d'Etudes**

Mme. Durance AVOMO OKE  
Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENIGONE  
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA  
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA  
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU  
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE  
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA  
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA  
M. Jean de Dieu MOUSSODOU  
M. Christian NDO  
M. Aymard NGOUA ONA  
M. OBANDJI Guy Ulrich  
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

### **DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)**

#### **Directeur**

M. Prosper EBANG EBANG

#### **Directeur Adjoint**

M. Valentin MBA MENGUE

#### **Chefs de Service**

Mme Lucie NSANNE EMANE  
M. Martial MBA BISSIGHE  
M. Cyrille BIBANG ENDAMANE

#### **Chargés d'Etudes**

Mme. Stéphanie-Josiane AVOME NGUEMA  
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA  
Mme. Julie-Sandrine NTSAME  
Mme ElzyYolene BOUYOU  
M. Raphael MBA N'NANG  
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO  
M. Martial MBA BISSIGHE  
M. GildasRomaric MATANGOYE  
M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME  
M. Ike APOUBA LOUSSOU  
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA  
M. Dorlan ODJAGHA  
M. Brice YOUOMO  
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

## **DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)**

### **Directeur :**

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

### **Directeur Adjoint**

M. Ghislain ILOUGOU

### **Chefs de Service**

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

### **Chargés d'Etudes**

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Natacha AMMOURI

Mme. Pauline LEMBOUMBA NOUNDA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

## **CELLULE MICROFINANCE**

### **Chefs de Service:**

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

### **Chargés d'Etudes**

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO

## **INSTRUMENTS D'ÉTUDES**

- Modèle MEGA ( modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
  - Modèle EGC

## **PUBLICATIONS**

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
  - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
    - LES NOTES DE LA DEM
    - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
      - ÉCO-RATIOS
    - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
  - TABLEAU DE BORD MENSUEL
  - TABLEAU DE BORD SOCIAL.

